

SEANCE PLENIERE
JEUDI 31 MARS 1994

APRES-MIDI

PRESIDENCE
DE
M. NOTHOMB

MM. Féaux et Dupré, secrétaires,
prennent place au Bureau.

La séance est ouverte à 14.01 heures.

PLENAIRE VERGADERING
DONDERDAG 31 MAART 1994

NAMIDDAG

VOORZITTER

De heer NOTHOMB

De heren Féaux en Dupré nemen
als secretaris plaats aan het Bureau.

De vergadering wordt geopend om 14.01 uur.

De **voorzitter** : De vergadering is geopend.

La séance est ouverte.

EXCUSÉS
BERICHTEN VAN VERHINDERING

de leden / les membres :

Aelvoet, Berben, Eerdeken, wegens ambtsplicht / pour obligations de mandat :

Van der Biest, Flamant, Lisabeth, Swennen, wegens ziekte / pour raisons de santé :

Spaak, Candries, buitenslands / à l'étranger.

QUESTIONS ORALES
MONDELINGE VRAGEN

Le **président** : L'ordre du jour appelle la **question de M. Saulmont au vice-premier ministre et ministre des Comm. icações et des Entreprises publiques sur "les modifications des**

limitations de vitesse sur les autoroutes".

Aan de orde is de **vraag van de heer Saulmont aan de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over "de wijziging van de snelheidsbeperkingen op de autowegen"**.

La parole est à M. Saulmont.

M. **Saulmont** (PRL) : Monsieur le président, monsieur le ministre, dès votre arrivée au gouvernement, vous avez manifesté l'intention de relever la limitation de vitesse sur les autoroutes, à la satisfaction de beaucoup d'automobilistes.

Depuis lors, la presse a publié de nombreuses statistiques controversées suivant les pays, le nombre d'accidents étant plus important dans tel pays que dans tel autre.

J'aimerais savoir si vous vous laissez influencer par ces statistiques ou si vous prendrez une décision en toute indépendance, à la suite de la demande que vous avez introduite.

Par ailleurs, si on augmente la vitesse permise, je pense qu'il faudrait en profiter pour inciter les automobilis-

tes à respecter la vitesse minimale car le non-respect de cette règle est aussi préjudiciable que de rouler à une vitesse excessive.

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Di Rupo**, vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques : Monsieur le président, chers collègues, je tiens tout d'abord à remercier M. Saulmont pour sa question.

Depuis que j'ai pu m'intéresser à ce dossier, j'ai tenté d'établir une priorité dans mes préoccupations.

La priorité principale est de faire en sorte que l'on puisse aider et protéger davantage les plus faibles en matière de circulation routière : les piétons.

Il y a quelques jours, j'ai eu une discussion avec l'IBSR afin de voir comment accroître la sécurité des piétons. Je trouve en effet scandaleux qu'un certain nombre d'automobilistes ne tiennent absolument pas compte des piétons, même lorsqu'ils circulent sur les passages

Di Rupo

cloutés. Il y a donc certainement des mesures à prendre.

En outre, parmi ces piétons, il y a différentes catégories et les enfants sont les premiers à devoir être protégés. J'entends accorder une attention toute particulière à leur problème.

Outre les piétons, je me suis aussi penché sur les cyclistes, les motocyclistes et les automobilistes.

Pour ce qui est de l'automobile, je constate qu'un bon nombre de personnes ne respectent pas les limitations de vitesse. Mais je reconnais qu'à certains endroits - je pense notamment aux agglomérations où l'on est obligé de circuler à une vitesse de 50 km/h -, l'infrastructure est parfois telle qu'il est difficile de respecter cette mesure. Je pense par exemple au ring de Bruxelles où j'ai moi-même tenté l'expérience. Je reconnais que j'ai souvent risqué de me faire tamponner, sans compter les coups de klaxon invraisemblables dont j'ai été l'objet.

Sur les autoroutes, il en va de même. Je constate qu'en France, on roule à 130 km/h, sauf lorsqu'il pleut : on roule alors à 110 km/h.

En Allemagne, la vitesse n'est pas limitée.

Le seul acte réel que j'ai effectué à ce sujet est le suivant : j'ai demandé à mon administration de me faire un rapport à cet égard. Je veux savoir si au départ d'une politique qui vise à protéger les plus faibles, on ne peut pas, à un certain moment, faire en sorte que certaines mesures soient plus compréhensibles par le conducteur automobile afin qu'elles soient acceptées davantage. De ce fait, on responsabilise davantage l'automobiliste. Les sanctions en cas de non-respect de la loi seraient alors beaucoup plus importantes.

J'ai donc uniquement demandé ce rapport. Je ne connais pas l'issue des discussions, qui n'aboutiront certainement pas avant de longs mois car

je sais qu'il existe de fortes oppositions au sein de certains groupes.

Mon rôle est de tenter de promouvoir une politique prenant en compte aussi bien les plus faibles que les plus forts. C'est pourquoi j'ai demandé ce rapport. Une fois que j'en disposerai, il sera largement discuté : chacun pourra défendre ses arguments. Mais à ce jour, rien ne m'influence.

Le président : La parole est à M. Saulmont.

M. Saulmont (PRL) : Monsieur le président, je ne vois aucun rapport entre les piétons et les autoroutes !

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de **vraag van de heer Van Nieuwenhuysen aan de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over "het aantal klachten en de maatregelen voor de veiligheid van het personeel van Belgacom ingevolge de onveiligheid in sommige vreemdelingenwijken"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Van Nieuwenhuysen au vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur "le nombre de plaintes et les mesures de sécurité pour le personnel de Belgacom suite à l'insécurité dans certains quartiers à forte présence d'immigrés"**.

De heer Van Nieuwenhuysen heeft het woord.

De heer **Van Nieuwenhuysen (VL.BLOK) :** Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, door een goede wind heb ik een nota in handen gekregen die uitging van het algemeen secretariaat van Belgacom van het Gewest Brussel. In deze nota wordt melding gemaakt van een toenemend aantal bedreigingen en zelfs van aanvallen op mensen van Belgacom die werkzaam zijn in een aantal migrantenwijken in Brussel. Er wordt zelfs gewag gemaakt van een recent geval waarbij een werknemer

van Belgacom met een pistool werd bedreigd door iemand die men "een jongere" noemde. In de nota wordt het personeel er toe aangezet om dergelijke gevallen te rapporteren aan het algemeen secretariaat en om klacht in te dienen bij politie en rijkswacht. Deze vrij recente nota dateert van 10 maart.

Mijnheer de minister, hoeveel dergelijke klachten zijn er geweest en hoeveel van deze incidenten hebben zich de jongste tijd voorgedaan ? Mijn belangrijkste vraag is echter hoe Belgacom zijn personeel in die wijken in de toekomst zal beschermen.

Le président : La parole est au ministre.

M. Di Rupo, vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques : Monsieur le président, chers collègues, je vous fournirai une réponse rapide.

Tout d'abord, il est exact que des incidents de ce genre et même des agressions ont eu lieu. Les agressions telles que rapportées par M. Van Nieuwenhuysen, concernent des agents de Belgacom. Toutefois, ce ne sont pas les seules victimes.

Ceci n'empêche que les faits sont réels. Par conséquent, trois mesures ont été prises.

Premièrement, Belgacom a demandé à l'administration de la localité concernée de bien vouloir renforcer les mesures de sécurité. J'ai d'ailleurs moi-même appuyé cette demande.

Deuxièmement, une navette a été mise en service pour permettre au personnel de Belgacom de se rendre du boulevard Jacquain à la gare du Nord d'une manière plus sûre.

Et troisièmement, les membres du personnel qui travaillent à Euroclear, au boulevard d'Anvers, ont la possibilité d'utiliser un taxi, s'ils le jugent nécessaire.

De voorzitter : De heer Van Nieuwenhuysen heeft het woord.

De heer **Van Nieuwenhuysen (VL.BLOK) :** Mijnheer de voorzitter,

Van Nieuwenhuysen

ter, mijnheer de minister, het verheugt mij dat men het personeel van Belgacom extra gaat beschermen. Ik zal niet ingaan op de oorsprong van de heersende criminaliteit, ik stel enkel vast dat de wijken in deze nota precies werden omschreven. Het is natuurlijk gemakkelijk om op zondag te gaan betogen om aan te tonen dat alles goed gaat. Toch is het vergekomen als men werknemers met dergelijke maatregelen moet gaan beschermen.

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Di Rupo**, ministre : D'une manière générale, les problèmes d'insécurité sont connus. En la matière, les polices communales, la gendarmerie et le gouvernement agissent de façon exceptionnelle. La Belgique est l'un des pays qui a le plus haut taux de forces de l'ordre - toutes forces confondues - par 1.000 habitants. En l'occurrence, des incidents ont eu lieu ; cependant, ils se résorbent. De plus, des mesures ont été prises. Il ne faut pas, au départ de faits particuliers, adopter une attitude générale même si je sais que, sur le plan politique, cela rapporte !

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de **vraag van de heer De Mol aan de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over "de NMBS-filialen"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. De Mol au vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur "les filiales de la SNCB"**.

De heer De Mol heeft het woord.

De heer **De Mol** (SP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, gisteren hebt u meegedeeld dat de besparingsvoorstellen van de NMBS in het licht van het ondertekende beheerscontract weer ter discussie zouden worden gesteld.

Mijnheer de minister, hiermee geeft u aan dat u de dienstverlening van de NMBS inzake openbaar vervoer opnieuw maatschappelijk wil valoriseren.

Dit is echter niet het enige probleem. Ook de investeringen voor de HST en de filialiseringen doen problemen rijzen.

In november 1993 hebben wij over deze filialiseringen een twintigtal vragen gesteld. Intussen zijn er weer een aantal filialen bijgekomen. Heeft de NMBS de bedoeling op die manier aan sommige mensen een royale bijverdienste te bezorgen en om diensten in het leven te roepen die de moedermaatschappij beconcurreren ?

Zou het niet zinvol zijn een grondige discussie te voeren over de filialisering en uit te zoeken of deze filialen de werking van de NMBS wel versterken, zoals verwacht zou mogen worden ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Di Rupo**, vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques : Monsieur le président, chers collègues, la question de l'honorable membre appelle tout d'abord une réponse générale qui concerne les moyens d'action du ministre par rapport aux entreprises publiques autonomes. En effet, il faut savoir que la Chambre a voté une loi conférant à un certain nombre d'entreprises ce statut d'entreprise publique autonome ; nous nous devons de la respecter !

Cette loi confère au conseil d'administration et aux organes de gestion de ces entreprises une autonomie extrêmement importante qui les soustrait à la tutelle du ministre, jugée, à l'époque, trop lourde et trop difficile.

Or, que constate-t-on aujourd'hui ? On constate que le ministre - et s'il était quelque peu masochiste, cela pourrait lui faire plaisir - est constamment mis sur la sellette ; il ne cesse d'être bombardé de questions,

au demeurant fort intéressantes, des parlementaires. Cependant, je dois le répéter : les entreprises autonomes assument la responsabilité qui leur a été confiée.

En l'occurrence, il existe 26 filiales dont 14 pour lesquelles la SNCB exerce un pouvoir de contrôle et 12 dans lesquelles elle possède une participation minoritaire. Je ne ferai pas de commentaire sur le nombre.

Néanmoins, monsieur De Mol, je tiens à vous préciser que je tiendrai compte des inquiétudes que, comme d'autres, vous avez exprimées. Aussi, étant donné la loi, le rôle du ministre et celui des organes de gestion de la SNCB, je ferai part à ces derniers des préoccupations émises au sein du parlement. De plus, l'État étant actionnaire et ayant désigné les membres du conseil d'administration de la SNCB, je demanderai à ce conseil qu'il invite ses organes de gestion à rédiger un rapport.

Ce rapport devra faire le point sur la politique de la SNCB en ce qui concerne les différents groupes. Nous voulons éviter des discordances, voire de véritables concurrences entre les différentes stratégies. Je demanderai aussi au président d'élaborer un rapport mettant en exergue les flux financiers de la maison-mère vers les filiales, et entre les filiales elles-mêmes. Je demanderai au commissaire du gouvernement de bien vouloir transmettre ma demande à la SNCB, à la suite des inquiétudes qui ont été exprimées au parlement à ce sujet.

De **voorzitter** : De heer De Mol heeft het woord.

De heer **De Mol** (SP) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord. Ik wil er wel aan toevoegen dat het organiseren van de concurrentie tegen de eigen NMBS strijdig is met het beheerscontract. Er zijn daar dus voldoende gronden om in te grijpen.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

voorzitter

Aan de orde is de **vraag van de heer Van Dienderen aan de vice-eerste minister en minister van Verkeerswezen en Overheidsbedrijven over "het standpunt van de minister ten aanzien van de maatregelen van de NMBS, die schoolreizen per trein flink duurder maken"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Van Dienderen au vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques sur "la position du ministre vis-à-vis des mesures prises par la SNCB tendant à augmenter fortement le coût des voyages scolaires"**.

De heer Van Dienderen heeft het woord.

De heer **Van Dienderen** (ECOLOGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, u hebt daarnet uw bekommernis uitgedrukt voor het lot van de voetgangers in het algemeen, en van de kinderen in het bijzonder. Ik hoop dus dat u positief op mijn vraag zult reageren.

Volgens de pers zullen schoolkinderen vanaf morgen veel meer moeten betalen als ze met de trein op schoolreis willen gaan.

Is dit ook een punt van het beheerscontract van de autonome NMBS ?

Mijnheer de minister, het beheerscontract werd nooit in het Parlement besproken, het is een zaak van de regering.

Is een beheerscontract dat toelaat dat de NMBS zich tot over de oren in de schulden steekt voor investeringen in een "rijke mensen"-trein, de HST, en belet dat schoolkinderen met de trein op schoolreis gaan, voor een socialist aanvaardbaar ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Di Rupo**, vice-premier ministre et ministre des Communications et des Entreprises publiques : La question est sympathique et mérite une réponse, non seulement très objective comme d'habitude, mais pres-

que un débat. La fin de l'intervention de notre honorable collègue est quelque peu excessive et frise même la caricature. Même si vous contestez le fait que le contrat de gestion n'ait pas été soumis au parlement, la SNCB dispose d'une autonomie complète en matière de prix et de clientèle, à l'instar des filiales qui ne relèvent pas du service public. Cet organisme agit donc en fonction de ce qu'il juge être le mieux dans ce domaine. J'ai néanmoins interrogé la SNCB sur les raisons de cette augmentation. Vous imaginez aisément qu'à titre personnel, je ne demanderais pas mieux que les prix soient les plus bas possibles, pour permettre aux écoles, notamment, de se déplacer dans ce pays. J'ai été ministre de l'Éducation. Je sais à quel point il est important, sur le plan pédagogique, de leur donner l'occasion de bouger.

Je suis très bien placé pour le savoir.

D'après la SNCB, ajouter des wagons ou organiser des trains spéciaux entraînent des coûts exorbitants et pas du tout marginaux. C'est pourquoi ils sont dans l'incapacité de pratiquer des prix minimums, de promotion, tant les frais sont importants.

Néanmoins, j'ai demandé à la SNCB qu'elle me donne une explication chiffrée des raisons pour lesquelles cette augmentation était appliquée.

Très sensible à cette question, j'ai insisté à nouveau - mais je n'ai ni l'autorité, ni le pouvoir de l'imposer eu égard à la loi - pour qu'on réexamine la problématique des voyages de groupes et en particulier des voyages scolaires.

De **voorzitter** : De heer Van Dienderen heeft het woord.

De heer **Van Dienderen** (ECOLOGALEV) : Mijnheer de minister, ik hoop dat wanneer u over de cijfers beschikt, u zult kunnen aantonen dat het mogelijk blijft de schoolreizen aan dezelfde voorwaarden te organiseren. Uit uw antwoord leid ik af dat de NMBS over de technische middelen beschikt om schoolkinderen te

vervoeren ; zij kan extra-treinen inleggen en zij kan extra-wagons aankoppelen. Het zou enkel te duur zijn om dat te doen.

Kan het dat dank zij het beheerscontract miljarden worden geleend voor een "rijke mensen"-trein en dat de schoolkinderen niet meer per trein op schoolreis kunnen gaan ? Moet dat beheerscontract dan niet worden herzien ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Di Rupo**, ministre : Monsieur le président, notre collègue, et c'est son droit, a une vision extrêmement réductrice visant à faire porter sur certains utilisateurs, notamment les jeunes et les enfants, une soi-disant politique qui n'est pas juste et un contrat de gestion qui n'est pas approprié.

La SNCB doit faire face à une multitude de défis, par exemple celui du TGV qui n'est pas le moindre même si on peut le contester, de même que celui du plan décennal.

Je ne conteste pas que des efforts doivent être accomplis par un certain nombre de personnes. Mais la loi est la loi et j'interviens en espérant que la SNCB et ses organes de gestion auront le bon vouloir d'examiner cette question.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de **vraag van de heer Van Vaerenbergh aan de vice-eerste minister en minister van Justitie en van Economische Zaken over "de noden van de politie van Halle-Vilvoorde inzake structurele hervormingen in het gerechtelijk arrondissement"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Van Vaerenbergh au vice-premier ministre et ministre de la Justice et des Affaires économiques sur "les besoins de la police de Hal-Vilvoorde en matière de réformes structurelles dans l'arrondissement judiciaire en question"**.

voorzitter

De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Mijnheer de vice-eerste minister, ik verheug mij erover dat u mij altijd zo dankbaar wilt aanhoren met al mijn klachten over het gerechtelijk arrondissement Brussel-Halle-Vilvoorde. Vandaag heb ik eens te meer de gelegenheid daarover een vraag te stellen.

Mijnheer de vice-eerste minister, ik verwijs naar recente persartikelen waarin de hoofdcommissarissen en hoofdveldwachters van Halle-Vilvoorde hun beklag doen over de werking van het gerechtelijk arrondissement Brussel. Zij vermelden drie zaken.

Op de eerste plaats stellen zij een verschil vast tussen Brussel-19 en Halle-Vilvoorde, tussen enerzijds de hoofdstedelijke problematiek en anderzijds een meer landelijke problematiek met "overlopen" van criminaliteit naar het landelijke gebied.

Ten tweede ondervinden zij dat sommige parketmagistraten het Nederlands onvoldoende beheersen, hetgeen aanleiding geeft tot misverstanden en niet voor een goede rechtsbedeling zorgt.

Een derde zaak is dat de samenwerking met de gerechtelijke politie mank loopt.

Mijnheer de vice-eerste minister, ik weet dat u mij zult antwoorden dat er op het ogenblik geen sprake is van de splitsing van het gerechtelijk arrondissement. Kan er dan niet worden gedacht aan een interne opsplitsing binnen het parket? Enerzijds is er toch het hoofdstedelijk gebied met zijn grootstedelijke problematiek en de daaruit voortvloeiende problemen en anderzijds is er het meer landelijke gebied Halle-Vilvoorde.

De heer **Wathelet**, vice-eerste minister en minister van Justitie en van Economische Zaken : U vraagt dit

misschien om de splitsing beter voor te bereiden?

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Inderdaad!

Minister **Wathelet** : Ik kan bevestigen dat de hoofdcommissarissen en de hoofdveldwachters van het arrondissement Halle-Vilvoorde mij een brief hebben gestuurd waarin zij de aandacht vragen voor een aantal technische problemen in verband met de verhouding tussen de politiediensten van dit arrondissement en het Parket te Brussel. Het gaat over de contacten met Nederlandstalige magistraten, over het verschil tussen de problemen in de hoofdstad en de problemen in een meer landelijke streek.

Deze technische problemen worden thans volop bestudeerd. Volgens mij, kan de samenwerking tussen deze politiediensten en het parket worden verbeterd.

Ik zal daartoe de nodige initiatieven nemen. Zoals u zei, zou dit kunnen worden begrepen als een ondersteuning van het wetsvoorstel dat de splitsing van het gerechtelijk arrondissement Brussel beoogt en zowel in de Kamer als in de Senaat werd ingediend. U weet dat deze splitsing problemen teweegbrengt die niet louter van technisch aard zijn. Ik kan niet zeggen dat de splitsing van het arrondissement deze technische problemen zal oplossen. Deze materie wordt op politiek vlak verder behandeld. In de regeringsverklaring wordt er niets over dit punt vermeld. Het zal in elk geval andere en meer uitgebreide debatten vergen.

Dit belet mij niet voor de technische problemen die de hoofdcommissarissen en de hoofdveldwachters mij hebben beschreven, een oplossing te zoeken.

De **voorzitter** : De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Mijnheer de minister, ik dank u voor uw antwoord waarin u erkent dat er problemen zijn. U zegt ook een op-

lossing te zullen zoeken. Volgens mij is dit een eerste stap in de richting van een splitsing.

Minister **Wathelet** : Mijnheer de voorzitter, ik erken dat de hoofdcommissarissen en de hoofdveldwachters mij hun problemen hebben signaleerd. Ik zal een overleg organiseren tussen het Parket en deze politiediensten om voor de problemen een oplossing te zoeken.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de vraag van de heer **Platteau** aan de minister van Financiën over "het advies van de Raad van State inzake de deelname van de gemeenten in het kapitaal van Distrigas".

L'ordre du jour appelle la question de M. Platteau au ministre des Finances sur "l'avis du Conseil d'Etat concernant la participation des communes dans le capital de Distrigas".

De heer Platteau heeft het woord.

De heer **Platteau** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, mijn vraag betreft de privatisering van Distrigas. De regering zou het inzicht hebben ter zake een verankering te realiseren. De Belgische steden en gemeenten zouden erbij worden betrokken en er is sprake van een blokkeringsminderheid van minstens 25 percent.

Vlaams minister Kelchtermans heeft in een privatiseringsproces *mutatis mutandis* advies gevraagd aan de Raad van State. Welnu, volgens dat advies is het niet mogelijk dat gemeenten en steden participeren in de privatisering van een privé onderneming - in casu Electrabel - voor slechts 5 percent, zonder dat de wetgeving wordt aangepast.

Ik zal niet in de meanders treden van deze redenering, maar het komt erop neer dat het gemeentelijk belang door de gemeenteraad moet worden vertegenwoordigd.

Platteau

In de gemeentewet, noch in de Grondwet staat dat participatie kan, zelfs niet via intercommunales.

Mijnheer de minister, is de regering zinnens Distrigas te privatiseren ? Indien ja, zal men de Belgische steden en gemeenten bij deze privatisering betrekken en in welke mate ?

Zal men al dan niet met het advies van de Raad van State rekening houden ? Indien men er rekening mee houdt wat zal men dan ondernemen ? Welke is daaromtrent de stand van zaken en welke zijn de inzichten van de regering ?

Le **président** : La parole est au ministre.

M. **Maystadt**, ministre des Finances : Monsieur le président, lorsque le 21 février dernier le Conseil des ministres a confirmé sa décision de négocier la vente de ses parts dans la Société nationale d'investissement avec le groupe Ackermans-Van Haaren, il a rappelé les conditions dans lesquelles cette vente devait avoir lieu. Parmi celles-ci figure la rétrocession d'une partie des actions de Distrigaz aux intercommunales.

Dans la même décision, le Conseil des ministres a chargé la Commission d'évaluation des actifs de l'État, appelée commission Henrion, de proposer au gouvernement l'ensemble des modifications législatives et réglementaires qui s'avéraient nécessaires pour la finalisation de l'opération.

Par conséquent, la commission Henrion, qui a eu connaissance de cet avis du Conseil d'État, doit en tenir compte pour établir cette liste des modifications législatives et réglementaires auxquelles il faudra procéder pour réaliser l'opération.

De heer **Platteau** (VLD) : Mijnheer de minister, zult u bij het nemen van initiatieven rekening houden met de stand van zaken ?

M. **Maystadt**, ministre : J'attends le rapport. Je la commission Henrion.

Si dans son rapport elle estime, suite à l'avis du Conseil d'État, qu'il faut modifier la loi communale, le gouvernement prendra les initiatives nécessaires.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de **vraag van de heer Van Vaerenbergh aan de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over "de cumulaties van wedden als provinciaal mandataris en als beheerder van parallelle provinciale structuren"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Van Vaerenbergh au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur "le cumul des traitements de mandataire provincial et de gestionnaire de structures provinciales parallèles"**.

De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, onze politieke instellingen staan thans onder zeer grote druk. Er is kritiek op het Parlement, op de werking ervan ; er is kritiek op de regering en de ministers, op onderzoekscommissies allerhande.

Blijkbaar is dit ook het geval voor de ondergeschikte besturen, namelijk de provincies, die nu ook zeer zware kritiek krijgen. Ik verwijs ter zake naar een aantal elementen in Limburg en in Brabant. De vragen van de burgers zijn van velerlei aard.

Bovendien kan worden vastgesteld dat de provincies een aantal paraprovinciale instellingen hebben opgericht om taken van de provincie uit te voeren.

Sommige provincies zijn op dat vlak meer bekend dan andere en hebben vaker dan andere de pers gehaald.

Mijnheer de minister, werden aan de provincies concrete instructies gegeven om aan deze toestand een einde te maken, zodat de provinciale bevoegdheid volledig door de Besten-

dige Deputaties en door de provincieraad wordt uitgeoefend ?

Indien er uitwassen zijn wordt er dan concreet ingegrepen ?

Ik vermoed dat dit wel het geval zal zijn. Toch wens ik daaromtrent enige uitleg te krijgen.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

De heer **Tobback**, minister van Binnenlandse Zaken en van Ambtenarenzaken : Mijnheer de voorzitter, ik ben de eerste om te betreuren dat een aantal bevoegdheden van zuiver provinciale aard in intercommunales en zogenaamde verenigingen zonder winstgevend doel worden ondergebracht.

Dit is een praktijk die al jaren wordt toegepast en die nu, omdat de maatschappij kritischer wordt - ik ben dit steeds geweest, wat ik aan de hand van teksten kan aantonen - in vraag wordt gesteld.

Het antwoord op uw vraag is eenvoudig. Toen men aan de voogdij wou ontsnappen heeft men getracht via VZW's en intercommunales voordelen toe te kennen, die men in de normale structuur en onder de normale voogdij niet kan toekennen.

De aard van het misbruik kennen we dus zeer goed, maar de provinciewet laat niet toe daaraan veel te doen. Bij de Bestendige Deputatie zou men enkel artikel 99 kunnen inroepen en bij de gouverneurs en de griffiers de artikelen 130 en 140. Dat geeft hen echter een zeer beperkte slagkracht.

Ik wil erop wijzen dat deze kwestie niet volledig onder de federale bevoegdheid valt. Op het ogenblik dat ik als voorlopig voogdijminister de provincie Brabant verbied bijkomende VZW's op te richten of bij bijkomende VZW's aan te sluiten, vraagt de Vlaamse regering hen toe te treden tot een Vlaamse VZW Monumentenwacht, wat ik dan weer moeilijk kan verbieden. Het is niet zo eenvoudig daarin onmiddellijk verandering te brengen.

Tobback

Toch wil ik uw aandacht erop vestigen dat de provincie Brabant op dit ogenblik, in afwachting van de splitting, bijna alle provinciale subsidies aan VZW's op haar begroting heeft geschrapt. Momenteel geeft dat ook aanleiding tot liquidatie van VZW's en in sommige gevallen zelfs tot moeilijkheden bij het betalen van opzegvergoedingen. Ik ga er evenwel van uit dat, vermits zij een VZW hebben opgericht om aan mijn voogdij te ontsnappen, ze nu ook niet hoeven te vragen dat ik mij met de VZW's zou bemoeien.

Mijn diensten onderzoeken thans of het nog zinvol is de provinciewet te wijzigen, zodat we over meer instrumenten zouden beschikken om dit soort uitwassen te bestrijden. Deze studie zal aan de commissie worden voorgelegd en indien u een goed idee naar voren brengt ben ik, zoals u weet, altijd bereid op wetsvoorstellen in te gaan. Indien u ter zake een goed idee heeft zal ik dat dankbaar aanvaarden.

De voorzitter : De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer Van Vaerenbergh (VU) : Mijnheer de minister, in uw antwoord, zegt u dat u met de VZW's niets heeft te maken, omdat ze buiten uw bevoegdheid en niet onder uw toezicht werden opgericht, zodat ze nu maar hun plan moeten trekken.

U hebt ook gezegd dat bepaalde mandatarissen die twee functies uitoefenen niet dubbel zullen worden betaald wanneer er maar één betaling zou mogen geschieden in hoofde van de provinciale structuren.

Minister Tobback : Ik kan alleen de provincie verbieden de VZW te subsidiëren, wat ik dan ook doe. Met haar dagelijkse werking, eventuele liquidatie en de betaling van opzegvergoedingen heb ik niets te maken.

Wat de dubbele betalingen betreft, zijn de artikelen 99, 130 en 140 van

toepassing en daar houdt het mee op.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de **vraag van de heer Dewinter aan de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over "de regeringsbeslissing om Chileense terroristen op ons grondgebied toe te laten"**.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Dewinter au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur "la décision du gouvernement tendant à autoriser la présence de terroristes chiliens sur notre territoire"**.

De heer Dewinter heeft het woord.

De heer Dewinter (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, vorige week nam België opnieuw drie Chileense zogenaamde politieke vluchtelingen op. Ze waren in 1986 verantwoordelijk voor een aanslag op de toenmalige president Pinochet, waarbij niet de president zelf, maar wel vijf lijfwachten om het leven kwamen. President Aylwin, de huidige president van Chili, verleende op de laatste dag van zijn bewind gratie aan deze drie personen. Ze worden nu als politieke vluchtelingen in België toegelaten op basis van een akkoord dat tien jaar geleden werd afgesloten, toen Chili nog een totalitaire Staat was. Sinds 1990 riep men nog voor achttien andere criminelen uit Chili deze regeling in.

Waarom moeten wij dergelijke individuen nog opnemen en hen allerlei sociale en andere voordelen laten genieten nu Chili toch een perfect democratisch land - met verkiezingen en dergelijke - is geworden ? Een Chileense krant, El Mercurio, lacht in haar vuistje bij de idee dat België aan die mensen jaarlijks zo maar even 280.000 peso's subsidie uitbetaalt en dat we het akkoord nog altijd toepassen. Waar is dat voor nodig, zoveel jaren nadat het totalitaire regime in Chili is teloorgegaan ? Welke beperkingen legt men die mensen op ? Waarom is België

een van de enige landen die sinds het aftreden van Pinochet - die overigens nog altijd het leger aanvoert - dit soort mensen met open armen blijven inhalen ? Welke voordelen of faciliteiten inzake sociale zekerheid, enzovoort, genieten zij ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer Tobback, minister van Binnenlandse Zaken en van Ambtenarenzaken : Mijnheer de voorzitter, ik kan de inspiratie van deze vraag ook anders formuleren. De heer Dewinter is van oordeel dat degenen die ten tijde van het Ceausescu-regime een aanslag op de Roemeense president zouden hebben gepleegd, waarbij een paar Securitate-agenten het leven lieten, moordenaars en criminelen zijn waar de Belgische Staat niets mee te maken heeft. De heer Dewinter beweert dat ik, in de functie van minister van Binnenlandse Zaken, de Chilenen asiel heb verleend.

Mijnheer Dewinter, ik ken uw achtergrond en kan begrijpen dat u veel waardering heeft voor een figuur als Pinochet. Ik beklemtoon dat ik de mensen niet op een verschillende manier wil behandelen. Dit is het fundamentele verschil tussen uw opvattingen en de mijne. Een aantal jaren geleden heeft België met de Chileense, democratische regering een akkoord gesloten inzake de opvang van politieke gevangenen. De Chileense regering heeft toen beslist amnestie te verlenen - een woord dat u als muziek in de oren moet klinken - aan politieke gevangenen die zich aan doodslag schuldig hadden gemaakt en voor zelfverbanning kozen. Dit betekent dat deze politieke gevangenen een land moesten vinden dat hen asiel wou verlenen. België heeft zich bereid verklaard dergelijke gevangenen op te nemen. België handelt in samenspraak met de Chileense regering. Ik geef een overzicht van de manier van werken. De Chileense mensenrechtenorganisaties verwittigen de Belgische ambassade in Santiago. Onze ambassade neemt contact op met onze be-

Tobback

voegde diensten, die zich bereid verklaren de betrokken personen op te vangen. De Chileense mensenrechtenorganisaties nemen opnieuw contact op met hun regering. De Chileense regering verleent haar akkoord om, onder deze omstandigheden, de betrokkenen vrij te laten. De vrijgelatenen worden in België opgevangen door mensenrechtenorganisaties die zich voor hen borg stellen. Ik herhaal dat België het eerder aangegane akkoord zal blijven uitvoeren.

De **voorzitter** : De heer Dewinter heeft het woord.

De heer **Dewinter** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, het blijft mij verwonderen dat België nog steeds Chileense politieke gevangenen opneemt. Het verwondert mij des te meer omdat ik uit de cijfers van de Chileense krant vaststel dat van de 20 mensen die sinds 1990 het land hebben verlaten, België er 18 opgenomen heeft terwijl Finland en Zweden er slechts 1 hebben opgenomen. Ik begrijp niet waarom men zich ook vandaag nog houdt aan afspraken die werden gemaakt toen Chili nog een totalitair regime was.

Minister **Tobback** : Het verbaast mij helemaal niet dat mijn antwoord u verwondert. Er zijn nu eenmaal dingen die uw begripsvermogen te boven gaan. Het is trouwens niet de eerste keer dat het mij opvalt.

Le **président** : L'incident est clos. Het incident is gesloten.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Simonet au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur "l'attitude que le ministre compte adopter à la suite de l'arrêt de la Cour d'arbitrage déclarant anticonstitutionnelle la loi relative aux détectives privés"**.

Aan de orde is de **vraag van de heer Simonet aan de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over "het standpunt dat de minister zal innemen nadat het Arbitragehof**

de wet met betrekking tot de privé-detectives onconstitutioneel heeft verklaard".

La parole est à M. Simonet.

M. Simonet (PRL) : Monsieur le président, j'ai déjà eu l'occasion d'interroger le ministre concernant la loi du 19 juillet 1991, portant organisation de la profession de détective privé.

Il y a quelques jours, sur base d'une question préjudicielle, qui avait été posée par le Conseil d'État à la Cour d'arbitrage, dans le cadre d'un recours qui avait été introduit contre l'État belge par un détective privé, la Cour d'arbitrage a estimé que les alinéas 2 et 4 de l'article 22 de la loi de 1991 - qui était une mesure transitoire organisant en fait une différenciation entre les détectives privés, selon qu'ils exerçaient leur profession en tant que personne physique ou à travers une société, en tant qu'organe de cette société - violaient l'article 10 actuel de la Constitution, qui est l'ancien article 6 ("Tous les Belges sont égaux devant la loi").

Lorsque nous avons eu cette discussion, il y a quelques mois, monsieur le ministre, vous sembliez souhaiter attendre une décision de justice avant de vous prononcer sur la constitutionnalité ou non de cet article 22.

Aujourd'hui, les choses sont claires. La Cour d'arbitrage a tranché et l'article 22 est manifestement anticonstitutionnel. Envisagez-vous des modifications législatives à bref délai pour mettre la loi de 1991 en conformité avec l'arrêt de la Cour d'arbitrage ? Envisagez-vous, dans le chef de l'État, une indemnisation des détectives privés qui ont été amenés soit à cesser, soit à interrompre leurs activités, à la suite de l'article 22, et pour lesquels cela représente bien entendu un préjudice matériel et social fort important.

Le **président** : La parole est au ministre.

M. Tobback, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique : Monsi-

eur le président, je ne puis que confirmer ce que M. Simonet a dit au sujet de l'avis rendu par la Cour d'arbitrage suite à la question préjudicielle qui lui aurait été posée.

Cet article, contrairement à ce que vous voudriez faire comprendre, n'a pas été annulé mais les conséquences sont importantes.

J'attends de connaître la position du Conseil d'État. Il s'associera sans aucun doute à l'avis de la Cour d'arbitrage.

En attendant, il s'agit d'un cas particulier et il faut en tirer des conclusions sur le plan législatif. La Cour d'arbitrage spécifie dans son avis que d'autres critères pourraient être recherchés. Ceux qui faisaient partie de la commission se souviendront que nous avons cherché longtemps d'autres critères et que nous n'en avons pas trouvé.

Il existe trois possibilités de se conformer à l'avis de la Cour d'Arbitrage, ce qui est obligatoire :

1. Trouver d'autres critères pour décider d'une mesure transitoire.

2. Demander au législateur d'autoriser les intéressés à fournir les preuves de l'exercice de cette profession avant que la loi n'entre en vigueur. Le ministre compétent pourra juger de la validité de ces preuves. Nous avons voulu éviter cette solution mais elle est envisageable.

3. Supprimer toute mesure transitoire et obliger les détectives privés à suivre une nouvelle formation.

Certes, dans le cas particulier que vous évoquez il y a eu gain de cause contre l'article 22. Reste à démontrer qu'il ne s'agit pas d'une victoire à la Pyrrhus. Je n'aime pas qu'on se moque de moi.

Le **président** : La parole est à M. Simonet.

M. Simonet (PRL) : Monsieur le président, monsieur le ministre, une brève réplique : juridiquement, nous ne sommes pas confrontés à un avis.

Simonet

mais bien à un arrêt de la Cour d'arbitrage du 22 mars. Je l'ai en main.

M. Tobback, ministre : Oui, en réponse à une question préjudicielle. Que cela s'appelle arrêt ou non, aucune importance, car il n'y a pas de modification de la loi.

M. Simonet (PRL) : Je n'ai pas prétendu que cela annulait la loi, mais il s'agit bien d'un arrêt de la Cour d'arbitrage qui, au-delà du cas de cette personne - ce détective privé - a autorité de chose jugée *erga omnes*. Il décide que l'article 22 de votre loi viole le prescrit constitutionnel.

Je prends acte de votre réponse qu'en dépit de cette violation de la Constitution, vous n'avez pas l'intention d'indemniser de quelque manière que ce soit les personnes préjudiciées par un article de loi inconstitutionnel.

M. Tobback, ministre : Monsieur le président, que la terminologie soit "arrêt" ou "avis" n'a aucune importance. C'est un arrêt qui répond à une question préjudicielle dans un cas individuel.

La loi reste toujours la loi. Un refus est toujours possible, même celui-ci tant que le Conseil d'État ne se sera pas prononcé.

Je n'ai donc aucunement l'intention d'indemniser qui que ce soit, libre à quiconque d'estimer en justice.

Mais je proposerai des solutions au législateur. Si l'on continue à m'agacer, j'appuierai toute mesure extrême. Je verrai si le législateur s'en tient à son intention, à son propos, de mettre de l'ordre dans ce... - j'allais utiliser un terme vulgaire !

Le président : L'incident est clos. Het incident is gesloten.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Maingain au ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique sur "la distribution en nombre insuffisant du feuillet "Les citoyens de l'Union européenne votent pour le Parlement européen"".**

Aan de orde is de vraag van de heer Maingain aan de minister van Binnenlandse Zaken en Ambtenarenzaken over "de ronddeling van een onvoldoend aantal folders "De burgers van de Europese Unie stemmen voor het Europees Parlement"".

La parole est à M. Maingain.

M. Maingain (FDF-PPW) : Monsieur le président, monsieur le ministre, la participation des citoyens de l'Union européenne aux élections européennes, notamment par inscription sur les listes en Belgique, est une des grandes ambitions du traité de Maastricht. Ce projet a d'ailleurs obtenu une large adhésion dans notre Chambre.

D'après mes informations, le taux d'inscription n'est guère élevé : on cite le taux de 0.5% des ressortissants européens qui auraient exprimé leur volonté de s'inscrire.

Sans doute, y a-t-il plusieurs motivations à cette situation. Une des causes citées serait que l'information émanant du Ministère de l'Intérieur a été tardive.

Quand je parle d'information, c'est au-delà de l'effet d'annonce par voie de presse. Il s'agit de l'information pratique via, entre autres, les communes. Vous avez fait distribuer aux différentes communes du Royaume un feuillet de présentation aux ressortissants européens.

D'après différents témoignages recueillis, les communes ont d'abord regretté l'arrivée tardive de ce feuillet - du moins dans certaines entités de l'arrondissement Bruxelles-Hal-Vilvoorde où l'on compte un grand nombre de ressortissants européens - car les feuillets y seraient arrivés il y a deux ou trois semaines seulement, alors que la période d'inscription commençait le 7 février pour se terminer ce jour.

De plus, elles déploraient que le nombre de documents mis à la disposition des communes était insuffisant : plusieurs communes ont dû s'adresser à votre Ministère pour ob-

tenir des documents complémentaires, voire un retraitage.

Plusieurs administrations communales auraient souhaité envoyer d'office à tous les ressortissants européens, c'est-à-dire sans aucune démarche de leur part, le dépliant à mettre à leur disposition mais, dans la plupart des cas, ce ne fut pas possible.

Ajoutons que l'emploi des langues pour la rédaction de ce feuillet pose problème, notamment dans l'arrondissement de Hal-Vilvoorde. En effet, vous avez peut-être respecté la législation sur l'emploi des langues en matière administrative en distribuant des dépliants bilingues dans les communes où le bilinguisme s'applique et des dépliants unilingues dans les communes unilingues mais, ces documents s'adressant à des Européens, on aurait pu espérer qu'ils soient rédigés dans les principales langues officielles de la Communauté européenne. Je constate que, suite à ces diverses lacunes, ce n'est ni grâce à votre département, ni grâce aux efforts de l'État belge que les Européens seront convaincus de participer aux élections du 12 juin prochain.

Monsieur le ministre, existe-t-il une impossibilité technique de proroger le délai d'inscription des ressortissants européens ? J'apprends que, dans certains pays voisins, le délai d'inscription sur les listes électorales a été prorogé soit jusque fin avril, soit jusque fin mai. Ne pouvons-nous nous aligner sur cette attitude ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Tobback, ministre de l'Intérieur et de la Fonction publique : Monsieur le président, la question de M. Maingain me permet une brève mise au point.

En effet, si l'Union européenne est capable d'arrêter sa directive le 6 décembre 1993, de la publier au bulletin du 31 décembre 1993 et que, cinq semaines plus tard, c'est-à-dire le 7 février 1994, nous sommes en me-

Tobback

sure d'envoyer des instructions précises aux communes et d'annoncer par une conférence de presse et dans tous les journaux que le délai d'inscription est fixé au 31 mars, je me demande où le bât blesse. Je crois donc pouvoir dire que peu de pays ont fait preuve d'autant de diligence que le nôtre. Si j'en avais le temps je ferais volontiers une comparaison avec ce qui s'est passé chez nos voisins.

En second lieu, toutes les communes ont reçu *motu proprio* de la part du Ministère de l'Intérieur les dépliantes dont vous avez un exemplaire en main. Cette expédition fut faite en temps voulu et en nombre suffisant. Ne prétendez pas que ce ne fut pas le cas pour les étrangers car nous connaissons le nombre exact d'inscrits légaux au registre des étrangers et c'est sur cette base que les dépliantes qui leur sont destinés ont été expédiés.

Quant aux communes à facilités, elles ont reçu des dépliantes en français et en néerlandais et les communes germanophones ont reçu ces documents en allemand. Ainsi le veut la loi sur l'emploi des langues en matière administrative.

Je me demande si les autorités britanniques m'auraient fait parvenir un dépliant en néerlandais si j'avais résidé dans la banlieue londonienne. Cela m'étonnerait beaucoup ! Nous avons donc strictement respecté, dans l'arrondissement de Bruxelles-Hal-Vilvoorde comme partout ailleurs, la loi sur l'emploi des langues en matière administrative et nous continuerons à le faire.

Pourquoi pensez-vous que l'Allemand, le Britannique, le Néerlandais, qui demeurent à Tervuren ou à Keerbergen, se seraient présentés en plus grand nombre si on leur avait envoyé des dépliantes en français ? Votre réaction me surprend quelque peu. Tous ceux qui le voulaient pouvaient être informés à ce sujet.

En conclusion, je dirais que je suis surpris de constater que certains

mesurent le succès de cette opération au nombre d'inscriptions sur les listes électorales. Nous pourrions parler d'échec si, demain matin, certaines personnes se disaient : "Si j'avais su, je me serais inscrit !". Je ne pense pas qu'il en existe beaucoup dans ce cas. Pourquoi parlerait-on d'échec parce que parmi les personnes concernées seul un petit nombre d'entre elles ont décidé de voter pour des listes belges en Belgique ? Et pourquoi considérer comme un échec le fait qu'un Italien résidant en Belgique préfère voter à son consulat pour les listes italiennes plutôt que de s'inscrire sur les listes belges ? Pourquoi fallait-il absolument convaincre le plus grand nombre possible d'Européens de voter sur les listes belges ? Je ne comprends pas ! Il fallait leur donner l'occasion, dans le temps très restreint qui nous était imparti, de pouvoir voter sur nos listes, et c'est ce que nous avons fait. A cette occasion, je vous répondrai qu'il n'est pas possible de prolonger la durée d'inscription sur les listes électorales au-delà du 31 mars pour la simple raison qu'elles doivent être clôturées pour le 1er avril, et ce pour tout le monde.

Nous avons fait preuve de diligence puisque nous avons ouvert les inscriptions à partir du 7 février.

Et si vous désirez faire preuve de bonne volonté, vous voterez cet après-midi la loi qui s'y rapporte.

Le **président** : La parole est à M. Maingain pour une courte réplique.

M. **Maingain** (FDF-PPW) : Monsieur le ministre, le Traité de Maastricht a été signé depuis longtemps. Par conséquent, les mesures préparatoires à l'inscription des ressortissants de l'Union européenne pouvaient être prises sans attendre la directive, qui n'a fait que confirmer ce qui était décidé de longue date.

En outre, je persiste à penser qu'il eût été souhaitable, pour respecter l'esprit européen, d'utiliser toutes les langues officielles, sans en exclure aucune, pour la rédaction ne fût-ce que d'un bref message.

Enfin, permettez-moi de penser que proroger le délai pour les seuls ressortissants européens ne poserait pas un grand problème technique, vu la diligence de vos services.

M. **Tobback**, ministre : Vous direz cela aux communes car ce sont elles qui clôturent les listes.

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de vraag van de heer Van Peel aan de vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken over "de toestand in Burundi".

L'ordre du jour appelle la question de M. Van Peel au vice-premier ministre et ministre des Affaires étrangères sur "la situation au Burundi".

De heer Van Peel heeft het woord.

De heer **Van Peel** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de minister, ik wens u een vraag te stellen in verband met Burundi waar de situatie bijzonder erg is. Het bureau voor humanitaire aangelegenheden van de Verenigde Naties spreekt zelfs over een dreigende acute hongersnood en over meer dan 1 miljoen vluchtelingen. We zijn getuige van een sluipende staatsgreep door het Tutsi-leger dat de democratisch verkozen instellingen verder uitholt door middel van straatgeweld. Niet langer dan enkele dagen geleden zouden er volgens sommigen honderden en volgens anderen duizenden doden gevallen zijn.

Welke houding neemt de Belgische regering aan ? Na de installatie van de eerste democratisch verkozen president Ndayaye, en ook bij latere gelegenheden, is herhaaldelijk gesproken over de noodzaak - precies om de etnische tegenstellingen te overstijgen die in dit leger worden geïncarneerd - een militaire coöperatie op gang te brengen die prioritair zou zijn. Deze militaire coöperatie zou voor enige stabiliteit in dit land kunnen zorgen.

Van Peel

Zowel uzelf als minister Delcroix hebben bij herhaling het nut van een dergelijke coöperatie bevestigd.

Is dit nu niet dringend nodig ? Driegen we niet naar een situatie te gaan waarbij de reeds zwakke regering nog zwakker wordt en waarbij we ons uiteindelijk zullen afvragen of het zin heeft om daar hulp, ook militaire hulp, te bieden ? Immers, er is toch een zwakke regering die niets kan doen. Dit is een paradoxale situatie die we ook in andere landen kennen.

Is de situatie op dit ogenblik niet van aard om de beslissing ter zake te versnellen ?

Ik heb begrepen dat de minister van Binnenlandse Zaken om blauwhelmen en om UNO-interventie heeft gevraagd. Is dit een vraag in het wilde weg of is daarover reeds overleg gepleegd ?

De voorzitter : De minister heeft het woord.

De heer **Claes**, vice-eerste minister en minister van Buitenlandse Zaken : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik herinner de heer Van Peel eraan dat wij steeds het democratiseringsproces zonder enige reserve hebben gesteund. Ter zake hebben wij telkens meer dan ons deel van de verantwoordelijkheden opgenomen.

Het is juist dat, na de dramatische gebeurtenissen van oktober 1993, men erin geslaagd is een nieuwe president te laten verkiezen en dat opnieuw een regering is gevormd volgens de beproefde methode van 60 percent Hutu's, 40 percent Tutsi's. Desondanks blijven de moeilijkheden, vooral in de hoofdstad, bestaan.

Alle gegevens waarover ik beschik wijzen erop dat de dodencijfers totaal overdreven zijn. Ik voeg er echter meteen aan toe dat het geenszins mijn bedoeling is de ernst van de situatie te minimaliseren.

Wat de militaire coöperatie betreft is het niet nieuw dat België dienaangaande een principieel positief ant-

woord gaf. Dat bevestigde ik trouwens reeds ter gelegenheid van het bezoek van wijlen president Ndaye te Brussel en ik confirmeerde dat nogmaals enkele weken geleden in Bujumbura.

Het kabinet zal zich morgen wellicht beraden over de vraag of deze coöperatie niet moet worden versneld. Ik moet echter toegeven dat ik mij vragen stel aangaande de mogelijkheid tot militaire coöperatie op dit ogenblik. Ik weet inderdaad niet of dat leger, dat zich duidelijk niet onderwerpt aan de president noch aan de regering, wel degelijk bereid is een coöperatie van een vreemde mogendheid te aanvaarden.

Mijnheer Van Peel, maanden geleden kwam men tot een akkoord, voornamelijk door Belgische inspanningen, over het zenden van een honderdtachtigtal troepen van de OAE. Hiervoor engageerde België zich tot het betalen van 2 miljoen dollars. Inmiddels werden trouwens reeds drieëntwintig jeeps ter plaatse gezonden, die niet worden gebruikt. Maar ondanks ons aandringen, moeten wij vaststellen dat de president noch de regering het risico durven nemen die troepen te aanvaarden. Het aantal militairen daalde ondertussen tot vijftig eenheden die zouden worden verspreid over het hele territorium en alleen met een genieën sanitaire opdracht, wat uiteraard niets te maken heeft met de ordehandhaving in het binnenland of in Bujumbura.

Als men er zelfs niet in slaagt de aanwezigheid van honderdtachtig Afrikaanse militairen aan het Burundese leger op te leggen, hoe zal datzelfde opstandige leger dan de aanwezigheid en de coöperatie van Belgische militairen aanvaarden ?

Principieel blijven wij hoe dan ook bereid hulp te bieden. In Bujumbura was ik vergezeld van de kabinetschef van de minister van Landsverdediging - een generaal - en hij kondigde aan dat een observatieteam van militaire experts binnen de kortst mogelijke tijd zal worden uitgezonden om

na te gaan wat in een versneld tempo kan worden ondernomen.

De uitlatingen van die minister van Binnenlandse Zaken over een UNO-interventie worden totaal ontkend door de hoogste autoriteiten in Burundi. Vanmiddag heb ik zeer toevallig nog telefonisch contact gehad met de minister van Buitenlandse Zaken van Burundi die momenteel in Genève is. Ook uit dit gesprek is gebleken dat de Burundese autoriteiten geen vraag om een UNO-interventie zullen indienen.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde is de vraag van de heer **Dewael** aan de minister van Sociale Zaken over "het omzeilen van Riziv-toezicht door het socialistisch ziekenfonds van Limburg".

L'ordre du jour appelle la question de M. Dewael à la ministre des Affaires sociales sur "le contournement du contrôle de l'Inami par la mutualité socialiste du Limbourg".

De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael**, voorzitter van de VLD-fractie : Mevrouw de minister, toen de VLD haar plannen bekend maakte voor een nieuwe sociale zekerheid hebt u prompt gereageerd met de vrij scherpe bewering dat de VLD bezig was de pijlers van onze democratie te ondergraven. Welnu, als ik zie wat er momenteel aan de hand is in syndicale en mutualistische milieus, dan denk ik dat die pijlers niet snel genoeg kunnen worden ondergraven.

Toen het schandaal van het socialistische ziekenfonds van Limburg bekend werd, viel u op door een oorverdovend stilzwijgen. Nochtans zijn de beschuldigingen niet niks. In de eerste plaats heeft men het over het vrij soepel toepassen van de wetgeving op de arbeidsongeschiktheid. In gewone mensentaal wil dit zeggen dat iemand die eigenlijk wel geschikt is om te werken toch uitkeringen kan blijven genieten. Ten tweede heeft men het over een controle-onvrien-

Dewael

delijke opstelling van de mutualiteiten. De controle-geneesheren worden blijkbaar gedwongen dit spel mee te spelen zo niet moeten ze opstappen. Ten derde, bij De Voorzorg is het blijkbaar iedere dag Sinterklaas. Als er een kind wordt geboren, krijgt men een geschenk ; als men pas is getrouwd, krijgt men een entente ; enzovoort.

Mevrouw de minister, de Christelijke Mutualiteiten hebben deze week in een reactie verklaard dat wat er gebeurt bij De Voorzorg nog maar het topje van de ijsberg is, met andere woorden dat er ook nog andere feiten zouden zijn. U zult nu ongetwijfeld beter begrijpen wat ten grondslag ligt aan het VLD-plan inzake sociale zekerheid.

Ik zou u ten slotte een aantal vragen willen stellen.

Ten eerste, waarom hebt u tot nu toe niet gereageerd ? Ik kan mij immers niet voorstellen dat u met dergelijke praktijken akkoord kunt gaan.

Ten tweede, denkt u niet dat de wetgeving moet worden aangepast. Het rapport van het Riziv maakt toch heel duidelijk dat de controlemogelijkheden ontoereikend zijn.

Ten derde, wat denkt u ethisch, moreel en deontologisch van praktijken waarbij leden worden geronseld, als het ware worden gekocht, met geschenken ?

Le **président** : La parole est au ministre.

Mme **De Galan**, ministre des Affaires sociales : Monsieur le président, avant de répondre à la question précise de M. Dewael, je ferai un petit préambule.

S'il est démontré par suffisamment d'enquêtes et d'examins que des choses doivent être changées, elles le seront.

Cependant, la découverte de certaines pratiques ne doit pas remettre en cause l'ensemble du système.

De plus, de nombreuses rumeurs ont circulé au sujet de l'attractivité d'une clientèle mutualiste en faveur de l'organisme assureur connu sous le numéro de matricule 322. Ainsi, le comité du contrôle médical a demandé au service de contrôle médical de faire une étude approfondie sur les faits que vous avancez. L'enquête doit mettre à jour s'il existe des politiques de cadeaux injustifiés, un laxisme dans le contrôle, non seulement de l'incapacité de travail mais dans la remise au travail d'affiliés, et d'autres types d'usages pervers du service.

Le rapport est maintenant terminé et a été soumis au comité. Après avoir examiné l'ensemble du rapport - qui a un volume très important -, le comité a pris à l'unanimité la décision qui se résume de la façon suivante.

Premièrement, l'ensemble des médecins-conseils de l'organisme assureur 322 est soumis, pour deux mois à partir du 4 avril 1994, à une tutelle. Ils feront donc l'objet d'une surveillance de la part de l'INAMI et du médecin directeur de l'union des mutualités socialistes.

Deuxièmement, deux médecins-conseils sont appelés à comparaître dans le cadre d'une procédure disciplinaire dont la séance aura lieu le 22 avril prochain à 17 heures.

Troisièmement, trois autres médecins sont appelés à témoigner afin de nous permettre de déterminer dans quelle mesure ils auraient été empêchés, notamment par certaines fiches de contrôle non transparentes, d'effectuer leur travail.

Quatrièmement, le rapport a été soumis à trois autres organes : l'office de contrôle des mutuelles, l'union des mutualités socialistes et le service de contrôle administratif. Ces trois organes devront donner leur avis pour chacune des matières qui les concernent.

Le cabinet recevra l'ensemble de ces avis et le rapport final, dès qu'il sera rendu. Il ne s'agit donc pas ici de ne pas prendre de décision. La procédure a été mise en route, à la fois sur le

plan administratif et sur le plan médical.

Je voudrais également signaler que de tels faits rendent d'autant plus nécessaire l'examen dans un débat parlementaire du rapport de l'Office de contrôle des mutuelles. Une version bilingue de ce rapport officiel, qui contient toutes les mesures prises depuis 1991 pour remédier à des situations d'abus ou d'utilisation perverse de la réglementation, me sera remise mardi prochain.

Dès qu'elle sera en ma possession, je me propose, monsieur le président, de la transmettre à la Chambre et au Sénat pour que nous ayons un débat sur cette matière.

Pour le reste, j'attends les avis et je vous tiendrai au courant de la suite des événements tant sur le plan disciplinaire qu'administratif.

De **voorzitter** : De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, het feit dat een onderzoek plaatsgrijpt en dat een vorm van voogdij wordt ingesteld, bewijst dat de beschuldigingen ernstig zijn.

Mevrouw de minister, ik vraag u niet op het resultaat van het onderzoek vooruit te lopen maar wens er niettemin op te wijzen dat in het rapport van het Riziv duidelijk staat dat op het vlak van de controle de wetgeving mank loopt. Dat valt onder uw politieke verantwoordelijkheid. Daarom heb ik u gevraagd wat u denkt te doen om de controle meer sluitend te maken.

Op mijn vraag hoe u ethisch en moreel staat tegenover de praktijken van het ronselen of het kopen van leden blijft u mij het antwoord schuldig.

Ik wil aan mijn vraag nog een politieke dimensie toevoegen. Als ik morgen lid zou worden van het socialistische ziekenfonds - wat ik niet ga doen, want ik ben al getrouwd en ik heb al drie kinderen, wat dat betreft kan men mij niet verleiden -

Dewael

zou ik ook nog een periodiek van dat ziekenfonds ontvangen, waarin de secretaris-generaal van de afdeling Limburg een politieke boodschap brengt. Het weekblad, waarvan ik u een exemplaar zal bezorgen, handelt niet alleen over ligdagprijzen of prijzen van geneeskundige verzorging ; de secretaris-generaal bespreekt daarin ook wekelijks, ten behoeve van 120.000 leden, de politieke actualiteit. Welnu, in Vlaanderen zegt men op dat ogenblik : "Moet er nog zand zijn ?"

De **voorzitter** : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

Aan de orde zijn de **vragen van de heer J. Peeters over "de uitspraak van de correctionele rechtbank van Brussel inzake de zaak Wynen en het onwettig gebruik van zware medische apparatuur"** en van de heer **Vandeurzen over "de vrijpraak in verband met illegale exploitatie van NMR"** aan de minister van Sociale Zaken.

L'ordre du jour appelle les **questions de M. J. Peeters sur "l'arrêt du tribunal correctionnel de Bruxelles dans l'affaire Wynen et l'utilisation illicite d'appareillage médical lourd"** et de **M. Vandeurzen sur "l'acquiescement prononcé quant à l'exploitation illicite de RMN"** à la ministre des Affaires sociales.

De heer Peeters heeft het woord.

De heer **J. Peeters (SP)** : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, ik was vorige week geschokt door de uitspraak van de Brusselse rechtbank in de zaak Wynen, over het gebruik van de illegale NMR-scanner in het Instituut Edith Cavell te Ukkel. Deze uitspraak is principieel belangrijk, omdat ze in feite het erkennings- en programmatiebeleid inzake zware medische apparatuur op de helling kan zetten.

Wij weten dat artsen vaak rare opvattingen hebben over de relatie tussen de wetgeving en de medische deontologie. Zo hebben wij jaren-

lang kunnen vaststellen dat de Orde van Geneesheren een norm hanteerde die bepaalde dat sommige zaken volgens de deontologie niet konden, zelfs als ze wettelijk toegelaten waren.

Ik denk onder meer aan het in vast loonverband werken van artsen in groepspraktijken. Wettelijk was dit perfect mogelijk. De Orde verbood dit echter soms zelfs op straffe van broodroof.

Nu gaat men verder. Het artsenkorps zegt dat zelfs indien de wet expliciet bepaalde zaken verbiedt, de artsen daarboven staan. Zij stellen de medische deontologie boven de wet.

Mevrouw de minister, mijn vraag is drieledig.

Ten eerste, wat vindt u van de uitspraak van de rechtbank die de artsen in hun redenering is gevolgd ?

Ten tweede, zijn er gronden waarop u dit vonnis kunt aanvechten en gaat u in bevestigend geval tegen deze uitspraak beroep aantekenen ?

Ten derde, zal de zaak Wynen een invloed hebben op uw beleid inzake erkenning en programmatie van zware medische apparatuur ?

De **voorzitter** : De heer Vandeurzen heeft het woord.

De heer **Vandeurzen (CVP)** : Mijnheer de voorzitter, mevrouw de minister, collega's, een aantal van mijn vragen zijn identiek. Ik zal er kort op ingaan.

Mevrouw de minister, is er beroep aangetekend tegen het correctionele vonnis ?

Gesteld dat de uitspraak in de zaak Wynen zou worden bevestigd in Raad van Beroep, zal dit dan een invloed hebben op de financiering van het ziekenhuis ? Ik neem aan dat op basis van het koninklijk besluit een deel van de financiering werd ingetrokken naar aanleiding van de illegale exploitatie van de NMR. Moet dit eventueel terugbetaald worden ? Indien de uitspraak in Raad van Be-

roep wordt bevestigd, zal dit dan een invloed op het erkenningsbeleid hebben ? Moet dan niet meer in de richting worden gegaan van reglementering van ziekenhuisfuncties ? Om budgettaire redenen moeten wij reglementeren en beperken. Na een eventuele bevestiging van het vonnis, moet misschien eerder worden gegaan naar het reglementeren van ziekenhuisfuncties dan naar het beperken van medisch-technische apparatuur.

De **voorzitter** : De minister heeft het woord.

Mevrouw **De Galan**, minister van Sociale Zaken : Mijnheer de voorzitter, dames en heren, de correctionele rechtbank heeft besloten de directeur van een privé-ziekenhuis in Brussel van blaam te zuiveren inzake de installatie van een niet erkende NMR. Op basis van de huidige wetgeving werd 20 percent afgetrokken van de ligdagprijzen. Het vonnis van de correctionele rechtbank steunt op verscheidene elementen. De gezondheid is belangrijker dan budgettaire of autoritaire maatregelen. Ik kan u de stukken van het vonnis bezorgen. Het is heel interessant.

Het verwijst zelfs naar Neurenberg en allerlei zaken die te maken hebben met vrijheid van behandeling en therapeutische vrijheid. U weet dat het een zaak was van het openbaar Ministerie en dat er klacht werd ingediend door de twee bevoegde gewestministers, de heren Thys en Chabert. Momenteel zijn de heren Chabert en Harmel hiervoor bevoegd. Wij hadden ons in dit geding burgerlijke partij gesteld. Het parket heeft besloten in beroep te gaan. De beide gewestministers zijn samen met de sociale voorzorg mee in beroep gegaan.

Nous sommes donc en appel de même que les ministres bruxellois : en effet, pour une affaire de cet ordre, c'est le parquet qui est maître de l'appel et non le Ministère de la Santé publique.

Quelles conséquences peut avoir cette affaire judiciaire ? Si la Cour

De Galan

d'appel confirme la décision, un problème se posera quant à l'invalidation des 20% de retenue que nous avons accordés sur le prix de la journée d'entretien puisque nous l'aurions fait, à ce moment-là, sans titre.

En ce qui concerne l'état de la question, comme l'a dit M. Vandeurzen, tant les moratoires que les règles d'agrément sont très complexes et permettent souvent à des parties d'introduire des recours en utilisant les brèches existant dans la formulation des dispositions.

Aussi, comme je l'ai déjà annoncé en dehors du cadre bien précis de ce jugement, j'ai décidé de lancer une autre méthode d'approche de l'installation, notamment des services médicaux lourds, et d'approche du financement des hôpitaux ; on se basera plus sur les pathologies et sur les besoins que sur d'autres types de règles.

En conclusion, je répète que nous attendons la décision de la Cour d'appel et que nous ne modifions pas la réglementation en vigueur. Cependant, cette décision n'influencera pas ma volonté d'examiner les formules d'investissements alternatifs en matériel lourd dans l'intérêt de la santé publique et non dans l'intérêt de quelques-uns seulement.

Le président : L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

L'ordre du jour appelle la **question de M. Winkel au ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement sur "l'implantation d'embryons chez des femmes ménopausées"**.

Aan de orde is de **vraag van de heer Winkel aan de minister van Maatschappelijke Integratie, Volksgezondheid en Leefmilieu over "het planten van embryo's na de overgangsjaren"**.

La parole est à M. Winkel.

M. Winkel (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, monsieur le

ministre, ma question porte sur une information que la presse vient de nous révéler cette semaine. D'après le "Journal du Médecin", une clinique belge aurait participé à une expérience visant à permettre à des femmes ménopausées d'avoir des enfants par fécondation in vitro. Le "Journal du Médecin" ajoute qu'une clinique liégeoise pratiquerait l'implantation d'embryons chez des femmes ménopausées. Toujours d'après ce journal, comme l'accouchement de ces femmes semble interdit en Belgique, elles seraient envoyées en France où existe la procédure de l'"accouchement sous X", c'est-à-dire de "mère anonyme".

Ces pratiques sont interdites dans différents pays. Pour certains scientifiques, et ils sont nombreux en Belgique, elles seraient dangereuses, non seulement pour la santé de la mère, mais également pour des raisons éthiques. Un enfant issu d'une femme trop âgée risque de rencontrer ultérieurement des difficultés. Ce problème soulève la question des limites à assigner à la science et à la médecine et des garde-fous imposés à ces pratiques dans notre pays.

1) Quelle est la législation actuelle concernant les femmes ménopausées qui subissent une fécondation in vitro ?

2) Disposez-vous d'un inventaire précis des centres pratiquant la fécondation in vitro en Belgique ? Dans certains pays, ces centres doivent obtenir un agrément. Chez nous, nous ne connaissons même pas le nombre de ces centres. La non-transparence semble régner dans ce domaine. Les services de la Santé publique sont-ils au courant de ce qui se passe dans ces centres ?

Le président : La parole est au ministre.

M. Santkin, ministre de l'Intégration sociale, de la Santé publique et de l'Environnement : Monsieur le président, je remercie M. Winkel pour sa question. Il s'agit d'une question fort délicate car elle se situe quasi essentiellement sur le terrain de l'éthique.

Vous savez certainement très bien, monsieur Winkel, qu'en Belgique, il n'existe pas de critères légaux spécifiques régissant cette activité médicale. Tout repose sur la déontologie médicale.

A la question de savoir s'il faut légiférer d'urgence et selon les renseignements qui m'ont été fournis, le moins que l'on puisse dire au niveau des scientifiques, est que les avis divergent, à part un point sur lequel ils semblent s'accorder, à savoir qu'ils considèrent comme tout à fait défavorable la pratique de la fécondation in vitro chez les femmes de 70 ans. Vous avouerez que pour en arriver à une telle conclusion unanime, il n'était pas nécessaire d'être très compétent en la matière.

Se pose alors la question de savoir s'il faut fixer un seuil d'âge et lequel.

Le non-médecin que je suis sait que l'âge de la ménopause varie très fortement d'une femme à l'autre, d'où la difficulté de déterminer un tel seuil. Ne faudrait-il pas plutôt essayer de définir des critères qualitatifs, ce qui rejoint la voie que vous avez indiquée ?

Monsieur Winkel, en présence d'un conflit possible, à l'heure actuelle, entre éthiques différentes, il ne faut pas faire preuve de simplification et encore moins de précipitation. Dans un domaine aussi sensible et aussi délicat, il est peut-être utile d'attendre une certaine décantation au niveau des réflexions éthiques en cours, tout en restant vigilant à toute dérive qui pourrait survenir. Je rappelle que la décision d'opter en faveur d'une telle pratique est le résultat d'un dialogue entre les couples et les médecins, qui sont tenus de respecter leur déontologie. Dans le cas contraire, l'Ordre des médecins est là pour le leur rappeler. Éventuellement des poursuites judiciaires peuvent être engagées.

Avant de conclure, monsieur Winkel, j'ai eu écho, comme vous, de l'article paru dans le journal auquel vous avez fait allusion. Je vous confirme qu'en cette matière, nous ne

Santkin

disposons pas de toutes les informations dont nous aurions besoin. Je crois cependant pouvoir affirmer sans crainte de me tromper que cette pratique est extrêmement limitée dans notre pays mais je m'engage à investiguer plus avant.

En conclusion, j'estime, comme je l'ai dit dans d'autres réunions, qu'il est grand temps que nous mettions en place - je m'adresse à tous les parlementaires - le Comité national de bioéthique pour qu'il commence à travailler et, sur le terrain qui nous occupe aujourd'hui, pour qu'il soit saisi très rapidement de sujets aussi primordiaux que celui que vous venez d'évoquer.

Le **président** : La parole est à M. Winkel.

M. **Winkel** (ECOLO-AGALEV) : Il est vrai qu'il faut parfois attendre, réfléchir et laisser décanter. Mais par ailleurs, en votre qualité de ministre de la Santé, votre rôle est d'exercer des contrôles et de demander des rapports aux centres pratiquant la fécondation *in vitro* afin de savoir ce qui s'y passe.

Pour l'instant, à l'inverse d'autres pays tels que la France, l'Angleterre ou l'Allemagne, où il existe des lois, on est en Belgique dans l'ignorance totale en ce domaine.

M. **Santkin**, ministre : Savoir ce qui s'y passe, d'accord. Quant à légiférer, monsieur Winkel, je maintiens l'interrogation que j'ai posée.

Le **président** : L'incident est clos.
Het incident is gesloten.

MEDEDELINGEN COMMUNICATIONS

INTERPELLATION INTERPELLATIE

DEMANDE VERZOEK

Le **président** : Le Bureau a été saisi d'une demande d'interpellation dont le libellé est repris en annexe (voir annexe 2).

Het Bureau heeft een interpellatieverzoek ontvangen waarvan de inhoud als bijlage gaat (zie bijlage 2).

REKENHOF COUR DES COMPTES

OPMERKINGEN BETREFFENDE EEN
AANGEPASTE ADMINISTRATIEVE
BEGROTING

OBSERVATIONS CONCERNANT UN
BUDGET ADMINISTRATIF AJUSTÉ

De **voorzitter** : Bij brief van 30 maart 1994 deelt het Rekenhof mede dat het, bij toepassing van artikel 20 van de gecoördineerde wetten op de rijkscomptabiliteit, de aangepaste administratieve begroting van het ministerie van Verkeer en Infrastructuur, gevoegd bij het wetsontwerp houdende zevende aanpassing van de algemene uitgavenbegroting voor het begrotingsjaar 1993 - sectie 33 - "Verkeer en Infrastructuur" heeft onderzocht en dat het geen opmerkingen heeft inzake de overeenstemming van dit document met de inhoud en de doelstellingen van de algemene uitgavenbegroting, zoals aangepast bij dit wetsontwerp.

Het maakt nochtans opmerkingen betreffende de herverdeling uitgevoerd tussen de basisallocaties.

Verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur.

Par lettre du 30 mars 1994, la Cour des comptes fait savoir qu'elle a examiné, sur la base de l'article 20 des lois coordonnées sur la comptabilité de l'État, le budget administratif ajusté du ministère des Communications et de l'Infrastructure joint au projet de loi portant septième ajustement du budget général des dépenses de l'année budgétaire 1993 - section 33 - "Communications et Infrastructure" et qu'elle n'a pas d'observations à formuler quant à la conformité de ce document au contenu

et aux objectifs du budget général des dépenses, tel qu'ajusté par ce projet de loi.

Elle fait cependant des observations relatives à la redistribution opérée entre les allocations de base.

Renvoi à la commission de l'Infrastructure.

COUR D'ARBITRAGE ARBITRAGEHOF

RECOURS EN ANNULATION
BEROEPEN TOT Vernietiging

Le **président** : En application de l'article 76 de la loi spéciale du 6 janvier 1989 sur la Cour d'arbitrage, le greffier de la Cour d'arbitrage notifie :

- les recours en annulation de l'article 2 du décret du 23 juin 1993 complétant par un article 87 la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme, introduits par M. Luc Lumen, Mmes Geneviève Ego, Marie Rolin Jacquemyns-Van Hecke, MM. Victor Vanham, Armand Brouwers, Clément Sergoris, Mmes Jeannine Laus, Colette Malou-Roberti de Winghe et Anita Meert-Verhoeven : l'ordonnance de jonction de ces affaires. (n°s du rôle : 666, 667 et 669 à 673)

- le recours en annulation de l'article 2 du décret de la Communauté flamande du 23 juin 1993 complétant par un article 87 la loi du 29 mars 1962 organique de l'aménagement du territoire et de l'urbanisme et de l'article 54 du décret de la Communauté flamande du 14 juillet 1993 portant des mesures de protection des dunes côtières, introduit par M. Gilbert De Mey et consorts. (n° du rôle : 674)

Pour information.

Met toepassing van artikel 76 van de bijzondere wet van 6 januari 1989 op het Arbitragehof, geeft de griffier van het Arbitragehof kennis van :

- de beroepen tot vernietiging van artikel 2 van het decreet van 23 juni 1993 houdende aanvulling met een artikel 87 van de wet van 29 maart

voorzitter

1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw, ingesteld door de heer Luc Lumen, mevrouwen Geneviève Ego, Marie Rolin Jacquemyns-Van Hecke, de heren Victor Vanham, Armand Brouwers, Clément Sergoris, mevrouwen Jeannine Laus, Colette Malou-Roberti de Winghe en Anita Meert-Verhoeven ; de beschikking tot samenvoeging van deze zaken.

(rolnummers : 666, 667 en 669 tot 673)

- het beroep tot vernietiging van artikel 2 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 23 juni 1993 houdende aanvulling met een artikel 87 van de wet van 29 maart 1962 houdende organisatie van de ruimtelijke ordening en van de stedenbouw en van artikel 54 van het decreet van de Vlaamse Gemeenschap van 14 juli 1993 houdende maatregelen tot bescherming van de kustduinen, ingesteld door de heer Gilbert De Mey en consoorten.

(rolnummer : 674)

Ter kennisgeving.

RESOLUTIONES RÉSOLUTIONS

EUROPEES PARLEMENT
PARLEMENT EUROPÉEN

De **voorzitter** : Bij brief van 28 maart 1994 zendt de secretaris-generaal van het Europees Parlement de tekst over van vijf resoluties aangenomen door deze Vergadering :

1. Resolutie over het Witboek van de Commissie van de Europese Gemeenschappen - Groei, Concurrentievermogen, Werkgelegenheid - van 5 december 1993.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen, naar de commissie voor het Bedrijfsleven, het Wetenschapsbeleid, het Onderwijs en de Nationale Wetenschappelijke en Culturele Instellingen en naar de commissie voor de Sociale Zaken.

2. Resolutie over de werkgelegenheid in Europa.

3. Resolutie over de gevolgen van de invoering van de EMU voor het sociaal beleid.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen en naar de commissie voor de Sociale Zaken.

4. Resolutie over het terrorisme en zijn gevolgen voor de veiligheid in Europa.

5. Resolutie over de onverenigbaarheid van paspoortcontroles door bepaalde luchtvaartmaatschappijen met artikel 7A van het EG-verdrag.

Verzonden naar de commissie voor de Buitenlandse Betrekkingen.

Par lettre du 28 mars 1994, le secrétaire général du Parlement européen transmet le texte de cinq résolutions adoptées par cette Assemblée :

1. Résolution sur le Livre blanc de la Commission des Communautés européennes - Croissance, compétitivité, emploi - du 5 décembre 1993.

Renvoi à la commission des Relations extérieures, à la commission de l'Économie, de la Politique scientifique, de l'Éducation et des Institutions scientifiques et culturelles nationales et à la commission des Affaires sociales.

2. Résolution sur l'emploi en Europe.

3. Résolution sur les conséquences pour la politique sociale du processus d'établissement de l'UEM.

Renvoi à la commission des Relations extérieures et à la commission des Affaires sociales.

4. Résolution sur le terrorisme et son incidence sur la sécurité en Europe.

5. Résolution sur l'incompatibilité des contrôles de passeports effectués par certaines compagnies aériennes avec l'article 7A du traité CE.

Renvoi à la commission des Relations extérieures.

INTERPELLATIES INTERPELLATIONS

De **voorzitter** : Aan de orde zijn de interpellaties van :

- de heer Dewael tot de Eerste minister over "de tussentijdse evaluatie van het contract met de burger" (nr 915) ;

- mevrouw Vogels tot de Eerste minister over "de uitvoering van het contract met de burger" (nr 924) ;

- de heer De Man tot de Eerste minister over "de uitvoering van het contract met de burger" (nr 930) ;

- de heer Tant tot de Eerste minister over "de uitvoering van het contract met de burger" (nr 936) ;

- de heer Mayeur tot de Eerste minister over "het contract met de burger" (nr 937) ;

- de heer Leo Peeters tot de Eerste minister over "de uitvoering van het contract met de burger" (nr 938) ;

- de heer Lauwers tot de Eerste minister over "het contract met de burger" (nr 939).

L'ordre du jour appelle les interpellations de :

- M. Dewael au Premier ministre sur "l'évaluation intérimaire du contrat avec le citoyen" (n° 915) ;

- Mme Vogels au Premier ministre sur "l'exécution du contrat avec le citoyen" (n° 924) ;

- M. De Man au Premier ministre sur "l'exécution du contrat avec le citoyen" (n° 930) ;

- M. Tant au Premier ministre sur "l'exécution du contrat avec le citoyen" (n° 936) ;

- M. Mayeur au Premier ministre sur "le contrat avec le citoyen" (n° 937) ;

- M. Leo Peeters au Premier ministre sur "l'exécution du contrat avec le citoyen" (n° 938) ;

président

- M. Lauwers au Premier ministre sur "le contrat avec le citoyen" (n° 939).

De heer Dewael heeft het woord.

De heer **Dewael**, voorzitter van de VLD-fractie : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, geachte collega's, enkele dagen geleden heeft de Eerste minister aangekondigd dat de regering na het Sint-Michielsakkoord en de aanpak van de budgettaire en economische problemen - het globaal plan dus - van start zal gaan met het derde luik van het regeerakkoord, het zogenaamde contract met de burger.

Mijnheer de Eerste minister, u hebt de indruk willen wekken dat de eerste twee punten van het regeerakkoord eigenlijk al zijn uitgevoerd. Collega's, niets is minder waar. Het Sint-Michielsakkoord dat moest zorgen voor een definitieve communautaire vrede tussen de Gemeenschappen in dit land, rammelt aan alle kanten. Onmiddellijk na de goedkeuring van het Sint-Michielsakkoord hebben sommige leden van de Sint-Michielsmeerderheid verklaard dat men nog veel verder moest gaan. Anderen hebben verklaard dat het Sint-Michielsakkoord voor hen een eindpunt was.

Mijnheer de Eerste minister, u hebt ons steeds voorgehouden dat er met het Sint-Michielsakkoord eindelijk communautaire vrede zou heersen. U benadrukte dat altijd als zijnde federale loyaliteit. De rel rond de aankoop van nieuwe autobussen voor het Vlaamse Gewest waarbij de Vlaamse constructeur Van Hool op een onrechtmatige manier buitenspel werd gezet omwille van zuiver communautaire en electorale redenen, is een pijnlijk voorbeeld van hoe het niet moet. Dit toont duidelijk aan dat er in dit land nog steeds geen *Bundestreue* of federale loyaliteit bestaat. Zo aarzelt ook de eerste kandidaat op de PS-lijst, de heer Happart, nog steeds niet om de lont in het Voerense kruisvat te steken als hem dat zo uitkomt.

Mijnheer de Eerste minister, fundamenteel lijkt me de struisvogelpolitiek die uw regering en vooral uw collega's in de Vlaamse regering voeren inzake de onrechtmatige geldstromen in de sociale zekerheid van Vlaanderen naar Wallonië.

De partiële federalisering van de staatsschuld stoot overigens op diezelfde weerstanden.

Mijnheer de Eerste minister, zoals u zelf hebt aangehaald, is de federale overheid na de overdracht van bevoegdheden naar de Gemeenschappen, in uitvoering van het Sint-Michielsakkoord, een beetje verweesd achtergebleven met een belangrijk pakket bevoegdheden, maar met bitter weinig middelen, met een schuldenberg en een rentelast die een goed functioneren van de federale structuren eigenlijk belemmeren.

Daarom sta ik even stil bij het communautaire gedeelte van het regeerakkoord. Mijn stelling is dat precies door het tot stand komen van het communautaire pact, en vooral door de financieringswet, de federale overheid de financiële strop werd omgedaan.

De federale overheid is dus niet bij machte om het derde luik van het regeerakkoord, het contract met de burger, op een correcte manier in te vullen.

Mijnheer de Eerste minister, als architect van de staatshervorming hebt u het begrip van de staatkundige organisatie bij de bevolking niet verbeterd. De kloof met de burger werd niet gedicht ondanks een dure radio- en televisiecampagne, en advertenties in dag- en weekbladen. De mensen verstaan er nog altijd niets van. De mensen weten nog steeds niet wie waarvoor bevoegd is. Hoe kan het ook anders ? Nu nog altijd concurreren ministers van de federale regering en van de executieven elkaar voortdurend en betwisten mekaars bevoegdheden.

Professor Christiaensen van de KUL schreef onlangs dat in ons land niet minder dan veertien ministers bevoegd zijn en blijven voor het drugs-

beleid. Het drugsbeleid is een onderdeel van het contract met de burger.

Mijnheer de Eerste minister, wat er ook van zij, Sint-Michiel heeft onze staatkundige organisatie niet vereenvoudigd.

Wat het tweede gedeelte betreft...

(De Eerste minister en de minister van Justitie zijn in gesprek)

Collega's, gelieve mij te verontschuldigen, maar tijdens een interpellatie over het contract met de burger voeren de Eerste minister en de minister van Justitie privégesprekken en kunnen zelfs niet de minste aandacht veinzen voor de toespraak van een interpellant.

De heer **Wathelet**, vice-eerste minister en minister van Justitie en van Economische Zaken : Regeringsleden voeren niet noodzakelijk privégesprekken.

De heer **Dewael** (VLD) : Mijnheer de minister van Justitie, u kunt dat normaal vinden, maar wanneer het slecht gaat in uw gevangenissen, dan staat u hier niet zo breed te glimlachen... Dan gaan de poppen aan het dansen !

Heren ministers, ik vraag alleen een beetje respect voor de parlementaire technieken.

De heer **Bossuyt** (SP) : Mijnheer Dewael, u overdrijft. Hoe is dat toch mogelijk.

De heer **Dewael** (VLD) : Collega Bossuyt, het goede fatsoen vereist dat men uit respect voor de interpellant minstens de indruk wekt te luisteren.

U vindt dat niet belangrijk, maar ik vind dat een minimum aan hoffelijkheid niet misstaat.

De heer **Van Rompuy** (CVP) : Uw interpellaties zijn ook altijd zo boeiend.

De heer **Dewael** (VLD) : Mijnheer Van Rompuy, ik maak me er geen illusies over dat ik u ook maar met

Dewael

iets uit mijn toespraak zou kunnen behagen.

Luister misschien toch naar mijn interpellatie en reageer straks in het debat.

Collega's, voor het sociaal-economische gedeelte is de situatie nog dramatischer.

Mijnheer de Eerste minister, uw regering heeft zich voorgenomen om de budgettaire, sociale en economische problemen aan te pakken. Het doel van het regeerakkoord was dat België zich zou conformeren aan de Maastrichtnorm die voor 1996 een tekort van 3 percent van het BBP voorschrijft.

Op basis van het jaar 1994 is het nu reeds duidelijk dat die doelstelling niet zal worden gehaald. Het tekort rijdt verder en verder weg van de norm.

Het staat buiten kijf dat vorig jaar het tekort nog om en bij de 7 percent van het BNP bedroeg. U moet mij eens uitleggen hoe u met deze ploeg in een verkiezingsjaar en met parlementaire verkiezingen op het einde van volgend jaar - daar wil ik voorlopig toch nog van uitgaan - en met de huidige politiek, de Maastrichtnorm zou kunnen realiseren.

De minister van Begroting probeert nog enig optimisme te veinzen. De heer Van Rompuy, broer van onze collega, was zo vermetel te stellen dat het einde van de tunnel weer eens in zicht was. Hij heeft dat wel iets anders uitgedrukt, hij heeft gezegd: "Het ergste is achter de rug, de zwaarste inspanningen zijn geleverd. We gaan nu naar een betere internationale conjunctuur en het zal nu allemaal niet meer zo erg zijn". Ik denk dat het in die tunnel nog nooit zo donker is geweest als op dit ogenblik, want de waarheid is dat ons land meer dan andere landen gevoelig is voor de internationale recessie. De waarheid is ook dat ons land zich tijdens de gouden jaren - 1989, 1990 en 1991 - niet heeft gewapend tegen mogelijk onheil en dat wij daarvan

nu de gevolgen dragen. Socialisten en christendemocraten, nu al ruim zes jaar aan het bewind, hebben verzuimd de maatregelen te nemen die zich opdrongen. Dat was zo in de vorige regering, mijnheer Dehaene, waarvan u ook deel uitmaakte, en dat is zo in de huidige regering, die trouwens eenzelfde constellatie kent.

Uw regering is dus verlamd door angst. Wij weten dat dat een slechte raadgever is. Men durft gewoonweg geen maatregelen meer nemen en zeker geen besparingen opleggen, want dat mag niet van de Parti Socialiste en zeker niet van de drukingsgroepen hier in dit land. Snoeien in overvloedige staatsuitgaven, in een ontspoorde sociale zekerheid of in het aantal ambtenaren, dat durft u niet. U durft dat niet door de druk van uw vakbonden, uw ziekenfondsen, uw patroonsorganisaties, die via hun vertegenwoordigers in de regering op de kabinetten gewoon hun veto blijven stellen. U bent verlamd door een zekere electorale angst, collega Van Rompuy, en de regering die u steunt is voor ons iets aan het worden als een regering van het Ancien Régime. In opdracht van de drukingsgroepen blijft zij in het zadel en men wacht af. Dat is de politiek geworden, een politiek van het immobilisme: men wacht af en men hoopt dat de internationale conjunctuur zal verbeteren. Dat is zo'n beetje als de duivenmelkers, die met een natte vinger voelen vanwaar de wind komt in de hoop dat dat morgen uit de goede richting zal zijn. Men neemt geen maatregelen meer, mijnheer Bossuyt, men hoopt enkel op een internationale herleving van de conjunctuur.

Mijnheer de Eerste minister, ik denk dat dit immobilisme nog het beste wordt geïllustreerd door wat er gebeurde bij de begrotingscontrole van 1994: geen belastingen, een pijnloze begrotingsoperatie, een beetje beter schuldbeheer en een beetje uitverkoop van de kroonjuwelen. Klassiek en traditioneel wordt de opbrengst van dat laatste niet gebruikt voor afbetaling van de schuld, maar worden de lopende uitgaven daarmee be-

taald. Met andere woorden: we verkopen onze zetel en we betalen daarmee de electriciteitsrekening, niet meer of niet min.

Ik ben even blijven stilstaan bij de eerste twee gedeelten van het regeerakkoord, het communautaire en het budgettaire, om u te kunnen zeggen dat u de mensen nu niet moet proberen wijs te maken dat daarin alles geregeld is en dat u nu anderhalf jaar zal werken aan een contract met de burger. De manier waarop u de eerste twee luiken hebt uitgevoerd en nog uitvoert, maakt het u onmogelijk de budgettaire middelen te vinden om een voor de burger ernstig beleid te voeren. De staats-hervorming en de financieringswet laten u dat niet toe. U hebt dat trouwens toegegeven. (*Onderbreking door Eerste minister Dehaene en de heer Bossuyt*)

Collega Bossuyt, u mag daarover denken en zeggen wat u wil, maar naar mijn normen en mijn manier van politiek bedrijven wacht ik op de volgende verkiezingen en dan zullen we zien wat we zullen zien.

Ik verdedig mijn programma, maar u durft blijkbaar het uwe niet meer verdedigen.

Mijnheer de Eerste minister, wij hebben u er destijds voor gewaarschuwd dat u voor de federale overheid onvoldoende middelen zou overhouden om de bevoegdheden die haar nog resten uit te oefenen. U bent blijkbaar nu, ietwat laattijdig, met die stelling akkoord. Een aantal maanden geleden, nadat ook de gouverneur van de Nationale Bank tot die bevinding is gekomen, riep u de Gewesten en Gemeenschappen op om in het kader van de sanering van de overheid een grotere inspanning te leveren.

Hoe wil u dat ik u ernstig neem als u eerst een financieringswet met een tweederde meerderheid door het Parlement jaagt, waarbij de middelen voor de Gewesten en de Gemeenschappen worden opgevoerd, om een jaar later te concluderen dat de Gewesten en Gemeenschappen

Dewael

meer inspanningen moeten leveren omdat op federaal niveau de zaken in het slop zijn geraakt ? Ik begrijp dat niet.

Hoe wil u dat ik uw beleid budgettair ernstig neem als u op dit ogenblik het patrimonium van de overheid uitverkoopt en de opbrengst wordt afgetrokken van de lopende uitgaven en niet in mindering komt van de schuld ? Die onmogelijkheid, voortspruitend uit die eerste twee gedeelten, brengt mij tot het contract met de burger. Hoe wil u dat die burger zich op dit ogenblik op een ernstige manier betrokken voelt als u nu, niet toevallig in een verkiezingsjaar, plots uitpakt met dat contract met de burger ? U tracht vlak voor de verkiezingen de voorbije vloedgolf van nieuwe belastingen voor ongeveer 262 miljard te verdoezelen. U hoopt met een reeks halve maatregelen en intenties de burger de indruk te geven dat uw regering nog echt werkt. Ik vrees dat de bevolking uw spelletje doorheeft. Daarvoor is het vertrouwen in u en uw regering te zeer geschokt. U bent niet naïef, maar u moet van de bevolking hetzelfde aanvaarden. Zij geloven dat ook niet.

De nota van 91 bladzijden die de Eerste minister een aantal weken geleden aan het parlement heeft overgemaakt onder de titel "Contract met de Burger - een tussentijdse evaluatie", geeft een nogal verward en onsamenhangend beeld van een aantal goedgekeurde wetten en tal van betwiste plannen.

U hebt alles zowat op een grote hoop gegooid en er een leuke titel boven geplaatst. Uiteraard - ik geef dat toe - staan er een aantal behaarswaardige zaken in. Ik denk aan de afschaffing van de dienstplicht, het voornemen om meer politie en rijkswacht op straat te sturen, de strijd tegen de mensenhandel en de installatie van ombudsmannen in openbare diensten. Deze en andere maatregelen maken echter geen deel uit van een weloverwogen en coherent actieplan.

Wat veel van de vermelde punten met het onderwerp te maken hebben is mij echter een raadsel. Wat heeft het toezicht van 400 militairen op het respecteren van de akkoorden van Arusha, de bouw van vier kustmijnenvegers, een televisiespot over de start van het Belgisch Europees voorzitterschap en de maatregel tot het vervroegd in vrijheid stellen van gedetineerden te maken met het dichten van de kloof tussen de burger en de politiek ?

Waarover gaat het ? Wat zou de bedoeling van heel dit opzet moeten zijn ? Volgens ons is een contract met de burger noodzakelijk om het geschokte vertrouwen in de overheid, in het overheidsoptreden en in de politiek te herstellen.

Mijnheer de Eerste minister, om een contract te sluiten zijn er twee partijen nodig die mekaar wederzijds vertrouwen en respect betonen. Dit vertrouwen en dit respect bestaat vandaag niet.

Mijnheer de Eerste minister, omdat de burger wordt geconfronteerd met een verouderd, duur, verstard en ondoorzichtig overheidsoptreden gelooft hij u niet.

Hoe zou de burger vertrouwen kunnen hebben in onder meer het openbaar vervoer of de posterijen wanneer hij niet altijd als een klant wordt behandeld, maar meestal als een lastige passant ?

Hoe kan de burger vertrouwen hebben in het gerecht als hij jaren op een uitspraak moet wachten ? Als men vandaag een zaak wil laten behandelen voor een of ander Hof van Beroep, dan moet men wachten tot het jaar 1997. U hebt goed spreken over het vertrouwen in de rechtsstaat !

Hoe kunnen de belastingbetalers nog geloof hechten aan een belastingstelsel waarin grote fraudeurs vrijuit gaan ?

Hoe kan een burger nog vertrouwen hebben in onze sociale zekerheid wanneer hij blijft constateren dat er

heel wat middelen terecht komen bij personen die het niet nodig hebben ?

Hoe kan de burger nog vertrouwen hebben in instellingen zoals vakbonden en ziekenfondsen als hij vaststelt dat er zeer lichtzinnig met de lidgelden van de aangesloten wordt omgesprongen ?

Tot slot : hoe kan een burger zich op straat veiliger voelen wanneer enerzijds wordt gezegd dat er meer politie en rijkswacht in het straatbeeld komt, terwijl anderzijds door Justitie wordt beslist ofwel van niet te vervolgen ofwel te seponeren en, in sommige gevallen, de daders vervroegd in vrijheid te stellen ?

Collega's, mijns inziens wordt het vertrouwen van de burger in de overheid met de dag meer en meer uitgehold en geschonden. Ik herinner u aan het schandelijke politieke spel opgevoerd rond de eco-fiscaliteit, waarbij de burgers andermaal hebben kunnen constateren dat bepaalde politieke partijen woordbreuk pleegden.

Mijnheer de Eerste minister, uw regeerakkoord bevatte een mooie volzin over de nieuwe politieke cultuur. Waar is die politieke cultuur gebleven als ministers van uw regering van meet af aan het akkoord in verband met de eco-fiscaliteit saboteerden ? In de feiten komt het daarop neer.

Collega's, de aantasting van het vertrouwen van de burger in de overheid en in uw regeringsbeleid wordt dus niet goedge maakt door overheidscampagnes op radio en televisie en nog minder in kranten en weekbladen. Mijns inziens kunnen ze alleen maar afkeer opwekken.

In een advertentie van Inbel werd gesproken over het snelrecht. Het snelrecht was een feit en zou het mogelijk maken om daders van misdrijven "snel" voor de rechtbank te brengen. Bij mijn weten werd in dit Parlement nog nooit een ontwerp van wet ingediend dat de organisatie van het snelrecht regelt. *(Onderbreking door de heer Van Rompuy)*

Dewael

Collega Van Rompuy, de tekst die in de Senaat wordt behandeld is daar nog een flauw afkooksel van. Op een voorstel van de heer Arts in verband met de politierechtbanken werden een aantal amendementen ingediend.

Mij is het echter te doen om het feit dat de regering anderhalf jaar geleden een advertentie plaatste en aan de burgers de indruk gaf dat alles al beslist was - bepaalde personen vroegen mij zelfs hoe het snelrecht werkt en of zij op basis ervan een procedure voor de rechtbanken kunnen voeren - terwijl in werkelijkheid er zelfs in het Parlement nog geen ontwerp is ingediend.

Mijnheer de Eerste minister, wat moet men denken van de installatie van een adviesbureau voor de leesbaarheid van overheidsdocumenten, terwijl u de mensen voortdurend met nieuwe en aangepaste wetten blijft overspoelen ? Ik heb een optelling gemaakt. Sinds uw aantreden in maart 1992 produceerde u 214 wetten, 2.712 koninklijke besluiten, 813 ministeriële besluiten en daarbij nog een pak errata en bijvoegsels. U produceerde in totaal 58.789 bladzijden in het Belgisch Staatsblad dat, terloops gezegd, volkomen onleesbaar is. En dan kondigt u de installatie aan van een adviesbureau voor de leesbaarheid van overheidsdocumenten.

Mijnheer de Eerste minister, uw nota van 91 bladzijden is niet het middel om het vertrouwen van de burger te herstellen. Dat vereist wel een krachtige regering die de maatregelen durft te nemen die nodig zijn om ons land uit het politiek, sociaal en economisch moeras te halen, maar geen regering die systematisch onder de mat kruipt omwille van de drukingsgroepen.

Mijnheer de Eerste minister, na alle belastingverhogingen voor een totaal van 262 miljard frank hebt u toevallig, drie maanden vóór de verkiezingen, de burger opnieuw ontdekt en komt u met een tussentijdse evalu-

atie op de propfen. Welnu, mijnheer de Eerste minister, ik geef u een goede raad : laat de burger uw beleid eens tussentijds evalueren ; vraag op 12 juni aan de burgers niet alleen het beleid van Europa te evalueren, maar vooral wat u in het land hebt aangericht. Dan zou u pas blijk geven van uw vertrouwen in de burger, vrouwen dat u echter niet hebt want u durft het de burger niet te vragen. *(Onderbreking door de heer Van Rompuy)*

Mevrouw **Neyts-Uyttebroeck** (VLD) : Mijnheer Van Rompuy, men moet van politiek niets kennen als men denkt dat een verkiezing geen test zou zijn voor het politieke klimaat.

De heer **Dewael** (VLD) : Collega Van Rompuy, indien het resultaat voor uw partij enigszins flatterend zou zijn, zult u de eerste zijn om het nationaal te interpreteren.

Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, naast de kloof tussen de burger en de politiek bestaat er ook een kloof tussen de burger en het gerecht.

Mijnheer de Eerste minister, u zit waarschijnlijk in gedachten reeds in Europese sferen. Ik denk, mijnheer Dehaene, dat u daar inderdaad op uw plaats zou zijn : ingewikkelde compromissen en arrangementen uitdenken zonder controle van de burgers en geen Parlement dat u lastig valt, waar u kunt doen wat u goed acht, arrangeren en bricoleren, zodat niemand er iets van begrijpt. Daar zou u op uw plaats zijn. En mijn fractie steunt u trouwens in die ambitie, u kunt daar niet vlug genoeg naartoe gaan !

Geachte collega's, tot slot wil ik nog even terugkomen op de justitiële politiek. De kloof tussen burger en gerecht is, naar mijn mening, de moeilijkste en ook de gevaarlijkste. Gevaarlijk omdat ze het rechtsgevoel van de mensen aantast en omdat ze ook leidt tot normvervaging en onverschilligheid.

Die kloof dichten is bovendien een moeilijke opdracht omdat in dit complexe domein elke maatregel moet worden afgewogen op de schaal van de rechtvaardigheid. Zolang u terzelfder tijd de functies van minister van Justitie en van Economische Zaken blijft uitoefenen, zal dit land geen justitieel beleid kennen dat die term waardig is. Uw regering heeft aan symptoombestrijding gedaan. De jury in het proces Haemers kon niet worden samengesteld, dus paste u de wetgeving dan maar aan. Over het snelrecht had ik het al. Pas nadat er recent een aantal gedetineerden waren ontsnapt, besepte de regering dat er dringend nood is aan een penitentiaal beleid. Zonder die ontsnappingen zou de regering zelfs geen aandacht hebben geschonken aan de acute situatie van het gevangeniswezen. Bijna een jaar later is de overbevolking van de gevangenissen nog altijd even schrijnend en het gaat zelfs zover dat de minister van Justitie, die het probleem al zes jaar aanziet, zijn toevlucht moet nemen tot vervroegde invrijheidstelling.

Dit alles resulteert in een demotivering van de politiediensten, die al hun inspanningen om criminelen achter slot en grendel te krijgen, zien teloorgaan. Ook de magistratuur geeft blijk van een groot ongenoegen, want een aanzienlijk deel van de strafmaatregelen die ze heeft uitgesproken, blijft dode letter. Wat vooral opvalt is een toenemend gevoel van machteloosheid bij de burger die beseft dat het recht niet langer in staat is het onrecht te bestrijden.

Mijnheer de Eerste minister, collega's, ik kan niet ingaan op alles wat in de nota is opgenomen, maar het zogenaamde contract met de burger is onvolledig, onsamenhangend en ondoeltreffend, omdat het voorbijgaat aan de fundamentele oorzaken van de breuk tussen burger en overheid. De burger moet in eerste instantie opnieuw centraal staan en de mogelijkheid worden geboden om weer vat te krijgen op het politiek en maatschappelijk gebeuren. De afschaffing van kopstemmen, het in-

Dewael

voeren van referenda en dergelijke kunnen een eerste stap in de goede richting zijn.

Om het vertrouwen van de burger terug te winnen, moeten we met zijn allen een stap terugzetten. Politici moeten opnieuw gewone burgers worden, door onder meer de parlementaire onschendbaarheid af te schaffen, het vermogen van de verkozenen bekend te maken, door openheid van de boekhouding op te leggen aan partijen en vooral ook door komaf te maken met het huidige fiscaal statuut van parlementsleden. Dat zijn duidelijke en concrete maatregelen die in schril contrast staan met wat u erover hebt verteld in het kader van een versterking van de democratie. Tijdens een nieuwjaarstoespraak in Ingelmunster erkende ook u plots de noodzaak daarvan. Wij echter dienen concrete voorstellen in. Daar zit hem het verschil.

De VLD zal hierin een voortrekkersrol spelen en blijft opboksen tegen een regering die doet denken aan het Ancien Régime waarvan u steeds meer de verpersoonlijking bent. Wie de geschiedenis kent, weet dat als de bestuurders de kloof met de burger niet vullen, de burger het heft in eigen handen zal nemen.

De **voorzitter** : Mevrouw Vogels heeft het woord.

Mevrouw **Vogels** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, collega's, weet u wanneer deze bundel gerecycleerd papier - het bewuste "Contract met de burger" - in mijn bus plofte ? Exact één uur nadat ik via mijn wekkerradio vernam dat ons contract over de ecotaks, ondanks uw overtuigende beloften, op 1 april niet zou ingaan.

Uw voorganger heeft ooit gezegd dat politiek een kwestie van planning is. Ik weet niet of u deze visie bijtreedt. U zal wel toegeven dat het een bijzonder omnische planning was.

Volgens van Dale is een contract, ik citeer : "een schriftelijke overeenkomst waarin wederzijdse verplichtingen worden aangegaan".

De groenen zijn hun verplichtingen nagekomen, daaraan kan de contractbreuk dus niet te wijten zijn. Misschien ben ik, zoals talrijke collega's de voorbije week met veel leedvermaak ten overvloede hebben verkondigd, verschrikkelijk naïef. Misschien lijd ik aan een kwalijke vorm van hoogheidswaanzin en was het eerste deel van de titel, het "contract", wel op mij van toepassing maar ben ik helemaal geen "burger". Vermits de regering een contract met de burger sluit, had ik, mits een beetje bescheidenheid, beter moeten weten.

Mijnheer de Eerste minister, ik voel mij sindsdien niet langer burger. Er is een geruststelling : ik sta niet alleen met dit gevoel ; steeds meer mensen ontdekken dat dit contract niet voor hen bedoeld was en dat de regering het niet over hen heeft als zij over burgers spreekt !

Je moet ook de kleine lettertjes van het contract lezen om te weten wat je echt te wachten staat. Ik heb het contract nog eens nagelezen en moet bekennen dat u gelijk hebt. U hebt nooit gesproken van een arbeidscontract met de burger. De meer dan 1 miljoen werklozen blijven achter zonder verhaal. Zij kunnen zich niet beroepen op de uitvoering van dit contract. Nochtans hebben steeds meer mensen nood aan een dergelijk contract. Naar aanleiding van het hoofdstuk over de sociale politiek van het globaal plan heeft AGALEV uw nefaste politiek aangeklaagd. Hoewel ik de details niet zal herhalen wens ik met des te meer nadruk te zeggen dat uw globaal plan een aantal verworvenheden van onze welvaartsstaat onderuithaalt. De verdere uitholling van de onbeperktheid in tijd van de werkloosheidsvergoedingen is daarvan een voorbeeld. Steeds meer langdurig werklozen mogen minder lang werkloos blijven en worden vlugger geschrapt. U treft met deze maatregel

vooral de niet-gezinshoofden en de vrouwen. Op die manier ondergraaft u het individueel karakter van de sociale zekerheid. Het officiële werkloosheidscijfer is, ondanks al de schrappingen, nog nooit zo hoog geweest. Om de haverklap worden wij geconfronteerd met nieuwe werkloosheidscijfers, wij weten echter bijzonder weinig over het aanbod op de arbeidsmarkt. Op die manier kan men de fictie blijven voeden dat wie wil werken uiteindelijk ook werk vindt, op voorwaarde dat hij zich voldoende bijschoolt of solliciteert. Deze manier van handelen maakt het de regering gemakkelijk. Uw politieke opdracht wordt herleid tot wat extra vorming en ondersteuning voor jongeren, door speciale maatregelen te voorzien voor werkgevers die jongeren aanwerven.

Mijnheer de Eerste minister, ik herhaal dat, op dit ogenblik, de meeste werklozen verweesd achterblijven, opgezadeld met een door uw regering opgedrongen schuldgevoel. Het zal immers wel lukken mits de aangepaste vorming en de nodige sollicitatieijver ! Erger nog. In plaats van toe te geven dat niet iedereen werk kan vinden omdat er onvoldoende jobs beschikbaar zijn, geeft uw regering hen een extra trap en dwingt hen klusjes op te knappen. Beseft u welk soort samenleving u op die manier tot stand brengt ! Beseft u welk vernederend gevoel dat de werklozen geeft !

Mijnheer de Eerste minister, dit is een bijzonder gevaarlijke politiek omdat u aldus ongeveer anderhalf miljoen als 'olwaardige burgers afschrijft. Zij zijn uitgesloten. Zij horen er niet meer bij. Ik ben van mening dat dit de grote oorzaak is van de anti-politieke houding. Indien u voortdurend over het belang van de burger spreekt maar stekeblind blijft voor hun problemen zoals werk en toekomstperspectief, zullen dikke nota's vol holle woorden over contracten met de burger niets oplossen !

Bovendien weegt het gebrek aan perspectief extra hard door bij jon-

Vogels

geren die in het onderwijs met onbeperkte mogelijkheden als Eureka en andere Europese programma's worden geconfronteerd en totaal onvoorbereid de "koude douche" van de arbeidsmarkt over zich krijgen.

Naar aanleiding van de jongerenprotesten in Frankrijk publiceerde de krant *De Morgen* vorig weekend een bijdrage over de sociale dumping van jongeren op onze arbeidsmarkt. De overgrote meerderheid van de pas afgestudeerden begint te werken onder de loonbarema's. De jongeren hebben de keuze : ofwel aangeworven worden en werken tegen 80 percent van het wettelijk minimumloon of van de conventionele beginwedge, ofwel werkloos blijven.

Meer zelfs, het wordt nu meer en meer de gewoonte aan jongeren te vragen zes tot negen maanden gratis te werken, en pas na deze periode effectief te worden aangeworven. De redenering van de werkgever is dat indien men het werk niet aanneemt, men ook negen maanden moet wachten vooraleer recht te hebben op een werkloosheidsuitkering. Zij gaan ervan uit dat het beter is nu gratis te werken om daarna definitief te worden aangeworven.

De jongeren voelen zich totaal geïsoleerd. Inderdaad, de vakbonden zijn niet geneigd hun situatie te verdedigen en ook de overheid steekt de kop in het zand en doet alsof dergelijke situaties niet bestaan. Toch is het hoe langer hoe meer een realiteit. En als het in Parijs regent, druppelt het in Brussel !

In het licht van deze opstapeling van frustraties, ook bij de jongeren, ben ik ervan overtuigd dat als deze politiek wordt voortgezet, de gevolgen niet zullen uitblijven. Als jongeren geen perspectief wordt geboden en ze geen gehoor vinden, zullen zij er uiteindelijk zelf voor zorgen inderdaad te worden gehoord. Niet alleen het protest zal toenemen, maar ook de criminaliteit en het drugsgebruik.

In dat perspectief krijgt het hele hoofdstuk over de veiligheid van de

burger een erg wrange bijsmaak en is het mijns inziens niet meer dan de voorbode van een meer repressieve samenleving die, zonder de wortels van het ongenoegen aan te pakken, de verworvenheden en de veiligheid van een steeds kleiner wordende groep van burgers beoogt.

Uit enquêtes bleek nochtans herhaaldelijk dat mensen een verandering willen, dat zij bereid zijn minder te werken en in te leveren op voorwaarde dat zulks jobs voor anderen creëert. Ook voor die burgerkreet blijft u doof. Ondernemers vinden het niet zinvol de arbeid te herverdelen, en deze regering legt zich daarbij gelaten neer. Intussen wordt er wel ingeleverd maar geen arbeid gecreëerd.

Meer en meer bedrijven zetten hun werknemers voor de keuze : ofwel een bedrijfsplan aanvaarden ofwel werkloos worden. Ter zake is de creativiteit enorm. Bijvoorbeeld, Sabena eist van zijn personeel bovenop een looninlevering vier dagen extra verlof zonder wedde te aanvaarden ; GB-Inno-BM voert een flexibiliteit in die haaks staat op de voorstellen van de KWB en bovendien zeer gezinsonvriendelijk is ; Antwerp Ship Repair organiseert eerst een inleveringsronde, gaat dan in faling, en nu stelt Damen nieuwe sociale voorwaarden om het bedrijf opnieuw over te nemen. Ik zou zo eindeloos kunnen doorgaan.

De Centrale Raad voor het Bedrijfsleven (CRB) liet gisteren opnieuw de lichten flikkeren met betrekking tot de loonkosten. De sociale partners die volgens de nefaste wet op het concurrentievermogen maatregelen moeten nemen, kunnen geen akkoord bereiken en trekken opnieuw de initiatieven naar zich.

Mijnheer de Eerste minister, wanneer gaat u iets ondernemen om die nefaste spiraal te doorbreken ?

Rekening houdend met wat ik daarstraks uitvoerig heb beschreven, namelijk het uithollen van minimumbarema's, van CAO's, het maken van afspraken voor loonvermindering

per bedrijfsgroep, stel ik vast dat de bestaande wet op de concurrentiekracht totaal onaangepast is. Inderdaad, de CRB vergelijkt de loonkosten in de verschillende landen op basis van de officiële loonbarema's terwijl het overduidelijk is dat die officiële loonbarema's nog zelden worden toegepast.

Mijn vraag, niet alleen aan u maar ook aan de andere leden van de meerderheid, is of de wet op het concurrentievermogen niet dringend moet worden herzien. Wij komen terecht in een economie die de mensen steeds meer platwalst. Mijnheer de Eerste minister, de economie is er voor de mensen en de mensen niet om de economie te laten draaien.

De spiraal van de sociale afbouw draait steeds doller. Het is al langer duidelijk dat het aantal daklozen is toegenomen. Vandaag nog lees ik dat Europa steeds meer met het probleem van straatkinderen wordt geconfronteerd.

Het moet u, als sociaal-democraat, toch iets doen wanneer wij hier, in West-Europa, te maken hebben met een verschijnsel waarvan wij dachten dat het tot de ontwikkelingslanden behoorde.

U staat bekend als een doorzetter en een harde werker, iemand die de problemen oplost als ze zich voordoen, iemand die dossier na dossier behandelt. Als u dan toch een evaluatie maakt over uw contract met de burger nodig ik u uit om u eens af te vragen of al uw labuur tot doel heeft een samenleving te creëren zoals die nu meer en meer tot uiting komt. Wij evolueren inderdaad naar een duale samenleving waarin we de huidige orde alleen maar in stand kunnen houden door steeds repressiever op te treden.

Ik ben lang blijven stilstaan bij de totale contractbreuk die er is tussen u en een steeds groter wordende groep van mensen zonder perspectief.

Mijnheer de Eerste minister, ik erger mij mateloos aan de manier waarop wij er steeds weer in slagen om rond deze verpletterende realiteit heen te

Vogels

draaien. Bovendien kunt u ook vaststellen dat voor dit soort van problemen in dit halfroond geen interesse bestaat. Wij praten honderduit en wij zijn heel geïnteresseerd wanneer het gaat over de onbeleefde burgemeester van Brussel, over de gedoodverfde opvolgers voor de heer Jacques Delors, over de "scandalitis" of over de fraudeschandalen. We vergeten echter hoe langer hoe meer wat de mensen zelf bezighoudt. Daarmee zijn we hier niet bezig. Dat is ver van ons bed. Dat is precies de kloof met de burger. Daar schiet het contract te kort.

Ik heb nog twee concrete vragen die ook met contracten verband houden.

Ten eerste, vorig weekend werd hier in Brussel een studiedag georganiseerd naar aanleiding van het twintigjarig bestaan van de wet op de erkenning van de islam. Reeds twintig jaar hebben wij een contract met de islamitische burger.

Mijnheer de Eerste minister, na twintig jaar is dit contract nog steeds niet uitgevoerd. Er zijn nog steeds geen uitvoeringsbesluiten opgesteld.

Dit is belangrijk als signaal naar die islamitische kernen die op dit ogenblik, in de wijken in de steden, steeds meer verantwoordelijkheid opnemen ten opzichte van hun eigen mensen en maatschappelijke problemen ter discussie brengen.

Bij haar aantreden had deze regering het voornemen gemaakt om dit eindelijk te regelen. Minister Wathelot heeft dit trouwens herhaaldelijk bevestigd. Ik hoop dat we daarvoor niet moeten wachten tot de 25ste verjaardag van die wet. Ik doe dus een beroep op uw doorzettingsvermogen. Wij kennen de heer Wathelot. Hij is de minister die sneller plannen maakt dan zijn schaduw, maar die plannen trager dan de gemiddelde schildpad uitvoert.

Ten tweede, toen wij het hier, in dit Parlement, aandurften om tegen het Verdrag van Maastricht te stemmen, werden wij voor een stelletje onver-

antwoorden en incivieken uitgescholden. Alle kritiek op het democratisch deficit en op het gebrek aan een sociaal Europa was terecht. Vooral minister Claes was toen de grote pleitbezorger en wilde ons absoluut over de streep halen. Immers, het Europa van Maastricht was de enig mogelijke dam tegen het oprukkend nationalisme, oorzaak van zoveel Europese oorlogen en miserie.

Waarom blijft het in dat Europa zo stil, nu blijkt dat het nationalisme in Italië heeft gewonnen en de kans groot is dat er fascistische regeringen komen? Waarom heeft de minister van Buitenlandse Zaken geen dringende vergadering van de Europese ministers samengeroepen? Blijkbaar is zelfs die ene, ultieme reden, waarom de socialistische Maastricht goedkeurden, onderuitgehaald. Immers, van een sociaal Europa is intussen nog niets terechtgekomen, integendeel.

Mijnheer de Eerste minister, ik ben van natuur geen pessimist, maar ik word het toch wanneer ik deze bladzijden lees. Bepaalde leden hier kijken op naar Europa. Dat is daarnet nog gebleken. Anderen blijven meer met de voeten op de grond. In Antwerpen spreekt men steeds meer over "hergroepering van de politiek". Er is sprake van een hergroepering aan de rechterzijde en een grotere hergroepering aan de linkerzijde. Daarmee bedoelt men dan het samengaan van ACW-politici met socialistische en groenen om een andere politiek te voeren.

Mijnheer de Eerste minister, uw roots liggen in de christelijke arbeidersbeweging en u leidt een regering met socialistische. Ik zie dus niet in wat er links zou kunnen zijn aan deze regering. De burger die de hoofdrol speelt in uw contract met de burger is volgens mij niet dezelfde als die die de hoofdrol speelt in het burgermanifest van uw tegenstanders bij de VLD.

Ik weet dat links en rechts oude begrippen zijn. Maar ik weet ook dat er een alternatief is met perspectief, voor uw beleid zonder perspectief.

De voorzitter : De heer De Man heeft het woord.

De heer De Man (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, collega's, ik had de indruk dat de vorige spreker zich wat genomen voelt door de regering.

Ik zal nu ons standpunt inzake het contract met de burger en meer bepaald over de tussentijdse evaluatie toelichten.

Mijnheer de Eerste minister, aan de hand van deze evaluatie poogt u de sterke indruk bij de bevolking dat er in feite bitter weinig is gebeurd, weg te nemen. Ik kan dit werkstuk moeilijk anders interpreteren. De regering weet dat de bevolking moer en boos is, en dat de redenen waarom deze laatste de traditionele partijen op 24 november 1991 op electoraal vlak een dergelijke pandoering gaf, nog steeds bestaan.

De regering probeert aldus andermaal oogverblindend op te treden, in de hoop dat de bevolking in juni niet opnieuw met een vernietigende "rechtse" uithaalt.

Het zal evenwel niet baten. De problemen die door het resultaat van 24 november aan de oppervlakte kwamen zijn niet afgenomen, integendeel.

Mijnheer de Eerste minister, sta mij toe even het prioriteitenlijstje van uw contract met de burger te overlopen.

Ten eerste, de onveiligheid. U beweert tientallen maatregelen te hebben genomen om die kwaal te verhelpen. Hierdoor geeft u alleszins al expliciet toe dat er een probleem bestond en nog steeds bestaat, en bovendien dat diegenen die het in dit halfroond nog steeds hebben over een subjectief gevoel van onveiligheid, zich wel degelijk vergissen.

Mijnheer de Eerste minister, ik wens alle maatregelen van dit eerste punt niet tot in de details te bespreken, maar ik zal u wel confronteren met de volgende eenvoudige waarheid. Het gevoel van onveiligheid is niet

De Man

afgenomen, zeker niet in de grote steden. Bij de politie heerst thans een nooit gekende moedeloosheid. Misschien vindt u dat een gratuite bewering, maar om mijn stelling te bevestigen zal ik een paar cijfers aanhalen. Het aantal geregistreerde misdrijven stijgt elk jaar, en de cijfers die ik - na anderhalf jaar aandringen - van de regering ontving, bewijzen dit overduidelijk. Vorig jaar werden - buiten de verkeers-overtredingen - 390.000 misdrijven of misdaden geregistreerd, zijnde meer dan 1.000 per dag.

Idem dito wat de rechtsbedeling of het penitentieel beleid betreft. Bij heel wat rechters en gevangenisbewakers viert de moedeloosheid hoogtij.

Het argument dat een dergelijk verziekte toestand op slechts twee jaar tijd onmogelijk kan worden verholpen, is niet afdoend. Bij mijn weten is de huidige meerderheid toch al gedurende zes jaar aan de macht en begon de overbevolking van de gevangenis omstreeks 1988 - zegge en schrijve zes jaar geleden. Bovendien moet men nu niet komen aandragen met het argument dat 28 van de 32 Belgische gevangenis uit de vorige eeuw dateren; decennia geleden wist men dat ook. De immer stijgende statistieken in verband met criminaliteit - elk jaar met 10 tot 11 procent - wijzen toch vooral uit dat de veroordelingen zullen toenemen.

En het zal u toch ook niet onbekend zijn, mijnheer de Eerste minister, dat magistraten en onderzoeksrechters al jaren klagen over een schrijnend gebrek aan mankracht en middelen.

Mijn levensgrote vraag is dan ook hoeveel jaren men wel nodig heeft om op al die vlakken resultaat te boeken. U zult natuurlijk antwoorden dat men in de oppositie nooit de factuur moet betalen. Welnu, de maatschappelijke kostprijs van onder meer de misdadigheid, de drugshandel, het vandalisme en het falend gerecht is echter wel een meervoud van wat men, volgens ons,

extra zou moeten uitgeven aan politie en justitie.

Sta me toe toch even een detailvoorbeeld te geven. U laat in de evaluatie uitschijnen dat de regering nu meer dan ooit oog heeft voor de slachtoffers van misdaden. Dit was een belangrijk element in uw contract met de burger. Wat moet ik dan denken van een persmededeling waarin ik lees dat er 300.000 slachtofferbrochures gedurende een jaar op het Ministerie zijn blijven liggen? Wat moet ik denken van de uitspraken van bij voorbeeld Slachtofferhulp Vlaanderen die steen en been klagen over het Ministerie van Justitie en het Ministerie van Binnenlandse Zaken? Waarom spreken Leuvense academici in het criminologenblad *Panopticon* over een doekje voor het bloeden? Mijnheer de Eerste minister, voor dit eerste deel krijgt u een smadelijk onvoldoende.

Een ander luik van uw zogenaamd contract is "De beheersing van de immigratie". Volgens mij zou dit de naam "Het effectief stoppen van de immigratie" moeten dragen, aangezien dit land reeds twintig jaar geleden een immigratiestop heeft afgekondigd. Deze regering probeert voorlopig de toestand te beheersen, maar dan wel zo slecht dat er jaarlijks tienduizenden nieuwe vreemdelingen binnenkomen. Ik kan hiervoor verwijzen naar de 27.000 zogenaamd politieke vluchtelingen die vorig jaar neerstreken, of naar de zo goed als onbestaande aanpak van het illegalenprobleem. Wie kan tellen, begrijpt toch dat men er niet komt als men in 1993 1.370 illegalen het land uitzet terwijl er tegelijkertijd tienduizenden binnenkomen. Hoe kunt u verwachten dat de bevolking uw beleid goedkeurt als er nog steeds arbeidskaarten voor vreemdelingen worden uitgereikt? Onze oude slogan "400.000 werklozen, waarom dan gastarbeiders" mag dan wel racistisch en fascistisch zijn, maar u moet mij de logica van uw beleid toch eens uitleggen! Wat moet ik denken van het feit dat een weerspannige illegaal na twee maanden de vrije natuur in kan? Volgens

ons moet men het aanzwellende probleem van de zogenaamde asielzoekers niet beheersen, men moet ze allemaal in gesloten centra opvangen en daar houden tot de procedure is afgehandeld. Wij steunen natuurlijk uw beleid inzake vrijwillige terugkeer van illegalen. Wie gelooft dat de vrijwillige terugkeer van illegalen de basis kan vormen van een effectief illegalenbeleid maakt zich echter illusies. Slechts een heel kleine minderheid van die illegalen zullen kiezen voor vrijwillige terugkeer. Om die reden bepleit ik nogmaals het 70 punten-programma van het Vlaams Blok, een lijst van politieke voorstellen waarvan er door de regering trouwens reeds een vijftal zijn gerealiseerd. Waarvoor onze dank trouwens. Maar *une fois n'est pas coutume* en ook voor dit luik haalt u niet veel punten, laten wij zeggen 5 op 70.

Sta me toe ook iets te zeggen over het gelijke kansenbeleid. Als de regering denkt dat de burger om zo'n contract vroeg, dan hebt u het goed mis. Ik meen dat de feministische oprispingen van Miet Smet nu niet meteen de eerste prioriteit vormen voor de man en zelfs niet voor de vrouw in de straat. Volgens mij hebben zij geen boodschap aan een raad voor gelijke kansen of aan een verplicht percentage vrouwen op de kieslijsten. Geef vrouwen die aan politiek willen doen inderdaad die kans, maar bouw geen verplichting in. Laat vrouwen die carrière willen maken inderdaad carrière maken, maar geef vrouwen die voorrang willen geven aan de opvoeding van hun kinderen toch ook de kans om daarvoor te kiezen.

Mijnheer de Eerste minister, ik wens ook het feit aan te klagen dat de regering met belastinggeld en allerlei propagandacampagnes voert. Ik haal slechts enkele voorbeelden aan: de zogenaamde sensibiliseringscampagnes voor het gelijke kansenbeleid en de feministische boodschappen van uw maatschappelijk assistente, Miet Smet.

Eerste minister **Dehaene** : Dat is toch een eerbaar beroep.

De heer **De Man** (VL.BLOK) : Dat is een eerbaar beroep, maar mevrouw Smet gaat zich te buiten aan bijzonder progressieve of zogenaamd progressieve ideeën, die, denk ik, bij de burger niet de eerste prioriteit vormen.

Allerlei kranteadvertenties worden ons door de strot geduwd ; de voor Vlaanderen bijzonder dure staats-hervorming wordt ons aangeprezen ; er is de lofzang geweest op het Belgische voorzitterschap van de Europese Unie. Welnu, in een democratie is het, volgens mij, niet de taak van de overheid propaganda te maken voor zichzelf. Het is evenmin haar taak één bepaalde visie op de staatsinrichting te propageren of één maatschappijvisie op te dringen, bij voorbeeld de zogenaamd progressieve ideologie, de zogenaamde verdraagzaamheid, of het zogenaamd feminisme. Het is niet mijn indruk dat belastinggelden daarvoor moeten dienen. En toch, onder Jean-Luc I werd Inbel gedegradeerd tot regeringswoordvoerder, ongeveer zoals de vroegere Izvestia. Hiervoor krijgt u ook een onvoldoende. In totaal krijgt u van ons 1 op 10, omdat u toch de moeite hebt genomen om uw examenblad in te vullen.

Ik neem aan dat een onvoldoende van het Vlaams Blok geen enkele indruk zal maken op uzelf noch op de andere politieke dikhuiden in uw regering, maar ik ben ervan overtuigd dat de bevolking binnenkort, op 12 juni, dezelfde quoterings zal geven. Ik geef u trouwens voor de herexamens van oktober ook niet veel kans en vrees dat het bij een onvoldoende zal blijven. U hebt namelijk, mijnheer de Eerste minister, het contract met de burger niet nageleefd. U hebt, met andere woorden, contractbreuk gepleegd.

De **voorzitter** : De heer Tant heeft het woord.

De heer **Tant**, voorzitter van de CVP-fractie : Mijnheer de voorzitter,

mijnheer de Eerste minister, dames en heren ministers, collega's, voor alle duidelijkheid wens ik te zeggen dat ik het zal hebben over het tussentijdse evaluatierapport over het contract met de burger. Na het horen van sommige voorgaande sprekers zou twijfel kunnen ontstaan omtrent het onderwerp van deze interpellatie.

In het regeerakkoord van 9 maart 1992 werd, naast de staats-hervorming en de sanering van de overheidsfinanciën, een afzonderlijk hoofdstuk voorzien voor het zogenaamde contract met de burger. De regering wilde hiermee snel inspelen op de problemen uit de dagelijkse leefwereld van de burger.

Diverse projecten en studies zijn volop in uitvoering of worden weldra beëindigd, en een aantal wetten werden reeds goedgekeurd. In het tussentijdse evaluatieverslag springen concrete resultaten echter niet onmiddellijk in het oog. Het verslag is veeleer een allesomvattend overzicht van het gevoerde beleid, waarin de daadwerkelijke realisaties wat verscholen zitten. Men dreigt daardoor, terecht, door de bomen het bos niet te zien.

Toch zou het oneerlijk zijn om bepaalde positieve effecten niet te zien of niet te willen zien.

Het waarborgen van de veiligheid van de burgers wordt terecht als een dringend probleem bestempeld. Het toegenomen onveiligheidsgevoel bij de bevolking wordt scherp gevoeld als de overheid in gebreke blijft om snel en krachtig op te treden bij het vrijwaren van de integriteit van persoon en eigendom, en het waarborgen van de openbare orde.

Nochtans is dit een van de meest fundamentele bestaansredenen van de rechtsstaat. De regering moet dan ook de nodige herstructureringsmaatregelen nemen en middelen mobiliseren om zo snel mogelijk tot een efficiënte aanpak van de criminaliteit te komen. Dit kan door een actieve aanwezigheid op het terrein

vanwege de politiediensten. Men kan zich echter afvragen of het aanwerven van nog meer politiemensen wel de meest geëigende oplossing is. Politieagenten zouden ook maximaal van administratieve opdrachten moeten worden ontheven.

Zou men ook niet durven afstappen van een al te rigide ambtelijke opvatting van de politiefunctie ? Een goed deel van de grote en de kleine criminaliteit doet zich immers niet voor tussen 8 uur 's morgens en 17 uur 's avonds. Een grotere flexibiliteit en beschikbaarheid voor interventies kan zeker leiden tot een effectievere criminaliteitsbestrijding. In elk geval moet het politieapparaat maximaal beschikbaar zijn op de momenten en op de plaatsen waar de veiligheid het meest in het gedrang is. Het spreekt vanzelf dat een herwaardering van het politieambt en een verdere harmonisatie van de verschillende statuten hiertegenover staan. De motivatie van het politiepersoneel is echter ook een afgeleide van de beroepsfierheid om in een modern en goed uitgerust korps effectief te kunnen bijdragen tot de veiligheid en daarvoor ook de waardering te krijgen van de medeburgers.

Een snel en zichtbaar antwoord op de scherp gevoelde malaise bij het gerechtelijk apparaat is meer dan ooit een dringende noodzaak. Ook hier kwamen bemoedigende initiatieven tot stand. Zo bleek recent op een studiedag dat het in 1993 opgestarte project "slachtofferhulp" bij de parketten vruchten afwerpt. Alle betrokken partijen zijn het erover eens dat hoewel dit project nog in zijn kinderschoenen staat, slachtoffers van geweldsmisdrijven thans meer aandacht krijgen in deze tot hiertoe louter dadergerichte omgeving. Voor de informatisering van hoven en rechtbanken werden aanzienlijke bedragen vrijgemaakt en het uitvoeringsschema wordt behoorlijk opgevolgd. De in te halen achterstand is echter zeer groot. De wetgeving inzake strafbemiddeling en dienstverlening werd recent goedgekeurd door het Parlement. Een snelle afkondiging en publikatie kan

Tant

alleen maar bijdragen tot zichtbare resultaten op het terrein. Ondanks extreme voorbeelden zoals het dossier Haemers of de zaak van de maalderijfraude, verlopen de meeste processen probleemloos. De verjaringstermijnen voor wanbedrijven werden verlengd en ettelijke miljarden in dossiers van fiscale fraude werden alsnog gerecupereerd dankzij een grotere investering van mensen en middelen bij de parketten. Een spoedige detachering van ambtenaren van het departement Financiën naar de parketten kan dit alleen maar gunstig beïnvloeden.

De evaluatie van de uitvoering van het contract met de burger kan echter niet beperkt blijven tot het opmaken van een balans met positieve en negatieve punten of tot het louter aandringen op een nog snellere uitvoering. Uiteraard geldt in deze het motto "hoe sneller, hoe beter!", maar dit contract vormt in de eerste plaats een resultaatsverbintenis voor de overheid en tegelijkertijd een inspanningsverbintenis voor de burger zelf.

Het gevoel van wantrouwen bij de mensen is niet volkomen ongegrond, maar dikwijls subjectief en voornamelijk geïnspireerd door enkele sensationele krantekoppen. Het vertrouwen in het politieel en gerechtelijk optreden kan niet alleen worden hersteld door een reeks kwantitatieve en kwalitatieve ingrepen in het systeem zelf.

De crisis van de rechtsstaat vereist ook een pleidooi voor een hernieuwd normbesef en een radicale ommekeer in de gemeenschapszin van de burger. Een bijzondere taak blijft dan ook weggelegd voor ouders, onderwijsinstellingen, verenigingsleven en media.

Het positieve effect van de diverse maatregelen tot een betere beheersing van de immigratie komt tot uiting in de daling van het aantal asielaanvragen. Dit biedt perspectief voor dat deel van de bevolking waarvoor de tolerantiegrens ten aanzien

van vreemdelingen in het gedrang komt. De bestrijding van de georganiseerde illegale immigratie is noodzakelijk om de legale vreemdelingen voldoende kansen op ontwikkeling te geven.

Inzake leefmilieu heeft de regering meer gerealiseerd dan sommigen zullen willen toegeven. Ondanks alles wat er over de ecotaksen is gezegd, mag toch worden herhaald dat juist deze ecotaksen op het vlak van de afvalstoffen meer in beweging hebben gebracht dan vele jaren discussie over een vernieuwd afvalstoffendecreet. De CVP-Kamerfractie vraagt in dit verband aandacht voor een geïntegreerd milieubeleid. Dit ressorteert in hoofddorde weliswaar onder de bevoegdheid van een bepaalde minister, maar toch moeten er hoe dan ook diverse departementen bij worden betrokken.

De discussie over de wetsevaluatie kende een eerste aanzet in een subcommissie van de Kamer. Over meerderheid en oppositie heen groeide er een consensus om deze taak toe te kennen aan de Raad van State. Vertegenwoordigers van de hoogste rechtscolleges van ons land gingen hiermee akkoord. Intussen werd het wetsontwerp van de heer Cerexhe in de Kamer ingediend. De CVP-Kamerfractie roept de andere fracties dan ook op om de bespreking van deze materie onmiddellijk verder te zetten. Wanneer een stijgende kwantiteit aan wetgeving de kwaliteit en de "kenbaarheid" ervan vermindert, moet het Parlement hieraan de nodige aandacht schenken.

Het is essentieel dat het verloren gegane vertrouwen van de burger in de overheid wordt hersteld door het verbeteren van de feitelijke werking van de openbare diensten. Hiervoor was de doorlichting van de administratie broodnodig. Niet alleen werd de structuur van de administratie overzichtelijk, onder meer ten gevolge van het in de jaren zeventig gevoerde beleid inzake bestrijding van de werkloosheid, maar bovendien werden door de opeenvolgende

staats hervormingen tal van ambtenaren getransfereerd naar de administraties van Gemeenschappen en Gewesten zonder dat de structuur van de federale administratie hieraan werd aangepast. Nu de doorlichting is doorgevoerd, is de CVP-Kamerfractie van oordeel dat de regering zo snel mogelijk de herstructurering van de federale administratie in praktijk moet brengen. Een efficiënte structuur van de federale administratie vormt niet alleen de basisvoorwaarde voor een vernieuwd openbaar ambt met een betere dienstverlening aan de bevolking maar ook voor het ontstaan van de nieuwe ambtenaar anno 1994.

Ik wil de regering er toe uitnodigen om niet alleen met een indrukwekkende inventaris naar de mensen toe te stappen, maar ook om aan de hand van een samenhangend geheel van concrete en zichtbare maatregelen de mensen het gevoel te geven dat hun verzuchtingen en problemen gehoord worden. Vertrouwen wordt immers niet hersteld door ronkende beginselverklaringen maar eerder door concrete acties waarvan de resultaten ook nog regelmatig bekendgemaakt worden. Zeker op dit vlak geldt immers het adagium *be good and tell it*.

Mijnheer de Eerste minister, uw regering levert op verschillende vlakken goed werk. De mensen zien dit evenwel onvoldoende, misschien omdat goed nieuws in onze samenleving traditioneel geen nieuws is.

- Voorzitter : de heer **Bossuyt**, ondervoorzitter

Le président : La parole est à M. Mayeur.

M. Mayeur (PS) : Monsieur le président, monsieur le Premier ministre, monsieur le ministre de la Justice, chers collègues, les interpellations inscrites à l'ordre du jour de cet après-midi permettent d'avoir un débat intéressant sur le rapport du contrat avec le citoyen et du programme mis en oeuvre par le gouvernement.

Mayeur

A ce propos, je dirai d'abord ceci : on parle du contrat avec le citoyen, donc pratiquement des différents volets abordés dans l'accord gouvernemental du 9 mars 1992 en vue de réagir rapidement aux problèmes de la vie quotidienne du citoyen.

L'écu a passé un contrat direct avec le citoyen, du fait même de son élection. C'est dans notre travail quotidien au parlement que nous devons agir au bénéfice de la population. Le programme intérimaire établi par le gouvernement n'est donc pas seul à répondre à ce problème.

Dans ce contexte, notre contrat avec le citoyen, c'est par exemple aussi de tout faire pour sauvegarder notre système de sécurité sociale, seul garant de la paix sociale, de la sécurité dans la ville, et donc de la démocratie.

Le rapport d'évaluation intérimaire confirme que beaucoup de choses positives ont déjà été réalisées.

Je me réjouis notamment du succès des contrats de sécurité, du fait qu'outre les 12 contrats de sécurité passés en 1992, 17 nouveaux contrats de ce type vont lier l'État à d'autres villes et communes.

Mais les acteurs de terrain se sont récemment inquiétés de la confusion qui pouvait régner entre les actions du pouvoir fédéral et les projets développés par les Communautés et les Régions.

Je crois donc utile d'insister sur la nécessité de développer autant que possible la concertation entre l'État et les Régions qui désirent de leur côté financer ce type d'actions, afin de parvenir à la meilleure coordination possible des initiatives sur le terrain.

Sans aborder tous les points développés dans le rapport intérimaire, j'évoquerai ceux qui touchent à la justice parce que je crois qu'il s'agit d'un secteur fondamental où se décident beaucoup de choses pour le futur. Je pense qu'il s'agit d'un domaine exemplaire où s'illustrent les

problèmes que nous devons rencontrer à l'heure actuelle.

L'accord du 9 mars 1992 prévoyait que le gouvernement prendrait, à court terme, des mesures pour empêcher un fonctionnement défectueux de l'État de droit et que, pour ce faire, il stimulerait l'approbation de diverses réformes destinées à rendre les procédures civiles et administratives plus efficaces et à résorber le plus tôt l'arriéré judiciaire.

En admettant même que la réforme des tribunaux de police, l'accélération de la procédure pénale ou la médiation soient des projets susceptibles d'améliorer la situation, nous avons tous en mémoire l'appel récent des deux bâtonniers de Bruxelles, MM. Legros et Carre, appel de détresse face à l'arriéré judiciaire catastrophique - c'est le mot qu'ils utilisent - que l'on connaît à Bruxelles, arriéré qui constitue, selon les deux bâtonniers, une véritable menace pour la démocratie puisque s'installe une justice à deux vitesses, l'une rapide et efficace pour ceux qui ont les moyens financiers de recourir à l'arbitrage, l'autre inefficace en raison de sa lenteur, la justice du plus grand nombre.

Il s'agit bien sûr d'un problème fondamental auquel le ministre de la Justice doit s'attaquer d'urgence. Cela fera bientôt cinq ans que nous le disons !

Lié au devoir fondamental que nous avons d'organiser une justice démocratique, accessible à tous, il y a évidemment le problème de l'assistance judiciaire. Je prends bonne note de ce que le gouvernement dispose maintenant de la proposition de réforme du système de l'assistance judiciaire qu'a élaborée l'ordre national des avocats.

J'espère que nous disposerons plus vite des conclusions de votre département à ce sujet, monsieur le ministre. Vous savez l'intérêt que le groupe socialiste porte à la question, puisque j'ai moi-même déposé, avec Mme Onkelinx, une proposition de loi instituant l'aide légale.

Un autre point sur lequel je voudrais insister, c'est la nécessité d'examiner au plus vite le projet de loi organisant un conseil consultatif national des magistrats.

Il y a maintenant plus d'un an que le Conseil d'État a rendu un avis sur ce sujet. Il est temps que nous en ayons connaissance et que nous puissions en débattre.

Je voudrais encore faire une réflexion au sujet des mesures que nous pourrions prendre. Le contrat avec le citoyen trouve son origine dans le décalage que l'on a cru percevoir entre le citoyen et le monde politique suite aux élections de novembre 1991. Mais le souci de répondre à ce décalage se trouvait déjà dans l'esprit de la communication de la Pentecôte faite par le gouvernement précédent, le 5 juin 1990. A cette occasion, le gouvernement avait suggéré un certain nombre de réformes tendant à garantir le bon fonctionnement de nos institutions démocratiques. L'une d'entre elles prévoyait, afin de faire contrepoids à l'importance des pouvoirs attribués aux autorités placées au sommet de la hiérarchie des services de police et des services de renseignements, ainsi qu'aux fonctions les plus importantes du Ministère public, de limiter la durée des mandats de ces hauts responsables et d'assurer une certaine rotation dans l'exercice de leur fonction. Ceci ressort notamment des conclusions de la commission d'enquête parlementaire sur le grand banditisme.

Il avait ainsi été prévu que les fonctions du procureur général près des Cours d'appel seraient limitées à un terme non renouvelable de dix ans. Cette proposition de réforme n'a jamais été traduite dans les faits. Je le regrette et j'invite bien entendu le gouvernement à réexaminer la question.

Il y a aussi le problème permanent de la surpopulation pénitentiaire. Ce problème illustre bien le fait que les facteurs avec lesquels le pouvoir politique doit jouer sont multiples et

Mayeur

que les responsabilités sont partagées.

La surpopulation pénitentiaire s'explique en grande partie par la proportion énorme de détenus préventifs dans nos prisons.

Le problème et la solution se situent-ils au niveau législatif ? On peut se poser la question.

Nous avons modifié récemment la loi sur la détention préventive afin d'en limiter exclusivement l'usage à la protection de la sécurité publique. Et pourtant, rien n'a changé. C'est donc au niveau de l'application de la loi que se situe le problème.

Je sais que le ministre de la Justice n'a pas le pouvoir de dicter au juge d'instruction la manière dont il doit appliquer la loi. Il pourrait cependant, par exemple en concertation avec le collège des procureurs généraux, faire en sorte que le Parquet ne fasse pas systématiquement appel des décisions de mises en liberté.

Enfin, j'en viens au problème de la toxicomanie, de la toxicomanie en prison et de la présence des toxicomanes en prison. Je prends bonne note de ce que le gouvernement prendra le plus rapidement possible des mesures de renforcement du système d'inspection pénitentiaire, de telle sorte que soit combattue beaucoup plus énergiquement la circulation de la drogue en prison. C'est bien là la responsabilité du gouvernement.

J'insiste aussi à ce sujet sur la nécessité d'examiner au plus vite l'extension et le renforcement des unités d'orientation et de traitement. La prison n'est pas le meilleur endroit pour traiter la toxicomanie et le toxicomane.

On associe presque mécaniquement aujourd'hui toxicomanie et délinquance. Même si les chiffres doivent être mieux interprétés et les affirmations plus nuancées, il subsiste un trafic important lié à la drogue.

Comment la société doit-elle se situer ? Comment réagir face à ce qui est le plus souvent l'expression d'une désespérance sociale : l'usage de la drogue ? L'accord du gouvernement prévoyait que celui-ci encouragerait auprès du Parlement l'adoption de la réforme fondamentale du code pénal et du code d'instruction criminelle. Nous devons tôt ou tard procéder à un travail d'ensemble sur la question. Je sais que c'est un travail énorme. Il ne doit cependant pas nous empêcher de nous attacher à l'étude de projets plus limités. Je pense en particulier à la réglementation de l'usage de la méthadone.

Enfin, j'en viens par ce biais à l'absolue nécessité de lutter toujours davantage pour une société plus solidaire. Je me réjouis évidemment du système mis en place par la loi Onkelinx du 12 janvier 1993. La réalisation de projets individualisés d'insertion via les contrats d'intégration que passent les CPAS et leurs usagers, contribue très efficacement à la lutte contre l'exclusion sociale. Encore faut-il que les CPAS utilisent cette possibilité qui leur est offerte. Je pense notamment à Bruxelles, où il est nécessaire d'accroître le recours à ces procédés.

La lutte contre l'exclusion et la marginalisation sociale est évidemment la plus importante que nous devons mener aujourd'hui.

Nous venons de consacrer, dans notre Constitution, l'existence de droits économiques et sociaux fondamentaux. Il importe que cet article ne demeure pas lettre morte. Je crois que nous avons encore beaucoup de mesures à prendre et j'attends à ce sujet les résultats des groupes de travail qui sont maintenant constitués en vue de remettre, à la fin de cette année, le rapport général sur la pauvreté qui nous permettra de prendre des mesures efficaces pour traduire dans les faits et concrètement ce droit constitutionnel.

Nous assistons à la dégradation de la perception du monde politique. Dès lors, notre réaction ne doit pas consister à se flageller, ni à flatter le

populisme ambiant, et donc scier la branche sur laquelle repose la démocratie.

Notre devoir est de combattre radicalement le chômage, d'améliorer la qualité de la vie, de renouer les fils de la solidarité et de la convivialité et de rendre force à la démocratie et à la participation des gens aux décisions qui les concernent. C'est également le devoir de ce gouvernement pour les mois qui lui restent à vivre d'ici la fin de la législature !

De voorzitter : De heer L. Peeters heeft het woord.

De heer L. Peeters (SP) : Mijnheer de Eerste minister, mijnheer de minister, collega's, zelden heb ik zoveel probleemanalyses gehoord zonder ook maar één enkele suggestie, zelden heb ik zoveel negativisme gehoord zonder dat ook maar naar enige oplossing wordt verwezen. Collega Dewael is hier zijn anti-politieke vuilbak komen uitkieperen, het contract raakte hij niet aan. Mevrouw Vogels heeft een stukje van het afval gerecupereerd, maar heeft evenmin oplossingen aangereikt. Collega De Man heeft niet zoals mevrouw Vogels het rapport op een ongelukkig moment ontvangen, hij heeft het wellicht helemaal niet ontvangen en het bijgevolg ook niet gelezen.

Collega's, deze regering heeft een poging gedaan om te antwoorden op een aantal zeer prangende samenlevingsproblemen. Deze problemen waren mede de oorzaak van het verkiezingsresultaat van 24 november 1991 en de aanleiding voor een nieuw contract met de burger. De regering heeft zich er middels dat contract toe verbonden een aantal maatregelen te nemen op het vlak van de veiligheid, de rechtsbedeling, de immigratie, het milieu, de politieke en de bestuurlijke vernieuwing.

Deze problemen waren niet de enige uitdaging voor de regering. De eerste twee jaren van de zittingsperiode stonden in het teken van de staats-hervorming en de sanering van de overheidsfinanciën. Het schulden-

L. Peeters

probleem en tegelijkertijd het Sint-Michielsakkoord aanpakken was een opdracht die de eerste twee jaar veel energie heeft gekost. Sommige punten van dit urgentieplan zijn daardoor een beetje op de achtergrond geraakt en hebben niet de verdiende belangstelling gekregen.

Globaal genomen evalueren wij de geleverde inspanningen positief, al dient de inspanning voor de uitvoering van het contract met de burger tijdens de tweede helft van deze zittingsperiode te worden opgedreven. Een aantal onomkeerbare stappen zijn echter reeds gezet, en wel in een fundamenteel nieuwe richting.

Vooraf maatregelen op het vlak van de veiligheid, de beheersing van de immigratie en de bestuurlijke vernieuwing vallen daarbij op.

De krachtlijn was prioriteit te verlenen aan het veiligheidsbeleid om het onveiligheidsgevoel bij de bevolking te verminderen. De minister van Binnenlandse Zaken kan niet worden verweten dat hij paniekvoetbal zou hebben gespeeld. Zijn beleid lag overigens in het verlengde van het Pinksterplan, de leidraad voor het beleid dat de vier voorgaande jaren werd gevoerd.

Het getuigt van kwade wil deze maatregelen te willen minimaliseren. Tot nog toe heb ik geen concrete kritiek gehoord. Misschien is een korte opfrissing van het geheugen toch wel goed.

Ik geef hier een korte opsomming : de uitbreiding van de veiligheidsinfrastructuur ; het beklemtonen van de preventie in tegenstelling tot de repressie die de jaren tachtig heeft gekenmerkt ; de veiligheidscontracten ; de maatregelen voor het waarborgen van de minimale personeelsformaties ; de oprichting van het Vast secretariaat voor Preventiebeleid ; het afsluiten van de preventiecontracten ; het opzetten van telematicaprojecten in het kader van de modernisering van de politiediensten - de t op het politieambt was de basis om de administratieve op-

drachten van de politie te verminderen, zodat de politie aanwezig kan zijn, waar dat hoort - ; verschillende maatregelen inzake slachtofferhulp ; de herwaardering van het statuut van de politieambtenaar, vergoedingen voor onregelmatige prestaties, harmonisering en aandacht voor nieuwe procédés.

Tegelijkertijd is er eveneens de belangrijke aanpak van de coördinatie van de verschillende politiediensten. In plaats van bijkomende diensten als bij voorbeeld superpolitie op te richten, opteerde men ervoor een samenwerkingsakkoord tot stand te brengen en pilootprojecten te starten in het kader van het vijfhoeksoverleg.

Vervolgens is er de beheersing van de immigratie. Mag ik even herinneren aan het invoeren van zwaardere sancties voor werkgevers die illegalen tewerkstellen, aan de extra middelen die de inspectiediensten ter beschikking werden gesteld, aan het bevorderen van de coördinatie, aan de versnelling van de behandeling van asielaanvragen, aan de versterking van de diensten, aan het zopas goedgekeurde ontwerp tot invoering van spreidingsplan en wachtregister. Dit zijn initiatieven die inderdaad resultaten opleveren.

Ik zal niet alle bladzijden van deze nota bespreken, maar over de bestuurlijke vernieuwing wil ik het toch nog hebben. Problemen, zoals onder meer de modernisering van onze openbare diensten, inspanningen voor ambtenarenzaken om die beter te laten functioneren, worden nu inderdaad aangepakt. Een tijdje geleden begon ik reeds met het beoordelen en evalueren van deze maatregelen. Dat behoort trouwens tot mijn taak als parlementslid.

De klantvriendelijkheid van de openbare diensten opnieuw tot stand brengen - volgens mij een zeer essentieel element - was een van de door mij beoordeelde aspecten. Vanuit de regering, vanwege de minister die voor ambtenarenzaken bevoegd is, werden heel wat mogelijkheden gesuggereerd en voorstellen gedaan.

Die mogelijkheden waren onder andere het verruimen van de openingsuren, de publikatie van informatiebrochures, de vermelding van gegevens van de betrokken ambtenaren, enquêtes onder de gebruikers en nog tal van andere initiatieven. De resultaten die daaruit zouden voortvloeien, waren hoopgevend, bij sommige ministers zelfs indrukwekkend. Dat gold echter niet voor alle regeringsleden en ook niet voor alle departementen. Het is essentieel dat wij een aantal onder hen verdere stimulanzen geven en hen initiatieven aanreiken. Bij een evaluatie moet zeer nauwkeurig worden toegekeken op het verder bevorderen van deze klantvriendelijkheid.

Nu wij het over een contract met de burger hebben, wil ik ook het Parlement even belichten. Samen met de regering moet dit Parlement werken aan een andere, nieuwe politieke cultuur. Mijnheer de Eerste minister, ik hoorde en heb gelezen, dat u bij de eerste voorstelling van dit contract ook een aantal initiatieven vermeldde - naar mijn mening zeer terecht - die werden genomen inzake partijfinanciering, verkiezingsuitgaven en zo meer. Ook op dat vlak verwacht de buitenwereld wel een en ander van ons : een aantal bestaande uitwassen kunnen terecht worden geëlimineerd, zodat de politiek een ander imago krijgt. Als het Parlement dit doet, als het inderdaad een aantal initiatieven wil nemen, blijven de partijen die vandaag weerom de grootste kritiek hadden, eens te meer aan de kant. Op dat vlak willen zij geen enkele verantwoordelijkheid opnemen. Als zij de kans krijgen betrokken te worden bij de werkgroep, die degelijk parlementair werk wil leveren en initiatieven tot stand wil brengen, staat diezelfde VLD inderdaad aan de kant en doet helemaal niet mee. Dan citeer ik even de fractieleider van de PRL : "In dergelijke aspecten, op dergelijke terreinen moet ge toch niet aan de kant gaan staan : op dergelijke terreinen moet ge uw verantwoordelijkheid opnemen".

L. Peeters

Ook zij die vandaag het meest negatiefistisch zijn en de grootste kritiek uitoefenen, werken op geen enkele manier mee als zij hun verantwoordelijkheid moeten opnemen.

De heer **Dewael** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik heb in het vragen-uurtje mevrouw De Galan hierover een vraag gesteld. Is de heer Peeters van mening dat in een wekelijks tijdschrift waarvan 120.000 exemplaren verschijnen en dat uitgaat van een mutualiteit, *in casu* "De Voorzorg Limburg", de secretaris-generaal van die mutualiteit, die ook senator is, wekelijks zijn politieke boodschap aan iedereen kond kan maken ? Behoort dat volgens de heer Peeters tot de politieke propaganda ? Moet hiervoor dan ook geen oplossing worden gevonden in het kader van uitgaven en verkiezingen ? Of wordt dat allemaal onder de mat geschoven ?

De heer **Vandenbroucke** (SP) : Mijnheer Dewael, het antwoord op die vraag is bijzonder duidelijk. Als een politieke partij partijpolitieke standpunten inneemt in een weekblad, dat door een sociale organisatie, een particuliere vereniging of een bedrijf wordt uitgegeven in de vorm van inbeslagname van ruimte, dan moet zij daarvoor betalen. Ik ga ervan uit dat de wet op de partijfinanciering voor gevolg heeft dat als een politieke partij bijvoorbeeld van een mutualistisch blad gebruik maakt om er partijpolitiek in te adverteren of periodiek aan partijpolitiek te doen, zij ervoor moet betalen, zo niet gaat het eigenlijk om een gift in natura. Mijn standpunt is daarover zeer duidelijk.

De heer **Dewael** (VLD) : Mijnheer Vandenbroucke, u moet dit wel eens nakijken, want in het kader van "De Voorzorg Limburg" wordt de ruimte die door de heer Moens - over hem spreek ik - wekelijks wordt ingenomen, aan de mutualiteit niet betaald, noch door de heer Moens zelf, noch door de SP. Deze wekelijkse rubriek handelt soms over de ziekenfonds-

problematiek, maar doorgaans gaat het over politiek. Voor deze rubriek betaalt de SP niet. Er is geen enkele vorm van financiering.

De heer **Vandenbroucke** (SP) : Mijnheer Dewael, mogelijkerwijze vergist u zich. U zou dat eens moeten natrekken.

Ik kan u echter wel een ander voorbeeld geven. In Aarschot geeft collega Daems een blad uit dat gratis in alle bussen wordt verdeeld en door de liberale mutualiteit wordt gefinancierd. Het staat er bovendien op. Als de liberale mutualiteit vindt dat de prijs voor deze publiciteit - in markterminen uitgedrukt - dat inderdaad waard is, is dat conform de partijfinanciering. *(Onderbreking door de heer Daems)*

De **voorzitter** : Mijnheer Daems, ik heb hier geen namen horen vallen. Wilt u dan toch beleefd zijn ? *(Hevig protest van de heer Kempinaire)*

Mijnheer Kempinaire, u bent al lang genoeg in het Parlement om te weten dat als iemand het woord vraagt en de spreker is nog niet uitgesproken, de voorzitter even wacht. Mijnheer Daems, ik verwacht van u toch een beleefde reactie, anders krijgt u het woord niet. Het respect voor het Parlement begint hier in dit halfroond, bij de leden.

De heer Daems heeft het woord.

De heer **Daems** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, ik zal met bijzonder veel genoegen aan mijn geachte collega Vandenbroucke de factuur voorleggen die door de mutualiteit wordt betaald. Krachtens alles wat in het Parlement over verkiezingsuitgaven is bepaald, voldoet ze perfect aan de marktvoorwaarden, nog vooraleer de commissie daarover had gesproken.

Derhalve zeg ik dat de vrij doelgerichte bemerking van de heer Vandenbroucke enigszins haar doel heeft gemist.

De **voorzitter** : De heer Vandenbroucke heeft het woord.

De heer **Vandenbroucke** (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik meen dat collega Daems ietwat te snel heeft gereageerd. Ik heb niet gezegd dat daar iets fout aan was. Ik heb gezegd, mijnheer Daems, dat u er openlijk voor uitkomt dat het blad - de zogenaamde Burgerkrant - dat u in Aarschot in alle brievenbussen steekt, wordt gefinancierd onder meer door de liberale mutualiteit en door het bedrijf Jos Daems, Hagelandse Wijnen en door een aantal andere bedrijven. Ik vind dit per definitie niet eens een probleem.

Ik wens in algemene zin te stellen dat men onderschat welke revolutie de wet op de partijfinanciering tot stand brengt in de verhouding tussen partijen, politieke bewegingen en sociale organisaties.

Wij moeten voortaan allen - de heer Daems met de liberale mutualiteit in Aarschot, de Limburgse SP met de Limburgse socialistische mutualiteit - onze verhoudingen met die organisaties in volkomen openheid organiseren. Bij financiële transfers, bij voorbeeld ter ondersteuning van het blad dat u, mijnheer Daems, uitgeeft, namelijk de Aarschotse burgerkrant, moet u kunnen aantonen dat tegenover die transfer een bepaalde marktwaarde staat, een prestatie die voor de liberale mutualiteit de moeite is om uw krantje te ondersteunen.

Als u dit bewijs kunt leveren, dan is dit in overeenstemming met de wet op de partijfinanciering. Omgekeerd, als een politieke partij in een mutualistisch blad publiceert en daar een zekere prijs voor betaalt, dan is dat overeenkomstig de wet op de partijfinanciering.

Dat is alles wat ik wil zeggen. Ik begriep dus uw zeer woedende reactie niet, behoudens u het vervelend vindt dat ik het zeg.

De **voorzitter** : Mevrouw Vogels heeft het woord.

Mevrouw **Vogels** (ECOLO-AGALEV) : Mijnheer de voorzitter, de heer Vandenbroucke weet het wel-

Vogels

licht niet, maar dit debat gaat over het contract met de burger.

Ik vind het verschrikkelijk dat wij er eens te meer in slagen om alleen maar wat animatie te brengen door opnieuw over hetzelfde te praten en door elkaar te blijven aanvallen. Dit is zeer erg.

Het gaat hier over het contract met de burger en niet over de kleine ruzies.

De **voorzitter** : Mevrouw Vogels, ik dank u omdat wij tot het debat kunnen terugkeren. Dit was echter een reactie op het betoog van de spreker aan wie ik nu opnieuw het woord verleen.

Mijnheer L. Peeters, u heeft het woord.

De heer **L. Peeters** (SP) : Mijnheer de voorzitter, collega's, misschien kan ik nu mijn betoog voortzetten, waarvoor mijn dank.

Collega's, de discussies die u onderling voert, waren misschien niet zonder belang, maar, een aantal leden die deel uitmaakten van de werkgroep discussiëren hierover al een heel jaar. Wij pogen deze wet te verfijnen en te interpreteren. Welk artikel ook zal worden toegepast, het zal altijd de strafrechter zijn die een beoordeling moet geven.

Mevrouw Vogels, ik heb willen onderstrepen dat zij die van zoveel negativisme blijken geven, zoveel kritiek uiten - en ik doel zeker niet op uw fractie, collega Geysels - ook degenen zijn die geen andere oplossing hebben en op geen enkele manier hebben meegewerkt aan een parlementair initiatief. Van dit ontwerp verwacht de burger, die er trouwens terecht om vraagt, heel wat.

Ik wil dit even onderstrepen en ik meen dat ook dit terecht is.

Deze regering is met dit ambitieus plan en met dit contract op de goede weg. Een gedeelte van de weg werd zelf al afgelegd, ook al heeft dit nooit veel belangstelling of grote pu-

bliciteit gekend. Het is een contract voor een welbepaalde periode dat tussen partners wordt gesloten, en op het einde van de rit zullen we de integrale uitvoering ervan beoordelen.

Mijnheer de Eerste minister, om de vertrouwensrelatie met de bevolking te herstellen moet de integrale uitvoering van dit contract worden gewaarborgd en dient het tastbare resultaten op te leveren.

Aangezien dit contract op de beleidsnota's steunt, dienen we de evaluatie en de bijsturing ervan nauwkeurig te volgen.

Mijnheer de Eerste minister, ik hoop dat u er met uw regering in zult slagen dit contract volledig uit te voeren en goede resultaten te bereiken.

De **voorzitter** : De heer Lauwers heeft het woord.

De heer **Lauwers**, voorzitter van de VU-fractie : Mijnheer de voorzitter, heren ministers, geachte collega's, in de evaluatienota over het contract met de burger staat bijna alles. In feite is dit een debat over het regeringswerk buiten de staatshervorming, buiten het crisisplan en buiten de staatsschuld.

Wanneer ik op al die punten zou ingaan, moeten we ook het debat over de MOX heropenen, hoewel ik niet begrijp wat dat met het contract met de burger heeft te maken. Hetzelfde geldt voor de debatten over de hervorming van de asielwet of het spreidingsbeleid van vluchtelingen. Ik zou ook kunnen opsommen wat er, volgens ons, aan ontbreekt, namelijk witteboordencriminaliteit, beteugeling van wapenhandel, enz. Ik zou ook kunnen zeggen dat er een aantal maatregelen in zitten die uiteraard goed zijn, maar daar dient dit debat niet voor.

De kern van dit debat is de vraag over deze fameuze kloof : wat kan de overheid daaraan doen, en wat heeft de overheid ter zake al dan niet gedaan ?

Welnu, we begonnen pas over de kloof te spreken na het fameuze sig-

naal. Gaat het enkel om een kloof tussen de burger en de politiek, of is het bijna een beschavingsverschijnsel ? Ik denk van wel, maar dat betekent niet dat er geen fouten zijn gemaakt die politiek moeten worden verbeterd. Het probleem van de migranten werd veel te laat erkend, zodat thans niet enkel een beleid van versnelde integratie, maar tegelijk van meer veiligheid nodig is.

Het is natuurlijk waar dat stadsbesturen hun XIXde eeuwse gordels te lang hebben verwaarloosd zodat aan stadsrenovatie moet worden gedaan.

Het is waar dat ons overheidsapparaat veel te bureaucratisch werkt, veel te ambtelijk, dat het veel te ouderwets is. Er zijn inderdaad maatregelen nodig inzake openbaarheid van bestuur, en ombudsdiensten zouden natuurlijk handig zijn. De overheid schoof vroeger inderdaad te veel schuld voor zich uit. Dat klopt allemaal.

Na 1991 zei ik het al in de Vlaamse Raad en ik ben er nog altijd van overtuigd dat geen enkele regering in een dergelijk klimaat het tij op vijf jaar kan doen keren, in de eerste plaats omdat ze kampt met een enorme schuldenlast en er zodoende geen geld is om effectief een beleid ter zake te voeren, zelfs als dat het ideaal zou zijn : in de tweede plaats omdat alle te nemen maatregelen slechts op langere termijn resultaat kunnen opleveren. Het gaat er immers om een totale ommekeer te weeg te brengen in een overkoepelelend klimaat. Dat vergt meer dan alleen maar concrete maatregelen. Het probleem zit trouwens veel dieper : dit is een beschavingsfenomeen dat in heel Europa de kop opsteekt. De schandalen die de machtige partijen in heel Europa teisteren en die aantonen dat teveel macht altijd tot corruptie leidt, voeden nog de angst van miljoenen Europese burgers. De concrete vrees om hun werk te verliezen, geen pensioen meer uitbetaald te krijgen, enzovoort, wordt erdoor versterkt. Het zwaarste weegt evenwel nog de angst voor de toekomst - van henzelf, hun kinderen en

Lauwers

kleinkinderen - voor wat er van de wereld moet worden, voor het feit dat zelfs de politici die zij hebben verkozen de situatie niet meer in de hand hebben. De angst dat al het geweld dat we dagelijks voorgeschoteld krijgen naar hier zou overwaaien, speelt ook mee. En dan is er nog die tergende onzekerheid : wie moeten ze nog geloven ? Zelf geloven in een idee, een strijd, een ideaal doen ze al lang niet meer. Tientallen miljoenen mensen in Europa zien hun oude zekerheden wegvallen en kregen niet de kans om met verandering te leren leven. Als ze dan bovendien ook nog tot de kansarmen van de maatschappij behoren, worden ze dubbel zo kwetsbaar, net zoals de rijken die dikwijls te kortzichtig zijn.

De Europese maatschappelijke en politieke aardverschuivingen overschaduwden de kloof die wij moeten vullen compleet. Ze vinden hun oorsprong in de angst voor de toekomst en de onzekerheid van al die mensen die de snelle evolutie van technologie, waarden en wereldwijde veranderingen niet langer kunnen volgen. De overvloed aan informatie die de media hen voorschotelt, begrijpen ze niet. Laat staan dat ze er een oordeel over kunnen vormen. Dat is de echte crisis, de oorzaak van verrechtsing, van het grote succes van extreem rechts en nieuw conservatisme, van ontaard etnisch staatsnationalisme in heel Europa. De schandalen van machtspartijen verdiepen het probleem, maar zijn in feite niet de oorzaak.

Om die redenen vind ik dit debat gênant. Zoals de heer Dewael al zei : enerzijds meer politie op straat inzetten en anderzijds de vervolging verminderen wegens plaatsgebrek in de gevangenissen, kan alleen maar het ongeloof en de rechtsonzekerheid versterken.

Mevrouw Vogels heeft uiteraard gelijk als ze zegt dat de regering inzake de werknemers te weinig creatief is en te weinig stimulansen geeft om nieuwe verhoudingen tussen arbeid, inkomen en vrije tijd tot stand te

brenge. De Volksunie is van mening dat deze regering de werklozen tegelijkertijd slaat en zalft en niet het subtiel onderscheid maakt tussen stimuleren om nieuwe creatieve ontwikkelingen te bevorderen en sanctioneren om te besparen. Het is correct dat deze regering elke nieuwe piste, als zij reeds bestaat, ook meteen weer in de kiem smoort. De plaatselijke werkgelegenheidsagentenschappen zijn daarvan een voorbeeld. De kinderbijslag wordt inderdaad niet op fundamentele wijze herzien. De personenbelasting wordt niet grondig hervormd.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, ik heb tien redenen opgesomd om deze regering niet te verdedigen. Ik heb echter niet de pretentie dat ik op vier jaar tijd de kloof wel had kunnen dichten. Dit verkondigen creëert enkel valse verwachtingen tegenover de hele politiek. Het kwaad zit immers veel te diep in de beschavingsevolutie van Europa en in de ontredde van miljoenen mensen, ook bij de Vlamingen, de Walen en de Brusselaars.

De Volksunie pleit deze regering niet vrij. De Volksunie verdedigt evenmin de door de regering uitgewerkte maatregelen, hoewel er ook goede tussen zitten.

Mijnheer de Eerste minister, ik til echter bijzonder zwaar aan de strategische en psychologische fouten die u gemaakt hebt en waardoor het gevoel dat de politiek onbetrouwbaar is, enkel versterkt werd. Ik geef opnieuw een aantal voorbeelden. De discussie over het ontslag van minister Coëme kwam veel te laat om eerbaar te zijn. Zij kwam er enkel onder druk van de publieke opinie en niet uit respect voor de democratie.

Het Verdrag van Maastricht werd in België, in tegenstelling tot andere landen zoals Denemarken en Frankrijk, met de karwats doorgedrukt. Het geklungel met de ecotaksen heeft aangetoond dat, in de politiek, de druk van externe lobby's belangrijker is dan een gegeven woord. Deze handelwijze, die ik aan de hand van enkele voorbeelden duide-

lijk gemaakt heb, illustreert dat de constructieve politiek van kleinere partijen zoals AGALEV, ECOLO en de Volksunie telkens opnieuw verkracht wordt door zuil- en machtsberekening. Constructieve oppositie wordt in België nog steeds afgestraft, zowel door de meerderheid als door de harde oppositie.

Mijnheer de voorzitter, mijnheer de Eerste minister, deze regering gaat niet vrijuit !

Collega's, dit Parlement gaat evenmin vrijuit ! De meerderheidsfracties lokken soms kritiek uit. De oppositiepartijen proberen uit elke discussie garen te spinnen, zoeken voortdurend naar politiek gewin en vervallen desnoods in Poujadisme. Ik denk aan het fiscaal statuut van het parlementslid, de deontologische onverenigbaarheden, de dubbelzinnigheid van hun inkomen en de perverse effecten van dienstbetoon. Deze dingen hebben we zelf in de hand. Op de tribune spelen we echter al te dikwijls spelletjes en zoeken we te weinig naar concrete oplossingen.

Collega's, dit is een vals debat ! Men spreekt over de beschavingscrisis alsof dit een probleem is waarin de meerderheid tegenover de oppositie staat. Een probleem van christendemocraten en socialisten tegen al de rest. Niemand kan ontkennen dat de regering fouten gemaakt heeft maar in het spel van meerderheid en oppositie moeten we allemaal schuld durven bekennen omdat wij allemaal ertoe bijgedragen hebben dat de geloofwaardigheid van de democratie kapot gaat.

Collega's, daarvan word ik soms moedeloos.

Wat moet er dan wel gebeuren ? Misschien moeten morgen, of binnen enkele jaren, de politieke expressies worden hertekend - een proces dat zich trouwens in heel Europa afspeelt - expressies die beter beantwoorden aan de nieuwe beschavingsvraagstukken, de zogenoemde nieuwe breuklijnen.

Hoe dan ook zal vooral ons land, behoefte hebben aan een andere poli-

Lauwers

tieke cultuur. En ik heb de regering geïnterpelleerd omdat zij die niet heeft, evenmin als het Parlement, soms ikzelf inclusief. Het is nog altijd dezelfde politieke cultuur die sinds jaren heerst, ook na de zogezegde kloof met en het signaal van de burger.

Mijnheer de voorzitter, collega's, het enige dat politici in dit hele proces wel in de hand hebben om een beschavingscrisis te begeleiden - want beheersen kunnen wij niet - is te zoeken naar een nieuwe en meer geloofwaardige vorm van "aan politiek doen".

Om die redenen vind ik het nu gevoerde debat dan ook vals. Als wij een Europese beschavingscrisis terugbrengen tot een politieke kloof tussen meerderheid en oppositie en blijven doen alsof ieder van ons de wijsheid in pacht heeft over de toekomst van de wereld of het welzijn van Vlaanderen, dan zal alleen de meest demagogische overwinning behalen, en dat wil ik niet. Het is dus een vals debat, een partijpolitiek debat tussen meerderheid en oppositie, met ingegraven stellingen van een oppositie die kost wat kost wil winnen, van een meerderheid die wil worden bejubeld en van een regering die niet luistert.

Collega's, het spijt mij, maar soms is dit Parlement meer de illustratie van de kloof dan een debat erover.

De **voorzitter** : De Eerste minister heeft het woord.

Eerste minister **Dehaene** : Mijnheer de voorzitter, collega's, ik moet eerlijk toegeven een beetje moeite te hebben om te weten welk debat nu eigenlijk wordt gevoerd. Enerzijds - en ik kan mij aansluiten bij een belangrijk gedeelte van wat de heer Lauwers heeft gezegd - wil men een debat over de kloof met de burger en de beschavingscrisis; anderzijds - indien ik mevrouw Vogels en de heer Dewael goed heb begrepen - wil men een algemeen debat voeren over het regeerbeleid. Andere in-

terpellanten hebben zich meer toegespitst op het document dat de regering heeft opgesteld.

Ik wil mijn antwoord beperken tot wat in feite de aanleiding was van deze interpellaties, namelijk het document dat de regering heeft voorgesteld in de vorm van een tussentijdse evaluatie over het contract met de burger.

Allereerst wil ik aan mevrouw Vogels en de heer Dewael zeggen dat ik er nooit ben van uitgegaan nu de eerste twee prioriteiten van het regeerakkoord als gerealiseerd te beschouwen of niet meer aan de orde zijnde. Wel heb ik gezegd dat tijdens de eerste twee jaar van het regeerbeleid in termen van aandacht van media, publieke opinie en Parlement, allereerst de institutionele problemen en daarna de economische en budgettaire problemen sterker in het daglicht zouden worden geplaatst en wij wellicht in de tweede helft van de regeerperiode meer aandacht zouden kunnen schenken aan wat in het regeerakkoord onder de noemer "contract met de burger" werd opgenomen.

Wij zullen, tijdens de tweede helft van de zittingsperiode, verder blijven werken om niet alleen de Sint-Michielsakkoorden operationeel te maken maar ook om het Globaal Plan uit te voeren. Over de toepassing van de ecotaksen hebben we geen meningsverschil ten gronde maar alleen over de timing. De uitvoering zal ook in termen van tewerkstelling gebeuren, mevrouw Vogels, waarbij ook daar de maatregelen slechts stap voor stap en geleidelijk aan kunnen worden toegepast.

De sanering van de publieke financiën is een werk dat nooit af is maar dat een permanente inspanning vraagt. Ook wanneer men de norm van Maastricht zal bereiken, zal het een blijvende inspanning vergen om die norm te behouden om geleidelijk het omgekeerde effect te bereiken.

Naar aanleiding van twee jaar regeren heb ik, samen met de regering, met de tussentijdse evaluatie de aan-

dacht willen vestigen op het feit dat in verband met het derde luik van het regeerakkoord ook reeds heel wat werk is verzet, maar dat minder spectaculair was. Inderdaad, het onderwerp dat men gemeenzaam onder "contract met de burger" stelt, is veel diffuser, veel breder, is minder meetbaar en is minder concreet afgestemd op één project of één ontwerp. Het was derhalve goed om, halfweg, even de stand van zaken op te maken. Als, zoals vandaag blijkt, deze tussentijdse evaluatie minstens al het voordeel heeft gehad de aandacht te vestigen op ook dat deel van het belangrijke werk van de regering, dan heeft deze tussentijdse evaluatie al haar doel bereikt. We moeten mekaar dan ook goed begrijpen. Ik geef toe dat de noemer "contract met de burger" voor verschillende interpretaties vatbaar is. Mevrouw Vogels heeft gezegd dat voor haar het contract met de burger betekent dat men iets doet aan de tewerkstelling. Ik kan erin komen dat u de zaken zo voorstelt.

Onze tussentijdse evaluatie is echter een evaluatie van wat in het regeerakkoord onder de noemer "contract met de burger" stond. U vindt daar vijf grote maatschappelijke uitdagingen, met name de veiligheid van de burger, meer rechtvaardigheid via een betere rechtsbedeling, een betere beheersing van de immigratie, een verder doorgedreven milieubeleid en een solidaire samenleving. Dit alles dient te worden geplaatst tegen een achtergrond van een politieke en bestuurlijke vernieuwing.

In het document, dat wij ter beschikking van alle parlementsleden hebben gesteld, hebben wij gepoogd om tussentijds na te gaan hoever wij voor elk van die punten staan en aan te tonen dat effectief al heel veel werk werd verricht. De meting van de resultaten van dit werk op het terrein vergt tijd. Immers, voor heel wat van deze onderwerpen zijn er wetswijzigingen nodig van vaak fundamentele wetten. Het is daarbij normaal dat eerst de regering, daarna de Raad van State en daarna het Parlement de nodige tijd nemen om deze

Dehaene

wetten te bespreken. Sommige van die besprekingen begonnen met de beleidsnota's, onmiddellijk na de start van deze regering, en zijn intussen hun weg gegaan. Dit vraagt echter tijd.

Eens het ontwerp is goedgekeurd, volgt een fase van uitvoering van dit ontwerp.

Zowel in het Parlement als bij de media en de bevolking koestert men vaak de illusie dat het volstaat een wetsontwerp in te dienen en goed te keuren opdat het wordt uitgevoerd. Maar de uitvoering van een wetsontwerp vergt tijd. Denk maar aan het tot stand komen van de uitvoeringsbesluiten, aan de reorganisatie van de administratie, aan het beschikbaar stellen van budgetten en van personeel en dergelijke. Het duurt dus wel even vooraleer de burger hiervan de concrete gevolgen ziet en vaak gaat hieraan nog een periode vooraf eer het volledig is doorgedrongen. Ik ben er zelfs niet zeker van dat zulks mogelijk is binnen de normale duur van een zittingsperiode. Het komt er echter op aan systematisch te werken en tot bepaalde realisaties te komen.

Voor de verschillende onderwerpen die in het contract met de burger zijn opgenomen zoals zij in het regeerakkoord werden gedefinieerd, werden reeds resultaten geboekt. Heel wat ontwerpen worden behandeld door het Parlement en nog andere zijn goedgekeurd en in uitvoering.

Onze bepalingen worden systematisch van kracht. In dat verband denk ik aan de uitvoering van de veiligheidscontracten. In vijf grote steden werd dienaangaande een relatief positieve evaluatie gemaakt en met zeventien andere steden sloten wij een akkoord. In het globaal plan werd voorzien in een versterking van het politieapparaat, in die zin dat men een ononderbroken dienstverlening tracht tot stand te brengen, die beantwoordt aan de normen bij besluit vastgelegd.

Op het vlak van Justitie werden een aantal ontwerpen goedgekeurd, onder meer aangaande de alternatieve straffen, die de mogelijkheid creëren akkoorden te bereiken met het parket zodat de hele procedure niet moet worden doorlopen. Deze ontwerpen zullen binnenkort van toepassing worden dank zij het personeel waarin het contract met de burger voorziet. Het globaal plan voor de Justitie, dat in uitvoering is, wordt gefinancierd via een verhoging van de boetes.

Wat het beleid inzake immigratie betreft, wordt systematisch vooruitgang geboekt in die zin dat deze materie beter wordt beheerst. Eens het wetsontwerp over het wachtregister zal zijn goedgekeurd zullen nog meer resultaten worden bereikt.

De wet op de sociale integratie met afschaffing van de wet op de landloperij en de extra-mogelijkheden voor de OCMW's is eveneens in toepassing. Ook de beleidsnota over de gelijke kansen wordt stelselmatig uitgevoerd en weldra zal worden gestemd over het wetsontwerp inzake de lijsten van gemeenteraadsverkiezingen en Europese en nationale verkiezingen.

Ik pleit ervoor dat een aantal wetsontwerpen voor het reces zoniet volledig zouden zijn afgehandeld, dan toch vooruitgang zouden boeken, zowel in de Kamer als in de Senaat. In dat verband denk ik aan het wetsontwerp over de ombudsman dat een belangrijk element kan zijn voor de vernieuwing van de politieke administratie.

Naast de hogergenoemde specifieke onderwerpen werd in het regeerakkoord en in het contract met de burger belang gehecht aan de bestuurlijke en politieke vernieuwing.

Een aantal belangrijke onderwerpen zowel voor de meerderheid als voor de oppositie, die ik heb aangesneden naar aanleiding van een nieuwjaarsreceptie in Ingelmunster, zouden best in het Parlement worden besproken opdat zij het voorwerp zouden uitmaken van akkoorden die de

regeringsmeerderheid overschrijden. Dergelijke onderwerpen kunnen beter worden behandeld los van de klassieke tegenstelling meerderheid/oppositie. Het verheugt mij overigens dat een aantal daarvan systematisch vooruitgang boeken.

Mijnheer Lauwers, als we terugkeren naar het eigenlijke onderwerp van deze interpellaties, namelijk de tussentijdse evaluatie van het contract met de burger, dan beweer ik niet dat wij met deze maatregelen een beschavingscrisis zullen oplossen. Ik beweer evenmin dat het regeringsbeleid zich voortaan zal beperken tot de materie die nu wordt besproken. De drie doelstellingen van het regeerakkoord blijven prioritair maar het leek mij wel nuttig even de precieze inhoud van het contract met de burger in herinnering te brengen. We kunnen trouwens vaststellen dat reeds heel wat werk is verricht. De tweede helft van de regeerperiode zullen we dan ook kunnen gebruiken voor de systematische uitvoering van wetsontwerpen die we nog vóór het reces zullen goedkeuren. Op het einde van de zittingsperiode zullen we op die diverse domeinen wel degelijk resultaten hebben geboekt en op dat moment zullen we die resultaten laten evalueren door de kiezer. Mijnheer Dewael, ik ben nog niet zo zeker of u dan met zoveel zekerheid die verkiezingen kunt tegemoet zien.

De voorzitter : Het incident is gesloten.

L'incident est clos.

PROJETS ET PROPOSITIONS DE LOI WETSONTWERPEN EN - VOORSTELLEN

Le président : L'ordre du jour appelle l'examen du **projet de loi organisant le vote automatisé (1365/1 à 3) et de la proposition de résolution jointe de M. De Man relative au vote**

président

électronique lors des élections. (1322/1)

Aan de orde is de behandeling van het wetsontwerp tot organisatie van de geautomatiseerde stemming (1365/1 tot 3) en van het toegevoegde voorstel van resolutie van de heer De Man betreffende het elektronisch stemmen bij verkiezingen. (1322/1)

Le texte adopté par la commission sert de base à la discussion. (Rgt 66, 3°)

De door de commissie aangenomen tekst geldt als basis voor de bespreking. (Rgt 66, 3°)

De algemene bespreking is geopend. Vraagt iemand het woord? (Nee)

De algemene bespreking is gesloten.

La discussion générale est ouverte. Quelqu'un demande-t-il la parole? (Non)

La discussion générale est close.

Wij vatten de bespreking van de artikelen aan.

Nous passons à la discussion des articles.

- Artikel 1 wordt aangenomen.

- Article 1 est adopté.

Op artikel 2 werd een amendement nr 5 ingediend door de heer De Man.

A l'article 2 l'amendement n° 5 a été déposé par M. De Man. (1365/4)

De heer De Man heeft het woord.

De heer **De Man** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, mijn amendement vraagt een afdruk van elke stemverrichting zodat de kiezer een bewijs zou krijgen van zijn keuze. Volgens mij zou dit het democratische gehalte van de kiesverrichtingen ten goede komen. Bovendien zouden mogelijke problemen bij hertellingen volledig worden weggewerkt omdat zo'n afdruk kan worden gedeponereerd in de traditionele stembus.

Minister Tobback heeft verklaard dat hij principieel geen graten ziet in

dit voorstel maar dat het praktisch gezien niet te verwezenlijken valt omdat de komende Europese verkiezingen binnen 3 maanden plaatsvinden. Zelfs de gemeenteraadsverkiezingen zullen in een te korte termijn plaatsvinden. Om die reden stel ik voor om een dergelijke wijziging van de wet te voorzien vanaf 1 januari 1995.

De **voorzitter** : De stemming over het amendement en het artikel wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article est réservé.

- Les articles 3 à 6 sont adoptés article par article.

- De artikelen 3 tot 6 worden artikel per artikel aangenomen.

Op artikel 7 werd een amendement nr 6 ingediend door de heer Van Hauthem.

A l'article 7 l'amendement n° 6 a été déposé par M. Van Hauthem. (1365/4)

De heer Van Hauthem heeft het woord.

De heer **Van Hauthem** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, collega's, dit amendement heeft als doel in artikel 7 het vierde lid van de tweede paragraaf weg te laten. Ik zie niet in waarom, bij voorbeeld in Brussel, de Franstalige en de Nederlandstalige lijsten niet afzonderlijk op een scherm zouden kunnen verschijnen. Men heeft ons verzekerd dat zulks technisch perfect mogelijk is. Bijgevolg is deze bepaling, ook wat de technische kant van de zaak betreft, overbodig.

- Voorzitter : de heer **Nothomb**

De **voorzitter** : De stemming over het amendement en het artikel wordt aangehouden.

Le vote sur l'amendement et l'article est réservé.

- Les articles 8 à 29 sont adoptés article par article.

- De artikelen 8 tot 29 worden artikel per artikel aangenomen.

De artikelsgewijze bespreking is gesloten. Over de aangehouden amen-

dementen en artikelen en over het geheel zal later worden gestemd.

La discussion des articles est close. Le vote sur les amendements et les articles réservés ainsi que sur l'ensemble aura lieu ultérieurement.

**VOORSTELLEN
PROPOSITIONS**

**INOVERWEGINGNEMING
PRISE EN CONSIDÉRATION**

De **voorzitter** : Aan de orde is de inoverwegingneming van een reeks voorstellen waarvan de lijst als bijlage gaat (zie bijlage 3).

L'ordre du jour appelle la prise en considération d'une série de propositions dont la liste est reprise en annexe (voir annexe 3).

Je vous propose également de prendre en considération :

- la proposition de loi de MM. Cauwenberghs, Michel, Marc Harmegnies, Leo Peeters et Philippe Charlier visant le contrôle des communications gouvernementales fédérales (1384) ;

- la proposition de loi de M. Leo Peeters modifiant le Code électoral en ce qui concerne le vote par procuration pour l'élection du Parlement européen (1385) ;

- la proposition de loi de MM. Michel, Marc Harmegnies, Philippe Charlier, Leo Peeters et Cauwenberghs relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux (1386) ;

- la proposition de loi de M. Vande Lanotte de répression de la traite des êtres humains (1381).

Ik stel u ook de inoverwegingneming voor van :

- het wetsvoorstel van de heren Cauwenberghs, Michel, Marc Harmegnies, Leo Peeters en Philippe Charlier betreffende het toezicht op de mededelingen van de federale regering (1384) ;

voorzitter

- het wetsvoorstel van de heer Leo Peeters tot wijziging van het Kieswetboek met betrekking tot het stemmen bij volmacht voor de verkiezing van het Europese Parlement (1385);

- het wetsvoorstel van de heren Michel, Marc Harmegnies, Philippe Charlier, Leo Peeters en Cauwenberghs betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden (1386);

- het wetsvoorstel van de heer Vande Lanotte tot bestrijding van de mensenhandel (1381).

Pas d'observation ? (Non)

La prise en considération est adoptée.

Geen bezwaar ? (Nee)

De inoverwegingneming is aangenomen.

DEMANDES D'URGENCE URGENTIEVERZOEKEN

M. Michel, président du groupe PRL : Monsieur le président, je demande la parole pour une demande d'urgence.

Le président : Vous avez la parole, monsieur Michel.

M. Michel (PRL) : Je demande l'urgence pour les deux propositions (n°s 1384 et 1386) qui doivent d'ailleurs suivre le même cheminement que celles pour lesquelles on a accordé l'urgence et dont l'examen a déjà commencé en commission de l'Intérieur.

De voorzitter : De heer Vande Lanotte heeft het woord.

De heer Vande Lanotte (SP) : Mijnheer de voorzitter, ik vraag eveneens de urgentie van het wetsvoorstel betreffende de vrouwenhandel (1381).

Le président : Il y a donc trois demandes d'urgence : par M. Michel et par M. Vande Lanotte.

M. Bertouille (PRL) : Monsieur le président, il y a encore une demande d'urgence pour la proposition de M. Peeters concernant la modification de la législation électorale.

De voorzitter : De heer Colla heeft het woord.

De heer Colla, voorzitter van de SP-fractie : Mijnheer de voorzitter, ik vraag eveneens de spoedbehandeling voor het wetsvoorstel tot wijziging van het kieswetboek met betrekking tot het stemmen bij volmacht voor de verkiezingen van het Europese Parlement (1385) dat door een aantal collega's werd ingediend.

Le président : Je vous propose de voter sur l'urgence pour toutes ces propositions.

L'urgence, mise aux voix par assis et levé, est adoptée.

De urgentie wordt bij zitten en opstaan aangenomen.

Le président : La parole est à M. Bertouille.

M. Bertouille (PRL) : Monsieur le président, il faut déterminer les commissions devant lesquelles ces propositions sont renvoyées.

Le président : Elles seront automatiquement renvoyées à la commission de l'Intérieur, exceptée celle relative à la traite des êtres humains, qui sera renvoyée devant la commission de la Justice.

VOTES STEMMINGEN

Le président : L'ordre du jour appelle les votes sur les amendements et les articles réservés du projet de loi visant à promouvoir une répartition équilibrée des hommes et des fem-

mes sur les listes de candidatures aux élections. (1316/1 à 6).

Aan de orde zijn de stemmingen over de aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp ter bevordering van een evenwichtige verdeling van mannen en vrouwen op de kandidatenlijsten voor de verkiezingen. (1316/1 tot 6).

In stemming komt amendement nr 40 van de heer Bertouille dat artikel 1 wil laten voorafgaan door een artikel 1 (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 40 de M. Bertouille tendant à faire précéder l'article 1 d'un article 1 (nouveau). (1316/6)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 1)

Oui	50	Ja
Non	109	Nee
Abstentions	24	Onthoudingen
Total	183	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Dientengevolge is het amendement verworpen.

Reden van onthouding ?

De heer Daems (VLD) : Ik heb afgesproken met de heer Candries en zal mij derhalve bij de volgende stemmingen onthouden.

M. Damseaux (PRL) : J'ai pairé avec M. Anselme.

De heer Annemans, voorzitter van de VL.BLOK-fractie : Het Vlaams Blok heeft tegengestemd.

De voorzitter : Ik neem daarvan akte.

In stemming komt amendement nr 9 van de heren Bertouille en Pivin dat artikel 1 wil laten voorafgaan door een artikel 1 (nieuw).

président

Nous votons sur l'amendement n° 9 de MM. Bertouille et Pivin tendant à faire précéder l'article 1 d'un article 1 (nouveau). (1316/2)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 2)

Oui	38	Ja
Non	129	Nee
Abstentions	13	Onthoudingen
Total	180	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Dientengevolge is het amendement verworpen.

Reden van onthouding ?

M. Bertouille (PRL) : J'ai pairé avec M. Dufour.

De voorzitter : In stemming komt amendement nr 1 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 1. Nous votons sur l'amendement n° 1 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 1. (1316/2)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 3)

Oui	15	Ja
Non	155	Nee
Abstentions	12	Onthoudingen
Total	182	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 1 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 1 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 10 van de heren Bertouille en Pivin op artikel 3.

Nous votons sur l'amendement n° 10 de MM. Bertouille et Pivin à l'article 3. (1316/2)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 4)

Oui	38	Ja
Non	133	Nee
Abstentions	13	Onthoudingen
Total	184	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 3 aangenomen.

De heer Dewael, voorzitter van de VLD-fractie : Mijnheer de voorzitter, de VLD zal telkens identiek stemmen over de amendementen van collega's Beysen en Bertouille.

De voorzitter : Gaat de Kamer ermee akkoord dat wij voor alle amendementen van de heren Beysen en Bertouille dezelfde stemming noteren ? (Instemming)

In stemming komt amendement nr 11 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 11 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3bis (nouveau). (1316/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 12 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 12 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3ter (nouveau). (1316/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 27 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 3bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 27 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 3bis (nouveau). (1316/3)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 13 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3quater (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 13 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3quater (nouveau). (1316/2)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

président

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 14 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3quinquies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 14 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3quinquies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 15 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3sexies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 15 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3sexies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 16 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3septies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 16 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3septies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 17 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3octies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 17 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3octies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 18 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3nonies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 18 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3nonies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 28 van de heren Beysen en Van

houtte tot invoeging van een artikel 3ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 28 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 3ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 19 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 3decies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 19 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 3decies (nouveau). **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 29 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 3quater (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 29 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 3quater (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

président

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 2 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 4.

Nous votons sur l'amendement n° 2 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 4. **(1316/2)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 5)

Oui	15	Ja
Non	154	Nee
Abstentions	12	Onthoudingen
Total	181	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 4 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 4 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 3 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 6.

Nous votons sur l'amendement n° 3 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 6. **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 5)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 6 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 6 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 30 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 7bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 30 de MM. Beysen et Van houtte ten-

dant à insérer un article 7bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 4 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 8.

Nous votons sur l'amendement n° 4 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 8. **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 5 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 5 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 5)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 8 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 8 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 31 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 9bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 31 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 9bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 32 van de heren Beysen en Van

houtte tot invoeging van een artikel 9ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 32 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 9ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 5 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 10.

Nous votons sur l'amendement n° 5 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 10. **(1316/3/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 5 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 5 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 5)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 10 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 10 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 33 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 11bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 33 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 11bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

voorzitter

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 34 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 11ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 34 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 11ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 20 van de heren Bertouille en Pivin op artikel 12.

Nous votons sur l'amendement n° 20 de MM. Bertouille et Pivin à l'article 12. **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 12 adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 12 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 21 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 13bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 21 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 13bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 35 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 13bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 35 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 13bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 37 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 13ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 37 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 13ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 22 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 13ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 22 de MM. Bertouille et Pivin tendant à

insérer un article 13ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 39 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 15quater (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 39 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 15quater (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 36 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 15bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 36 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 15bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

voorzitter

In stemming komt amendement nr 23 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 15bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 23 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 15bis (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté. Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 24 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 15ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 24 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 15ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté. Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 25 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 15quater (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 25 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 15quater (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 38 van de heren Beysen en Van houtte tot invoeging van een artikel 15ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 38 de MM. Beysen et Van houtte tendant à insérer un article 15ter (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 26 van de heren Bertouille en Pivin tot invoeging van een artikel 15quinquies (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 26 de MM. Bertouille et Pivin tendant à insérer un article 15quinquies (nouveau). **(1316/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 4 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 4 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 4)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

Nous votons sur l'amendement n° 6 de Mme Aelvoet et M. Cheron à l'article 16.

In stemming komt amendement nr 6 van mevrouw Aelvoet en de heer Cheron op artikel 16. **(1316/2)**

Peut-on considérer que le résultat du vote n° 5 est valable pour celui-ci ? *(Oui)*

Mag de uitslag van stemming nr 5 ook gelden voor deze stemming ? *(Ja)*

(vote/stemming 5)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 16 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 16 aangenomen.

L'ordre du jour appelle le **vote sur l'ensemble du projet de loi.**

Aan de orde is de **stemming over het geheel van het wetsontwerp.**

Avant de passer aux déclarations avant le vote, je vous signale qu'à l'unanimité la Conférence des présidents a demandé de limiter la durée des déclarations avant le vote.

Elles se dérouleront à partir des bancs et n'excéderont pas deux minutes.

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ?

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

La parole est à M. M. Harmegnies.

M. M. Harmegnies (PS) : Monsieur le président, je m'efforcerai d'être sobre comme l'a demandé la Conférence des présidents.

Il est heureux qu'enfin, et quoique ce projet puisse ne pas apparaître idéal pour certains, nous établissions une réglementation qui permette de tendre à une répartition équilibrée entre hommes et femmes. Ce texte a le mérite d'exister.

A ce titre, le groupe socialiste votera positivement.

Le président : La parole est à Mme Stengers.

Mme Stengers (PRL) : Monsieur le président, j'ai souhaité justifier moi-même le vote négatif de mon groupe dans la mesure où je suis la seule femme PRL et, comme je vais voter non, mon vote pourrait erronément s'interpréter comme un vote égoïste, le vote égoïste d'une femme ravie d'être seule et peu soucieuse ou peu encline à voir d'autres femmes venir la rejoindre dans cet hémicycle.

Stengers

Je vous dirai que ce projet a un seul mérite, celui de remettre dans l'actualité le problème très important de la représentation des femmes, du déficit démocratique des femmes dans la vie politique. Je voudrais cependant vous dire simplement que notre groupe ne peut voter un projet qui donne une réponse inadéquate à un vrai problème. Le texte qui nous est présenté est, pour les femmes, un miroir aux alouettes.

Je dois répéter qu'aucune place utile ou de combat ne leur est réservée et je n'ajouterai pas tout ce qui a été dit sur le côté humiliant du quota, car il en a été longuement question dans les discussions qui ont eu lieu avant-hier.

Toutefois, notre groupe regrette vivement que la commission de l'Intérieur n'ait pas consacré plus de temps à l'examen de la contre-proposition PRL-VLD visant à supprimer l'effet dévolutif de la case de tête. Cela étant lié à une limitation des dépenses électorales, j'ai le sentiment qu'il faut voir là la seule formule attractive pour les femmes et je souhaite que le débat reprenne rapidement sur ce thème.

Enfin, je conclus en disant, à titre personnel et pour mémoire, que rien ne se fera sans un changement profond de mentalité au parlement. Car n'est-il pas vrai, messieurs, que les hommes arrivent ici avec une présomption de compétence et que les femmes y arrivent bien souvent avec un lourd fardeau de preuves à donner ?

Le **président** : La parole est à Mme Lizin.

Mme **Lizin** (PS) : Monsieur le président, chers collègues, le groupe PS comprend deux femmes, Mme Burgeon et moi-même. Je voterai ce projet malgré toutes les réserves que je peux émettre sur les quotas qui ont fait l'objet de critiques, que je partage, et malgré les compromis qu'il a fallu consentir pour arriver au texte final. C'est ainsi, et je le regret-

te, que nous n'avons pas pu garder le concept de place en ordre utile et que le pourcentage des femmes figurant sur les listes électorales a été fixé à 1/4 seulement pour la période transitoire.

Je voterai ce texte parce que l'essentiel a été sauvegardé, à savoir une loi qui aura valeur d'exemple pour les pays où la place des femmes dans la vie politique n'est pas mieux reconnue qu'en Belgique. C'est un texte qui nous permet d'avancer vers la parité, j'estime donc qu'il est positif. Cependant, nous ne serons pas un modèle pour les pays situés au nord de l'Europe et notamment les pays scandinaves car ce texte fait preuve de trop de prudence. Mais nous sommes le pays qui donne la première tonalité positive depuis 10 ans en ce qui concerne la renaissance du mouvement des femmes.

Je terminerai, monsieur le président, en remerciant les hommes de mon groupe qui, après quelques péripéties il est vrai, vont poser un acte de progrès et ainsi franchir un pas vers l'égalité.

De **voorzitter** : Mevrouw Dillen heeft het woord.

Mevrouw **Dillen** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, collega's, meer vrouwen in de politiek betrekken is inderdaad een positieve betrachting. Een verhoogde aanwezigheid van vrouwen kan de politiek alleen maar ten goede komen. Om dit te bereiken is er meer nodig dan wat hier vandaag wordt voorgesteld. De doelstellingen zijn ideaal, maar van de wijze waarop men ze wil realiseren, kan dat niet worden gezegd.

Ten eerste, u doet aan positieve discriminatie. Dat is uit den boze en dient onze democratie zeker niet. De vrouwelijke aanwezigheid in de politiek is alles behalve gediend met een dergelijke uitgangspositie.

Ten tweede, dergelijke discriminatie getuigt van een ernstige minachting ten aanzien van de vrouw. Als vrouw ervaar ik dit werkelijk als bijzonder vernederend. Het is precies alsof wij

zelf niet waardig of bekwaam genoeg worden geacht om aan politiek te doen, en daartoe slechts in staat zouden zijn wanneer verplichtende regels aan de partijen worden opgelegd.

Een plaats in de politiek moet men verwerven door de kwaliteit van zijn inzet en door de waardering die men daarvoor ontvangt. Door deze maatregel zal de vrouw in de politiek worden bekeken als profiteur van haar geslacht en weer niet *au sérieux* worden genomen.

Als vrouw wil ik de fierheid hebben aan politiek te doen omwille van wat ik ben, omwille van kwaliteiten en eigenschappen, en niet omwille van mijn vrouw zijn.

Ten derde, deze wet is hypocriet en daarom ook ongeloofwaardig. De vrouw moet een plaats krijgen op de lijst. Bepaalde quota worden opgelegd, maar daarbij blijft het dan ook. Met geen woord wordt gerept over verkiesbaarheid of over reële kansen. Vrouwen krijgen alleen een bloempotfunctie toebedeeld. Niets, maar dan ook niets zal in de praktijk veranderen. Daarvoor zijn niet alleen andere maatregelen nodig, maar ook en vooral een andere mentaliteit.

Ten vierde, deze wet is volledig in strijd met de vrijheid. Iedere partij, ieder individu, iedere groep moet volledig vrij zijn met betrekking tot de samenstelling van zijn lijst. De wetgever heeft niet het recht hierin in te grijpen. Dit is principieel onaanvaardbaar. Enkel de kiezer kan een lijst beoordelen, niet de wetgever. Dit gaat in tegen de fundamentele vrijheden en tegen de democratische principes. Dit gaat in tegen de werking van de democratie !

De **voorzitter** : De heer Vanleenhove heeft het woord.

De heer **Vanleenhove** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, het voorliggende wetsontwerp schept structurele mogelijkheden tot een grotere en actievere deelname van vrouwen aan de

Vanleenhove

politiek. Ideaal ware natuurlijk dat verkiezingslijsten en politieke assemblees een perfecte afspiegeling zouden zijn van de mathematische man/vrouw-verhoudingen in onze samenleving. Dit is vooralsnog, helaas, een droom. Tussen droom en werkelijkheid gaapt nog een diepe kloof. Het wetsontwerp is niettemin een duidelijke aanzet tot overbrugging van die kloof. Onze fractie beseft dat de invoering van een quota-regeling uiteindelijk een vrij kunstmatige maatregel is. Jammer genoeg is dit blijkbaar de enige manier om effectief tot een grotere vertegenwoordiging van vrouwen en tot gelijke kansen voor mannen en vrouwen in de politiek te komen. Allerhande acties die in het verleden tot het bereiken van dat doel bij moesten dragen, hebben immers slechts een zeer beperkt effect gesorteerd. Daarom verheugt de CVP-fractie zich erover dat mede door het wetsvoorstel van mevrouw Merckx-Van Goey in versneld tempo een hele evolutie in het denken heeft plaatsgevonden, waardoor wij vandaag het voorliggende wetsontwerp kunnen goedkeuren. Onze fractie zal dat met overtuiging doen, in de hoop dat deze wet een duurzame mentaliteitswijziging en een spontaan verder groeien naar volledige gelijkwaardigheid van beide geslachten tot stand kan brengen.

Le président : La parole est à M. Cheron.

M. Cheron (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, lors du débat que nous avons eu en petit comité dans cette assemblée, nous avons constaté que tous les groupes étaient unanimes pour souhaiter à terme une meilleure présence des femmes dans la vie politique, et au parlement en particulier.

Par contre, les avis divergent fort sur la façon d'atteindre ce but. Le projet du gouvernement a été présenté, dans sa première version, comme devant apporter un plus. Certains ont déclaré qu'il s'agissait du "crépuscule

le des parlements machos" et que c'était le meilleur moyen d'arriver à une meilleure représentation des femmes.

Il faut reconnaître que ce projet tente d'assurer une meilleure représentation des femmes sur les listes, mais, d'une part, il ne donne aucune garantie effective quant aux résultats et, d'autre part, son application a été reportée au-delà de ce millénaire, en vertu du dernier article. En effet, les dispositions transitoires qui y sont prévues reportent l'ensemble des propositions, probablement au troisième millénaire.

Le groupe Ecolo a déposé des amendements qui visaient à assurer une meilleure représentation effective des femmes dans les assemblées en proposant l'alternance aux deux premières places pour les élections législatives et régionales. Ces amendements ont été rejetés.

Nous avons cru à plusieurs reprises que le vote du groupe socialiste serait négatif, notamment à cause des interventions successives de M. Dufour. Nous constatons en tout cas qu'il y a un faible engouement.

Etant donné les critiques que je viens de formuler, le vote du groupe ECOLO sera négatif. Nous estimons que le vote de ce projet est un vote hypocrite qui n'assurera en rien une meilleure représentation des femmes.

De voorzitter : De heer Beysen heeft het woord.

De heer Beysen (VLD) : Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, ongeveer iedereen is het erover eens dat er een grotere actieve deelname van vrouwen moet zijn in de vertegenwoordigende lichamen. Jammer genoeg stellen wij vast dat lang niet iedereen het eens is over de wijze waarop zulks moet worden gerealiseerd.

Het ingediende ontwerp moet worden beschouwd als tegennatuurlijk. Het is vrijheidsbeperkend en bijgevolg discriminerend. Het biedt ook niet de minste garantie dat in de res-

pectieve organen vrouwen beter zouden zijn vertegenwoordigd. Wij hopen en wensen het, maar wij vrezen dat wanneer wij de uiteindelijke resultaten zullen kennen, wij zullen moeten vaststellen dat er alweer een hele weg zal moeten worden afgelegd. Wij menen dan ook dat veel ingrijpender maatregelen moeten worden getroffen.

Geachte collega's, ik nodig u nu al uit om eerlang het wetsvoorstel over het neutraliseren van de kopstem, dat de VLD en de PRL zullen indienen, mee goed te keuren.

Ik ben ervan overtuigd dat het een veel ingrijpender maatregel is, waarmee het beoogde doel veel gemakkelijker zal kunnen worden bereikt.

Mijnheer de voorzitter, de VLD wachtte deze stemming zelfs niet af om het goede voorbeeld te geven bij de samenstelling van de lijst voor de Europese verkiezingen. Wij hebben er echt geen wet voor nodig.

De voorzitter : De heer Lauwers heeft het woord.

De heer Lauwers, voorzitter van de VU-fractie : Mijnheer de voorzitter, twee dagen geleden hebben wij in het Parlement ter zake een boeiende discussie gevoerd. Op een aantal van mijn vragen heb ik van minister Tobback en enkele vrouwelijke ministers een antwoord gekregen.

Is er werkelijk een wettelijk initiatief nodig ? Een aantal juridische argumenten pleiten daartegen. Men kan zich afvragen of, door deze materie te institutionaliseren, het sekseverschil niet een te groot politiek gewicht krijgt. Er zijn ook argumenten die vóór pleiten en ik denk niet zozeer aan het argument dat mannen moeten worden gedwongen om meer vrouwen op hun lijst te zetten. Al wie met gemeenteraden bezig is, beseft dat de jongste maanden nog nooit zoveel mannen op zoek zijn geweest naar jonge vrouwen voor de samenstelling van hun lijst. Ik meen niet dat dat noodzakelijk is. Het is wel een argument dat aantoon-

Lauwers

er wellicht een kunstmatige, geforceerde ingreep nodig is.

Toch merk ik dat de vrouwen onderling het niet altijd eens zijn, zowel over de te volgen strategie als over de vraag of dit wetsontwerp al dan niet voldoende ver gaat. Het feit dat de vrouwen zich om diverse redenen onderling verdeeld opstellen, maakt het mij gemakkelijk om te zeggen dat mijn fractie zich om diverse redenen zal onthouden.

Le **président** : La parole est à Mme de T'Serclaes.

Mme de T'Serclaes (PSC) : Monsieur le président, le gouvernement, dans sa déclaration, s'était engagé à prendre des initiatives afin d'encourager une meilleure participation des femmes à la décision politique. Le projet qui nous est présenté a l'énorme mérite de passer du discours à la réalité.

Certes, ce n'est pas le projet tel que nous l'aurions souhaité. Le PSC a en effet soutenu le projet tel qu'il avait été élaboré dans un premier temps par le gouvernement et qui prévoyait non seulement un maximum de 2/3 de candidats du même sexe sur les listes, mais aussi 1/3 de candidates en ordre utile.

Le projet que nous sommes appelés à voter aujourd'hui, même s'il ne prévoit que 1/4 de candidates à court terme, enclenche une dynamique nouvelle que nous appuyons. Il considère un meilleur équilibre entre hommes et femmes dans la vie politique comme un objectif politique à atteindre et il s'en donne les moyens. Ce n'est pas une simple déclaration d'intentions. Des sanctions existent dans le texte.

Si ce projet constitue une avancée importante pour une meilleure participation des femmes à la vie politique, il ne résoudra évidemment pas tout. Mais le chemin est tracé et le signal politique est clair.

De **voorzitter** : De heer L. Peeters heeft het woord.

De heer L. Peeters (SP) : Mijnheer de voorzitter, collega's, over dit onderwerp werd al heel wat gesproken. In het verleden kwamen ter zake reeds tal van goede bedoelingen tot uiting. Inderdaad, er hadden al heel wat acties en sensibiliseringscampagnes plaats, wat echter niet tot resultaten heeft geleid.

Wij hebben voor een andere weg gekozen, namelijk voor de structurele aanpak, waarbij quota in de wet worden opgenomen en vrouwen kansen kunnen krijgen in de politiek.

Dit ontwerp is een compromis. Wij waren bereid ter zake verder te gaan. In het debat heb ik trouwens gepleit om deze actie voort te zetten en om na de eerstkomende gemeenteraadsverkiezing een evaluatie te maken.

Het zou immers een ideale positie zijn en ook de politieke agenda zou er baat bij hebben mochten wij tot een 50/50-verhouding komen.

De **voorzitter** : Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 6)

Oui	108	Ja
Non	67	Nee
Abstentions	14	Onthoudingen
Total	189	Totaal

Par conséquent la Chambre adopte le projet de loi, qui sera transmis au Sénat.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

Motifs d'abstention ?

Redenen van onthouding ?

M. Minet (PS) : Monsieur le président, dans cette grave question, j'ai sollicité l'avis de mon second chef de groupe qui, en l'occurrence, est mon épouse. Elle s'est trouvée très humiliée par toute forme de quota la con-

cernant. Je dois évidemment tenir compte de l'avis de mon chef de groupe à la Chambre. Par conséquent, je me suis abstenu.

M. Bertouille (PRL) : Monsieur le président, j'ai pairé avec M. François Dufour.

De heer Pierco (VLD) : Ik heb mij onthouden, mijnheer de voorzitter, omdat ik een stemafpraak heb met de heer Marsoul.

Le **président** : L'ordre du jour appelle le vote sur les amendements et articles réservés du projet de loi modifiant la loi du 23 mars 1989 relative à l'élection du Parlement européen et portant exécution de la directive du Conseil des Communautés européennes n° 93/109/CE du 6 décembre 1993. (1354/1 à 4)

Aan de orde is de stemming over de aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp tot wijziging van de wet van 23 maart 1989 betreffende de verkiezing van het Europees Parlement en tot uitvoering van richtlijn nr 93/109/EG dd. 6 december 1993 van de Raad van de Europese Gemeenschappen. (1354/1 tot 4)

In stemming komt amendement nr 6 van de heer Van Hauthem tot invoering van een artikel 7bis (nieuw). Nous votons sur l'amendement n° 6 de M. Van Hauthem tendant à insérer un article 7bis (nouveau). (1354/4)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 7)

Oui	13	Ja
Non	163	Nee
Abstentions	9	Onthoudingen
Total	185	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté.

voorzitter

Dientengevolge is het amendement verworpen.

De heer **Ramoudt** (VLD) : Ik wou "nee" stemmen.

De **voorzitter** : In stemming komt amendement nr 7 van de heer Van Hauthem tot invoeging van een artikel 7ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 7 de M. Van Hauthem tendant à insérer un article 7ter (nouveau). **(1354/4)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (*Ja*)

(*vote/stemming 7*)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 1 van de heer Van Vaerenbergh op artikel 10.

Nous votons sur l'amendement n° 1 de M. Van Vaerenbergh à l'article 10. **(1354/3)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*stemming/vote 8*)

<i>Oui</i>	7	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	141	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	39	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	187	<i>Totaal</i>

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 10 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 10 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 2 van de heer Van Vaerenbergh op artikel 13.

Nous votons sur l'amendement n° 2 de M. Van Vaerenbergh à l'article 13. **(1354/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (*Ja*)

(*vote/stemming 8*)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 13 adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 13 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 3 van de heer Van Vaerenbergh tot invoeging van een artikel 13bis (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 3 de M. Van Vaerenbergh tendant à insérer un article 13bis (nouveau). **(1354/3)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*stemming/vote 9*)

<i>Oui</i>	43	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	144	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	3	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	190	<i>Totaal</i>

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Dientengevolge is het amendement verworpen.

M. **Bertouille** (PRL) : Je voulais voter "non".

De **voorzitter** : In stemming komt amendement nr 4 van de heer Van Vaerenbergh tot invoeging van een artikel 13ter (nieuw).

Nous votons sur l'amendement n° 4 de M. Van Vaerenbergh tendant à insérer un article 13ter (nouveau). **(1354/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (*Ja*)

(*vote/stemming 9*)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 5 van de heer Van Vaerenbergh op artikel 14.

Nous votons sur l'amendement n° 5 de M. Van Vaerenbergh à l'article 14. **(1354/3)**

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (*Oui*)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (*Ja*)

(*vote/stemming 9*)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 14 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 14 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 8 van de heer Bertouille op artikel 15.

Nous votons sur l'amendement n° 8 de M. Bertouille à l'article 15. **(1354/4)**

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(*stemming/vote 10*)

<i>Oui</i>	38	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	122	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	26	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	186	<i>Totaal</i>

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 15 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 15 aangenomen.

président

L'ordre du jour appelle le **vote sur l'ensemble du projet de loi**.

Aan de orde is de **stemming over het geheel van het wetsontwerp**.

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ?

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

De heer Van Vaerenbergh heeft het woord.

De heer **Van Vaerenbergh** (VU) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, hoewel mijn fractie voor Europa is, zal de Volksunie dit wetsontwerp niet goedkeuren en wel om drie redenen.

Ten eerste, dit ontwerp brengt de taalwetgeving in gevaar omdat de federale wetgever niet langer bevoegd is voor de taalwetgeving inzake bestuurszaken.

Ten tweede, dit ontwerp druist in tegen de door de Vlaamse Raad goedgekeurde resolutie. Deze resolutie vraagt dat de buitenlander belastingen zou betalen in het land waar hij verkozen wil worden en dat hij de streektaal voldoende beheerst.

Ten derde, dit ontwerp bevat een aantal technische problemen. De Volksunie is voorstander van het systeem-Niemayer in plaats van het systeem-d'Hondt.

De **voorzitter** : De heer Van Hauthem heeft het woord.

De heer **Van Hauthem** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren, het Vlaams Blok zal dit wetsontwerp niet goedkeuren.

Ten eerste, de wijze waarop dit wetsontwerp behandeld wordt, toont eens te meer aan hoe de wetgevende macht in dit land werkt. Dit ontwerp maakt het mogelijk dat de onderdanen van de Europese Unie bij de komende Europese verkiezingen kunnen stemmen. De omzendbrief die de gemeenten ter zake ontvangen hebben, dateert echter van 7 februari 1994. Mocht dit ontwerp vandaag

niet worden goedgekeurd, dan was al het werk een maat voor niets geweest.

Ten tweede, het Vlaams Blok blijft zich verzetten tegen de toekenning van stemrecht aan niet-Belgen. Dit ontwerp is bovendien ongrondwettig.

Ten derde, dit ontwerp zet niet alleen de deur open voor een pleidooi voor stemrecht voor alle vreemdelingen maar ook voor de toekenning van stemrecht aan Europese onderdanen voor de gemeenteraadsverkiezingen. Deze mogelijkheid is een ernstige bedreiging voor het Nederlandstalig karakter van Vlaams Brabant.

Ten slotte, mijn fractie is bijzonder teleurgesteld dat geen enkele Vlaamse partij ons amendement gesteund heeft om het gebied, waar zowel Nederlands- als Franstalige lijsten worden ingediend, te beperken van Brussel-Halle-Vilvoorde tot Brussel. Het amendement voor een rechtvaardiger zetelverdeling van 14/10 naar 15/9 werd evenmin gesteund.

Om al deze redenen zal het Vlaams Blok dit wetsontwerp niet goedkeuren.

Le **président** : La parole est à M. Clerfayt.

M. **Clerfayt**, président du groupe FDF-PPW : Monsieur le président, nous nous réjouissons du vote de ce projet de loi qui constitue le premier pas dans la voie de la concrétisation de la citoyenneté européenne. Nous regrettons cependant que le dépôt du projet de loi ait eu lieu si tardivement et surtout que le gouvernement n'ait pas fait suffisamment d'information et de publicité en direction des ressortissants des pays de l'Union européenne pour les inciter à s'inscrire. Il semblerait qu'à peine 1% des plus de 400.000 personnes visées ait fait à temps la démarche.

C'est évidemment très regrettable ; cela tient sans doute au peu d'engagement européen manifesté notam-

ment par le ministre de l'Intérieur lui-même.

Nous déplorons les manoeuvres des partis flamands dans le but de reporter à l'an 2000 l'application de ce droit de vote des Européens pour les élections communales. De même, nous déplorons les revendications formulées par certains partis flamands visant à conditionner l'octroi de ce droit de vote à différentes mesures telles que fournir la preuve de la connaissance du néerlandais. C'est tout à fait contraire aux règles et aux principes du suffrage universel ; c'est contraire également aux principes démocratiques de l'Europe et aux principes de la citoyenneté européenne.

J'ose espérer que le gouvernement, qui se prétend européen et qui veut être un modèle en Europe sur ce terrain, ne suivra pas cette proposition et fera en sorte que la réputation de la Belgique ne soit nullement entâchée par suite de dispositions inadmissibles au regard des principes de la citoyenneté européenne.

De **voorzitter** : Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 11)

Oui	171	Ja
Non	11	Nee
Abstentions	10	Onthoudingen
Total	192	Totaal

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

M. **Y. Harmegnies** (PS) : J'ai voté "oui", monsieur le président.

Le **président** : Il en est pris acte.

président

L'ordre du jour appelle les votes sur les amendements et les articles réservés du projet de loi relatif au droit d'auteur, aux droits voisins et à la copie d'oeuvres sonores et audiovisuelles. (473/1 à 38)

Aan de orde zijn de stemmingen over de aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp betreffende het auteursrecht, de naburige rechten en het kopiëren van geluids- en audiovisuele werken. (473/1 tot 38)

In stemming komt amendement nr 309, eerste deel, van mevrouw Stengers op artikel 3.

Nous votons sur l'amendement n° 309, première partie, de Mme Stengers à l'article 3. (473/35)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 12)

Oui	62	Ja
Non	118	Nee
Abstentions	5	Onthoudingen
Total	185	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Dientengevolge is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 309, tweede deel, van mevrouw Stengers op artikel 3.

Nous votons sur l'amendement n° 309, deuxième partie, de Mme Stengers à l'article 3. (473/35)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en het artikel 3 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 314 van mevrouw Stengers op artikel 12.

Nous votons sur l'amendement n° 314 de Mme Stengers à l'article 12. (473/36)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 12 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en het artikel 12 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 310, eerste deel, van mevrouw Stengers op artikel 13.

Nous votons sur l'amendement n° 310, première partie, de Mme Stengers à l'article 13. (473/35)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté.

Bijgevolg is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 310, tweede deel, van mevrouw Stengers op artikel 13.

Nous votons sur l'amendement n° 310, deuxième partie, de Mme Stengers à l'article 13. (473/35)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 13 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en het artikel 13 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 194 van mevrouw Stengers op artikel 26.

Nous votons sur l'amendement n° 194 de Mme Stengers à l'article 26. (473/21)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 26 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en het artikel 26 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 311 van mevrouw Stengers op artikel 32.

Nous votons sur l'amendement n° 311 de Mme Stengers à l'article 32. (473/35)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 32 est adopté.

Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 32 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 205 van mevrouw Stengers op artikel 35.

Nous votons sur l'amendement n° 205 de Mme Stengers à l'article 35. (473/22)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

président

(vote/stemming 12)

En conséquence l'amendement est rejeté et l'article 35 est adopté. Bijgevolg is het amendement verworpen en artikel 35 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 316 van de regering op artikel 47. Nous votons sur l'amendement n° 316 du gouvernement à l'article 47. (473/38)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 13)

Oui	162	Ja
Non	25	Nee
Abstentions	4	Onthoudingen
Total	191	Totaal

En conséquence, l'amendement est adopté. L'article ainsi amendé est adopté.

Dientengevolge is het amendement aangenomen. Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen. (473/39)

In stemming komt amendement nr 271 van mevrouw Stengers op artikel 56.

Nous votons sur l'amendement n° 271 de Mme Stengers à l'article 56. (473/31)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 14)

Oui	63	Ja
Non	124	Nee
Abstentions	5	Onthoudingen
Total	192	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté.

Dientengevolge is het amendement verworpen.

In stemming komt amendement nr 313 van mevrouw Dillen op artikel 56.

Nous votons sur l'amendement n° 313 de Mme Dillen à l'article 56. (473/31)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 15)

Oui	20	Ja
Non	141	Nee
Abstentions	28	Onthoudingen
Total	189	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 56 est adopté. Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 56 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 272 van mevrouw Stengers op artikel 58.

Nous votons sur l'amendement n° 272 de Mme Stengers à l'article 58. (473/31)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 16)

Oui	63	Ja
Non	123	Nee
Abstentions	5	Onthoudingen
Total	191	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 58 est adopté. Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 58 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 312 van de heer Coveliers op artikel 81.

Nous votons sur l'amendement n° 312 de M. Coveliers à l'article 81. (473/36)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 17)

Oui	188	Ja
Non	0	Nee
Abstentions	3	Onthoudingen
Total	191	Totaal

En conséquence, l'amendement est adopté.

Bijgevolg is het amendement aangenomen.

In stemming komt amendement nr 315 van de heren Coveliers en Landuyt en mevrouw Stengers op artikel 81.

Nous votons sur l'amendement n° 315 de MM. Coveliers et Landuyt et de Mme Stengers à l'article 81. (473/38)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 17)

En conséquence l'amendement est adopté. L'article ainsi amendé est adopté.

Dientengevolge is het amendement aangenomen. Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen. (473/39)

L'ordre du jour appelle le vote sur l'ensemble du projet de loi.

Aan de orde is de stemming over het geheel van het wetsontwerp.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

voorzitter

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ?

La parole est à Mme Stengers.

Mme **Stengers** (PRL) : Monsieur le président, le PRL se réjouit du bon aboutissement de ce projet de loi sur les droits d'auteur tellement attendu par tous les milieux artistiques. La discussion a demandé plus de 120 heures de travail à la commission de la Justice qui a été heureusement assistée par cinq experts.

Cependant le vote du PRL sera un vote d'abstention car un principe majeur que nous combattons demeure inscrit dans le projet, à savoir la création éventuelle d'un fonds culturel constitué par une partie des droits d'auteur, donc du salaire de l'auteur, de sa rémunération sur les copies privées. Il s'agit là d'un impôt déguisé que nous jugeons inacceptable.

Le **président** : La parole est à M. Simons.

M. **Simons** (ECOLO-AGALEV) : Monsieur le président, chers collègues, pendant un an et deux mois, la commission de la Justice a travaillé au projet de loi concernant les droits d'auteur.

Permettez-moi d'abord de me réjouir de l'aboutissement du présent projet de loi. Nous allons enfin disposer d'une loi moderne protégeant les auteurs et, par ailleurs, également respecter plusieurs directives européennes avant qu'elles deviennent obligatoires en droit belge.

Il a fallu revoir certaines dispositions votées au Sénat tout en garantissant l'équilibre fondamental issu des travaux des sénateurs. Il s'agissait évidemment de ne pas s'inscrire dans une législation établissant le *copyright* à l'américaine. C'est d'ailleurs pourquoi nous avons souhaité ne pas suivre le gouvernement quand celui-ci a proposé la notion d'"oeuvre dirigée".

Pour justifier le vote ECOLO-AGALEV, je ne soulignerai qu'un point essentiel, la définition de l'auteur selon laquelle "le titulaire originaire des droits d'auteur est la personne physique qui a créé l'oeuvre". Une telle précision peut sembler inutile. En réalité, elle est importante. Certes, une telle notion de l'auteur est implicite dans la loi vu la reconnaissance de droits moraux, la durée de protection calculée après la mort de l'auteur, etc. Toutefois, une définition légale permet d'exclure de façon définitive la possibilité pour des personnes morales de recueillir à titre originaire les droits. L'affirmation de ce principe condamne également la possibilité d'introduire à l'avenir un système d'"oeuvre dirigée" tel que voulu par certains amendements du gouvernement. Plus généralement, on éloigne le spectre du droit d'auteur industriel. Bref, cette disposition est celle qui, de la manière la plus éclatante, indique que l'on tourne le dos à la conception du *copyright* à l'américaine.

Cette loi est positive. Je vous invite à la voter favorablement et j'espère la voir aboutir très rapidement au Sénat.

De **voorzitter** : Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 18)

Oui	134	Ja
Non	0	Nee
Abstentions	57	Onthoudingen
Total	191	Totaal

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera transmis au Sénat.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

L'ordre du jour appelle les **votes sur les amendements et les articles réservés de la proposition de loi de M.**

De Clerck, Mme de T'Serclaes, MM. Mayeur, Simons, Mme Stengers et MM. Van Vaerenbergh et Verwilghen transposant en droit belge la directive européenne du 14 mai 1991 concernant la protection juridique des programmes d'ordinateur. (1071/1 à 8)

Aan de orde zijn de stemmingen over de aangehouden amendementen en artikelen van het wetsvoorstel van de heer De Clerck, mevrouw de T'Serclaes, de heren Mayeur, Simons, mevrouw Stengers en de heren Van Vaerenbergh en Verwilghen houdende omzetting in Belgisch recht van de Europese richtlijn van 14 mei 1991 betreffende de rechtsbescherming van computerprogramma's. (1071/1 tot 8)

In stemming komt amendement nr 3 van mevrouw Stengers op artikel 3.

Nous votons sur l'amendement n° 3 de Mme Stengers à l'article 3. (1071/2)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 19)

Oui	60	Ja
Non	125	Nee
Abstentions	5	Onthoudingen
Total	190	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 3 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 3 aangenomen.

In stemming komt amendement nr 21 van de regering op artikel 5.

Nous votons sur l'amendement n° 21 du gouvernement à l'article 5. (1071/8)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

voorzitter

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 20)

Oui	187	Ja
Non	1	Nee
Abstentions	2	Onthoudingen
Total	190	Totaal

En conséquence, l'amendement est adopté. L'article ainsi amendé est adopté.

Dientengevolge is het amendement aangenomen. Het aldus geamendeerde artikel wordt aangenomen. (1071/9)

In stemming komt amendement nr 22 van de regering op artikel 9.

Nous votons sur l'amendement n° 22 du gouvernement à l'article 9. (1071/8)

Peut-on considérer que le résultat du vote précédent est valable pour celui-ci ? (Oui)

Mag de uitslag van de vorige stemming ook gelden voor deze stemming ? (Ja)

(vote/stemming 20)

En conséquence l'amendement est adopté et l'article 9 ainsi amendé est adopté.

Bijgevolg is het amendement aangenomen en het aldus geamendeerde artikel 9 aangenomen. (1071/9)

L'ordre du jour appelle le **vote sur l'ensemble de la proposition de loi.**

Aan de orde is de **stemming over het geheel van het wetsvoorstel.**

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ? (Non)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ? (Nee)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 21)

Oui	171	Ja
Non	0	Nee

Abstentions	19	Onthoudingen
Total	190	Totaal

En conséquence, la Chambre adopte la proposition de loi. Elle sera transmise au Sénat.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsvoorstel aan. Het zal aan de Senaat worden overgezonden.

L'ordre du jour appelle le **vote sur l'ensemble du projet de loi modifiant la loi du 30 juillet 1981 tendant à réprimer certains actes inspirés par le racisme ou la xénophobie.** (1294/3)

Aan de orde is de **stemming over het geheel van het wetsontwerp houdende wijziging van de wet van 30 juli 1981 tot bestraffing van bepaalde door racisme of xenofobie ingegeven daden.** (1294/3)

Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ?

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ?

La parole est à M. Duquesne.

M. Duquesne (PRL) : Monsieur le président, chers collègues, pour lutter contre le racisme et la xénophobie il faut utiliser des moyens adéquats.

Tout d'abord, bien sûr, l'éducation.

Ensuite, éviter de laisser se dégrader certaines situations, comme un afflux incontrôlé de faux réfugiés politiques, les concentrations déraisonnables d'étrangers ou encore des manifestations intolérables d'intégrisme, ce qui provoque des réactions de ras le bol de beaucoup de Belges qui finissent par se sentir étrangers chez eux.

La répression ne peut être qu'un remède ultime et encore faut-il s'entendre sur ce que sont vraiment le racisme et la xénophobie.

Il n'est pas interdit, au contraire, d'avoir un avis sur une politique réaliste d'immigration et de l'exprimer, d'exercer son esprit critique à l'égard des comportements douteux, tant des étrangers que des Belges, ou encore de conserver la capacité et le droit de sourire sans intention méchante. La défense de valeurs ne

peut être confondue avec une forme, même bien intentionnée, de terrorisme.

La philosophie de la proposition est contestable pour plusieurs raisons.

1. Prévoir une aggravation des peines de manière symbolique c'est se donner bonne conscience à bon marché. A contrario il serait inadmissible pour des raisons symboliques de vouloir trouver des coupables à tout prix et de prononcer sans raison des peines exemplaires.

2. Aucune étude sérieuse n'indique une aggravation de la délinquance de ce type ni que les autorités judiciaires feraient preuve de laxisme. Ce qui est vrai, c'est que les parquets manquent de moyens.

3. Certains concepts utilisés sont vagues ou dangereux : la définition de la discrimination, la suppression de la condition de publicité, la quasi présomption en matière de location d'immeuble ou d'emploi, la suppression de l'intention méchante. Tout cela crée l'insécurité juridique et, dans le fond, pourrait apparaître comme une forme de racisme à rebours.

4. Il n'est pas justifié de prévoir l'aggravation des peines à l'égard des forces de police comme si elles manquaient de manière systématique à leur devoir. C'est un bon moyen pour les décourager une fois de plus.

5. Enfin, rien ne justifie le privilège donné aux syndicats pour les poursuites, comme s'ils étaient plus dignes que d'autres ou plus aptes que le parquet à faire leur devoir dans la lutte contre le racisme ou la xénophobie.

Nous ne voterons donc pas ce projet inefficace, symbolique mais à bon marché et dangereux dans certaines de ses dispositions.

Par contre, nous continuerons à combattre avec conviction, sans démagogie et de manière réaliste et efficace, pour les droits de l'homme.

De **voorzitter** : De heer Coveliers heeft het woord.

De heer **Coveliers** (VLD) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, ik zal in twee minuten trachten te resumeren wat wij gisteren in een vrij interessant debat reeds hebben kunnen zeggen. De basisidee van de bestrijding van het racisme en de discriminatie lijkt mij evident voor ieder democraat. Dit wil zeggen dat "non-discriminatie" de norm moet zijn in een democratische samenleving. De vraag is alleen hoe wij die norm kunnen formuleren en bevorderen. Indien dan zou blijken dat die norm is geformuleerd en bevorderd, kan men zich afvragen hoe men een overtreding van die norm eventueel kan sanctioneren.

Rekening houdend met een vorm van latent racisme, dat zeer duidelijk bij zeer velen heerst, moeten wij er in de eerste plaats voor zorgen dat de norm wordt geformuleerd. Eigenlijk is dit tot nu toe onvoldoende gebeurd. Men zal de eventuele normovertreding nu bestrijden via het strafrecht. Dit strafrecht bevat evenwel geen ethische waarde en kan dan ook onmogelijk een normbevestiging inhouden. Integendeel, het is onmogelijk het strafrecht en meer bepaald de gevangenisstraf toe te passen op bepaalde racistische uitingen. Die evaluatie had men moeten maken op basis van de wet van 1981. Het zijn niet het parket of de politiediensten die hebben gefaald in de normbevestiging maar wel de maatschappij. Door de toepassing van deze wet zullen normbewuste mensen die voor dit ene aspect de wet overtreden, worden gestraft, terwijl andere normovertreders niet worden gesanctioneerd. Om die reden zullen wij tegen deze wet stemmen.

De **voorzitter** : De heer Dewinter heeft het woord.

De heer **Dewinter** (VL.BLOK) : Mijnheer de voorzitter, het Vlaams Blok zal tegen deze wet stemmen, omdat wij van mening zijn dat het een ondemocratische en - laten we eerlijk zijn - antidemocratische wet is.

Het is een antidemocratische wet omwille van het feit dat de bewijslast wordt omgedraaid en de positieve discriminatie van vreemdelingen inzake tewerkstelling wordt ingevoerd. Het is vooral een antidemocratische wet omdat geen rekening wordt gehouden met de mening van de meerderheid van de bevolking, maar wel, zoals steeds in deze ivoren toren, met het standpunt van een kleine lobby in het Parlement, die veel macht heeft, meer bepaald de multiraciale en antiracistische lobby, die vooral drijft op het werk en het enthousiasme van het socialisme en van de SP, die in het antiracisme de vluchtheuvel heeft gevonden - na het failliet van het marxisme en het communisme - om haar beweging levend te houden en, voor zover dat nog kan, nieuw leven in te blazen.

Het Vlaams Blok vertolkt hier het standpunt van de zwijgende massa die nu te maken krijgt met het invoeren van een opiniedelict. Het wordt verboden luidop te zeggen dat men achter de idee van het "eigen volk eerst", "werk voor het eigen volk eerst" en "sociale huisvesting voor het eigen volk eerst" staat. Het wordt verboden luidop te zeggen dat men voor het eigen volk eerst opkomt. Kortom, de inquisitie wordt opnieuw ingevoerd. De inquisitie werd eertijds gevoerd door de paters dominicanen : - het kan geen toeval zijn dat de voorzitter van het Centrum voor Gelijke kansen en Racismebestrijding een dominicaan, pater Leman is. De inquisitie wordt opnieuw ingevoerd tegen een politieke stroming die steeds belangrijker wordt in ons land, die men met deze wet wil beknotten en het recht op vrije meningsuiting wil afnemen.

Mijnheer de voorzitter, deze wet is geen antiracistische wet. Het is een racistische wet die het anti-Vlaams racisme, het racisme tegen het eigen volk wil invoeren. Een dergelijk racistische wet tegen het eigen volk zullen wij nooit goedkeuren.

De **voorzitter** : De heer Colla heeft het woord.

De heer **Colla**, voorzitter van de SP-fractie : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, de fundamentele pijlers van een democratisch systeem zijn verdraagzaamheid en vrije meningsuiting. Een democratisch stelsel zou eigenlijk op elk ogenblik sterk genoeg moeten zijn om stromingen, die deze twee fundamentele pijlers willen ondermijnen en bijgevolg ook de democratie, over zich heen te laten gaan. Preventie is daarvoor noodzakelijk.

Vanaf het ogenblik dat sommigen om politieke en electorale redenen bewust inspelen op latent aanwezige racistische neigingen met het oog op het realiseren van een maatschappijbeeld met fascistische trekken, bevindt een democratisch stelsel zich echter in een toestand van wettelijke zelfverdediging. Op dat ogenblik zijn wij voorstander van wettelijke maatregelen die het racisme bestrijden en van een verscherping van de wet. Met dit ontwerp gebeurt dit. Wij zijn dan ook fier dat in dergelijke omstandigheden op ons het etiket kleeft het racisme op een duidelijke manier te willen bestrijden. Bijgevolg zullen we dit ontwerp ook goedkeuren.

De **voorzitter** : Mevrouw Merckx-Van Goey heeft het woord.

Mevrouw **Merckx-Van Goey** (CVP) : Mijnheer de voorzitter, dames en heren ministers, collega's, de CVP-fractie zal dit wetsontwerp goedkeuren.

Mijn fractie zal trouwens elk wetgevend initiatief ter bestrijding en vooral ter voorkoming van racisme en xenofobie goedkeuren. Elke vorm van racisme of discriminatie is uit den boze. De aanpassing van de wet Moureaux biedt perspectieven in de aanpak van het racisme en de xenofobie. De ruime definitie van het begrip discriminatie, de uitbreiding van het toepassingsgebied naar de woon- en de arbeidsmarkt, de uitbreiding van de strafbaarheid op inbreuken begaan in de privé-kring en de uitbreiding van de mogelijkheden om in rechte op te treden voor antiracistische verenigingen en syndicale

Merckx-Van Goeij

organisaties kunnen zeker een grotere effectiviteit van de wet in de hand werken.

De zwaardere straffen zijn een belangrijk signaal voor de samenleving, hoewel ze misschien geen rechtstreeks effect hebben op de vervolgingspolitiek. Toch zijn wij van mening dat de strafwet niet het enige of ultieme middel mag zijn om zichtbaar op te komen tegen elke vorm van rassenhaat of discriminatie. Opvoeden tot verdraagzaamheid is een kwestie van preventie die moet steunen op een beleid gericht op sensibilisering en educatieve en sociale begeleiding. Dat zijn de middelen waardoor de toepassing van deze wet slechts een noodrem kan vormen. Wij hopen dat het ontwerp ook op andere domeinen tot een levenshouding van non-discriminatie zal inspireren.

Le président : La parole est à M. Beaufays.

M. Beaufays (PSC) : Monsieur le président, il s'agit d'une réforme législative significative, qui est chargée de repères politiques essentiels pour notre démocratie. Il est heureux de voter ce texte quelques jours après la manifestation nationale qui a eu lieu dimanche dernier à Bruxelles, lorsque plusieurs milliers de citoyens ont dénoncé les dangers qu'encourt une société qui n'apporte pas de remède aux exclusions sociales.

La modification de la loi du 30 juillet 1981 vise à renforcer l'efficacité de la répression de certains actes inspirés par le racisme. Elle étend également le champ d'application de la loi aux domaines des relations de travail, de la fourniture d'un service, d'un bien ou de la jouissance de celui-ci.

Cet élargissement doit permettre de lutter en particulier contre les discriminations vécues en matière d'embauche, de licenciement ou de baux à loyer. Le législateur doit bien entendu, au travers des textes qu'il élabore, montrer les valeurs auxquelles il tient et que ce texte traduit. Ces

valeurs sont politiquement nobles et fondamentales.

On sait aussi par expérience qu'il ne suffit pas de proclamer des droits mais qu'il appartient aussi au législateur de mettre en place des mécanismes pour assurer la meilleure efficacité possible de ces droits. La réforme facilite l'accès à la justice des individus et des groupes pour faire réprimer des actes discriminatoires, ce qui est une très bonne chose. L'on peut parfois craindre cependant que cet accès ne déçoive parfois les justiciables intéressés s'ils devaient se heurter à des difficultés de preuve.

Si la réforme proposée a défini le terme même de discrimination en reprenant la définition de la Convention de New-York, elle n'a pas exclu de façon explicite les actions positives de son champ d'application. Il va de soi que le texte n'exclut pas les actions dites de discrimination positive en faveur de groupes objectivement ciblés. Qui oserait nier que pour rétablir l'équilibre de certains groupes ou de certaines situations, il faut accorder des mesures différenciées ? Le groupe PSC votera donc sans réserve ce projet de loi.

Le président : La parole est à M. Mayeur.

M. Mayeur (PS) : Monsieur le président, monsieur le ministre, chers collègues, quelques jours après l'importante manifestation qui a rassemblé de nombreux jeunes dans les rues de Bruxelles dimanche dernier pour condamner le racisme et toutes les formes d'exclusion, je me réjouis que nous votions aujourd'hui la réforme de la loi Moureaux de 1981 qui condamne les actes de racisme et de xénophobie et que nous considérions ces actes comme des délits devant être condamnés sévèrement et fermement.

Les étrangers qui vivent chez nous ou les Belges d'origine étrangère ne peuvent se voir refuser, en fonction de leur origine, l'accès à des droits qui doivent être les mêmes pour tous, des droits de bien-être et de bien vivre dans notre pays, comme le

droit à l'emploi ou à un logement décent.

Cette loi condamne toute forme de discrimination conformément à la définition des Nations unies, que cette discrimination soit le fait de Belges ou d'étrangers. A l'heure où, en Italie, des ministres fascistes s'apprêtent à entrer au gouvernement, nous rappelons que nous avons signé l'engagement des partis démocratiques de ne pas s'associer aux partis d'extrême droite - Vlaams Blok et Front National -, à quelque niveau de pouvoir que ce soit. A bon entendeur, salut !

Le président : La parole est à M. Matagne.

M. Matagne (FN/NF) : Monsieur le président, messieurs les ministres, chers collègues, examinons les raisons qui sont à l'origine de ce que vous appelez le racisme. La première est le laxisme de nos gouvernants qui n'ont pas fait respecter les conventions bilatérales.

La seconde, c'est l'attribution d'allocations sociales à des immigrés réfugiés politiques, supérieures à certaines pensions belges. Je vous rappelle que 487.000 pensionnés doivent vivre misérablement avec une pension inférieure à 16.000 francs par mois.

La troisième, c'est l'attribution de logements sociaux à de prétendus réfugiés politiques alors que des jeunes ménages belges qui ont le courage de fonder une famille se trouvent pendant des mois, voire des années, sur des listes d'attente.

La quatrième raison, c'est l'afflux incroyable de gens qui viennent spécialement dans nos hôpitaux pour se faire soigner.

Vous comprendrez dès lors quelle est la réaction de la masse du public.

De voorzitter : De heer Anciaux heeft het woord.

De heer Anciaux (VU) : Mijnheer de voorzitter, geachte collega's, niemand wordt met racistische neigin-

Anciaux

gen geboren. Naar mijn overtuiging zijn er ook weinig mensen racist. Te velen zetten er echter toe aan. Zelfs al is het aantal mensen dat onverdraagzaamheid predikt klein, toch is dit aantal altijd te groot. Zij misbruiken onze liberale grondwettelijke beginselen van vrijheid van mening en vrijheid van meningsuiting om misleidende stellingen te propageren die regelrecht tot rassenhaat leiden. De Volksuniefractie zal dan ook met overtuiging dit wetsontwerp goedkeuren. Het is hoognodig dat de straffen worden verzwaaard en dat het toepassingsgebied wordt uitgebreid. Op het vlak van het verhuren van woningen en van de werkgelegenheid bestaat er nog al te veel uitsluiting op basis van ras en huidskleur. Wij vinden het verkeerd dat de vakbonden de bevoegdheid krijgen om in rechte op te treden. Toch is deze foutieve beslissing niet van aard om onze mening over het geheel te wijzigen.

Deze wet zal het racisme van sommigen en de uitingen van rassenhaat niet uit de wereld helpen. Daarvoor is immers een mentaliteitswijziging nodig. Een mentaliteit wordt niet met wetten gewijzigd. De mentaliteit is een uiting van maatschappelijk gedrag. Onze dagelijkse attitude moet voldoende opiniemakers in staat stellen om de onverdraagzaamheid en de rassenhaat uit de wereld te helpen. Dit is ons aller verantwoordelijkheid. Wij zullen dit wetsontwerp met overtuiging goedkeuren.

Le **président** : La parole est à M. Moureaux.

M. **Moureaux** (PS) : Monsieur le président, je souhaiterais dire quelques mots, dans la mesure où j'ai eu l'honneur et le plaisir, il y a un peu plus de douze ans, de présenter le texte transformé en loi par le vote du parlement et la sanction royale.

A l'époque, j'avais eu le plaisir d'avoir obtenu le vote quasi unanime de la chambre des Représentants - je n'ai pas revérifié les textes. Au

Sénat, il y avait quelques oppositions.

Premier constat que je voudrais faire : les esprits ont fort évolué. Des groupes se sont introduits et nous savons ce qu'ils représentent comme danger pour la démocratie ; d'autres groupes, progressivement, ont peur et se sentent obligés de lentement se coucher devant eux. C'est un regret que je voulais exprimer.

Pour le reste, je vous dirai franchement que le texte proposé ne m'enthousiasme pas. Je ne suis pas convaincu qu'il soit réellement applicable. J'aurais préféré, et de loin, un texte qui aurait corrigé celui que j'avais proposé, sur le plan de l'efficacité en matière de répression de la propagande raciste.

Dans les circonstances actuelles, il me semble que ce serait une lâcheté de ne pas voter ce texte. Je le voterai donc.

Mais je voudrais conclure en rappelant à certains qui ont toujours voulu l'ignorer, y compris lors de ma première présentation de ce texte, ou qui font semblant de l'ignorer, que ce texte - ensemble de la loi et futurs amendements - protège tout le monde. Je vis dans une commune difficile où ces problèmes sont extrêmement graves et profonds ; depuis un an ou deux, les gens, dont certains croyaient que la loi ne protégeait qu'une partie de la population, commencent à découvrir qu'elle protège tout le monde.

D'ailleurs cette loi a déjà été utilisée récemment : le parquet a décidé de poursuivre sur base de cette loi une personne s'étant permis des propos racistes d'une gravité extrême à l'égard de Belges.

Je crois que les discriminations sont toutes scandaleuses dans un sens comme dans l'autre. Personnellement, ce que je demande et j'espère que la majorité de cette Chambre partage mon opinion, c'est que l'on protège tous les citoyens qui vivent légalement dans ce pays.

De **voorzitter** : Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 22)

Oui	130	Ja
Non	50	Nee
Abstentions	5	Onthoudingen
Total	185	Totaal

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

L'ordre du jour appelle les votes sur les amendements et les articles réservés du projet de loi organisant le vote automatisé. (1365/1 à 4)

Aan de orde zijn de stemmen over de aangehouden amendementen en artikelen van het wetsontwerp tot organisatie van de geautomatiseerde stemming. (1365/1 tot 4)

In stemming komt amendement nr 5 van de heer De Man op artikel 2.

Nous votons sur l'amendement n° 5 de M. De Man à l'article 2. (1365/4)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 23)

Oui	16	Ja
Non	147	Nee
Abstentions	19	Onthoudingen
Total	182	Totaal

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 2 adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 2 aangenomen.

Reden van onthouding ?

De heer **Lauwers** (VU) : Mijnheer de voorzitter, ik had een stemafpraak met minister Willockx.

De **voorzitter** : In stemming komt amendement nr 6 van de heer Van Hauthem op artikel 7.

Nous votons sur l'amendement n° 6 de M. Van Hauthem à l'article 7. (1365/4)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 24)

<i>Oui</i>	<i>10</i>	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	<i>161</i>	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	<i>10</i>	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	<i>181</i>	<i>Totaal</i>

En conséquence, l'amendement est rejeté et l'article 7 est adopté.

Dientengevolge is het amendement verworpen en artikel 7 aangenomen.

L'ordre du jour appelle le **vote sur l'ensemble du projet de loi**.

Aan de orde is de **stemming over het geheel van het wetsontwerp**.

Quelqu'un demande-t-il la parole pour une explication de vote ? (*Non*)
Vraagt iemand het woord voor een stemverklaring ? (*Nee*)

Begin van de stemming / Début du vote.

Heeft iedereen gestemd en zijn stem gecontroleerd ? / Tout le monde a-t-il voté et vérifié son vote ?

Einde van de stemming / Fin du vote.

Uitslag van de stemming / Résultat du vote.

(stemming/vote 25)

<i>Oui</i>	<i>166</i>	<i>Ja</i>
<i>Non</i>	<i>0</i>	<i>Nee</i>
<i>Abstentions</i>	<i>13</i>	<i>Onthoudingen</i>
<i>Total</i>	<i>179</i>	<i>Totaal</i>

En conséquence, la Chambre adopte le projet de loi. Il sera soumis à la sanction royale.

Bijgevolg neemt de Kamer het wetsontwerp aan. Het zal aan de Koning ter bekrachtiging worden voorgelegd.

GOEDKEURING VAN DE AGENDA ADOPTION DE L'AGENDA

De **voorzitter** : Wij moeten ons thans uitspreken over de ontwerp-agenda

die de conferentie van voorzitters u voorstelt.

Nous devons nous prononcer sur le projet d'ordre du jour que vous propose la conférence des présidents.

Geen opmerkingen ? (*Nee*) Het voorstel is aangenomen.

Pas d'observation ? (*Non*) La proposition est adoptée.

De vergadering is gesloten.

La séance est levée.

- De vergadering wordt gesloten om 19.07 uur. Volgende plenaire vergadering op donderdag, 21 april, om 10.00 uur.

- La séance est levée à 19.07 heures. Prochaine séance plénière le jeudi, 21 avril, à 10.00 heures.

ANNEXES

SEANCE PLENIERE JEUDI 31 MARS 1994

ANNEXE 1

Détail des votes nominatifs

Le résultat de chaque vote nominatif ainsi que les déclarations après vote figurent dans le corps du „Compte rendu analytique” et des „Annales parlementaires”

Vote nominatif n° 1
Naamstemming nr. 1

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Chevalier, Clerfayt, Cordeel, Cortois, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Duquesne, Gabriëls, Hazette, Kempinaire, Maingain, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Pierard, Pierco, Pivin, Platteau, Ramoudt, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, De Galan, Dehaene, Delizée, De Man, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detremmerie, de T'Serclaes, Dielens, Dupré, Eerdekens, Eyskens, Féaux, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Marsoul, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Sleenckx, Smet Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte,

BIJLAGEN

PLENAIRE VERGADERING DONDERDAG 31 MAART 1994

BIJLAGE 1

Detail van de naamstemmingen

De uitslag van elke naamstemming alsmede de verklaringen na sluiting van de stemming worden vermeld in het corpus van het „Beknopt Verslag” en van de „Parlementaire Handelingen”

Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Walry, Wathélet, Weckx, Willockx, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Barbé, Caudron, Coveliers, Daems, Dallons, Damseaux, Defeyt, Dejonckheere, Detienne, De Vlieghe, Dua, Geysels, Lauwers, Matagne, Morael, Sauwens, Simons, Standaert, Van Dienderen, Van Vaeckenbergh, Viscur, Vogels, Winkel.

Vote nominatif n° 2
Naamstemming nr. 2

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Bertrand, Beysen, Bril, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Draps, Duquesne, Gabriëls, Hazette, Kempinaire, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Pierard, Pierco, Pivin, Platteau, Ramoudt, Severin, Simonet, Stengers, Taelman, Van Mechelen, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Cauwen-

berghs, Charlier Guy, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dejonckheere, Delizée, De Man, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dewinter, Dielens, Dillen, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Léonard, Leysen, Lizin, Logist, Marsoul, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Bertouille, Caudron, Clerfayt, Daems, Damseaux, Lauwers, Maingain, Olaerts, Sauwens, Standaert, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 3

Naamstemming nr. 3

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Barbé, Brisart, Dallons, Defeyt, Dejonckheere, Detienne, De Vlieghe, Dua, Geysels, Morael, Simons, Van Dienderen, Viseur, Vogels, Winkel.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Ansoms, Baldewijns, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Cauwenberghs, Charlier Guy, Chevalier, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Damseaux, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, De Galan, De Groot, Dehaene, De Keersmaecker, Delizée, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detremmerie, de T'Serclaes, Devolder, Dewael, Dewinter, Dielens, Dillen, Draps, Dupré, Duquesne, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne,

Hostekint, Janssens, Kempinaire, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Marsoul, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pierco, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Tant, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Eetvelt, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Walry, Wathélet, Weckx, Wymeersch, Ylieff.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Bertouille, Caudron, Clerfayt, Daems, Lauwers, Maingain, Olaerts, Sauwens, Standaert, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 4

Naamstemming nr. 4

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Bertrand, Beysen, Bril, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Draps, Duquesne, Gabriëls, Hazette, Kempinaire, Kubla, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Pierard, Pierco, Pivin, Platteau, Ramoudt, Severin, Simonet, Taelman, Van Mechelen, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Cauwenberghs, Charlier Guy, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, De Man, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dewinter, Dielens, Dillen, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Marsoul, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael,

Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Bertouille, Caudron, Clerfayt, Daems, Damseaux, Lauwers, Maingain, Olaerts, Sauwens, Standaert, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 5
Naamstemming nr. 5

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Barbé, Brisart, Dallons, Defeyt, Dejonckheere, Detienne, De Vlieghe, Dua, Geysels, Morael, Simons, Van Dienderen, Viseur, Vogels, Winkel.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Ansoms, Baldewijns, Beaufays, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Bril, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Cauwenberghs, Charlier Guy, Chevalier, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, De Galan, De Groot, Dehaene, Delizée, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detremmerie, de T'Serclaes, Devolder, Dewael, Dewinter, Dielens, Dillen, Draps, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Marsoul, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pierco, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten,

Van der Sande, Vandeuren, Van Eetvelt, Van Hauthem, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Walry, Wathélet, Weckx, Wymeersch, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Bertouille, Caudron, Clerfayt, Daems, Lauwers, Maingain, Olaerts, Sauwens, Standaert, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 6
Naamstemming nr. 6

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Claes, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, De Galan, Dehaene, Dehousse, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detremmerie, de T'Serclaes, Dielens, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Mayeur, Merckx-Van Goey, Moors, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Sleenckx, Smet, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Walry, Wathélet, Weckx, Ylieff.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Barbé, Bertrand, Beysen, Bril, Brisart, Buisseret, Caubergs, Cheron, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, Dallons, de Clippele, De Decker, Defeyt, De Groot, Dejonckheere, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Detienne, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Dua, Duquesne, Gabriëls, Geysels, Hazette, Kempinaire, Kubla, Matagne, Michel, Morael, Neyts-Uyttebroeck, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Severin, Simonet, Simons, Spinnewyn, Standaert, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Dienderen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Viseur, Vogels, Winkel, Wymeersch.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Bertouille, Caudron, Clerfayt, Daems, Damseaux, Lauwers, Maingain, Minet, Olaerts, Pierco, Sauwens, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 7
Naamstemming nr. 7

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Buisseret, Caubergs, De Man, Dewinter, Dillen, Sénéca, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, De Maght-Aelbrecht, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dielens, Draps, Dua, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moraël, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Standaert, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstade, Verwilghen, Wymeersch.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Caudron, Daems, Lauwe, Olaerts, Pierco, Sauwens, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 8
Naamstemming nr. 8

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Caudron, Lauwers, Olaerts, Sauwens, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Draps, Dua, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moraël, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Stengers, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viscur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Annemans, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, De Groot, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Gabriëls, Kempinaire, Matagne, Neyts-Uyttebroeck, Pierco, Platteau, Ramoudt, Spinnewyn, Standaert, Taelman, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Vote nominatif n° 9
Naamstemming nr. 9

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Beysen.

Bril, Buisseret, Caubergs, Caudron, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, De Groot, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Gabriëls, Kempinaire, Lauwers, Neyts-Uyttebroeck, Olaerts, Platteau, Ramoudt, Sauwens, Spinnewyn, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertrand, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Draps, Dua, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquièrre, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Poncelet, Poty, Reynders, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Stengers, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Ylief.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Daems, Pierco, Standaert.

Vote nominatif n° 10
Naamstemming nr. 10

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Bertouille, Bertrand, Beysen, Brill, Clerfayt, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Deswaene, Devolder, Dewael, Draps, Duquesne, Gabriëls, Hazette, Kubla, Maingain, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reynders,

Severin, Simonet, Stengers, Taelman, Van Mechelen, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Ansoms, Baldewijns, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, De Galan, Dehaene, Dehousse, De Keersmaeker, Delizée, De Man, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detremmerie, de T'Serclaes, Dewinter, Dielens, Dillen, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Ghesquièrre, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Walry, Wathélet, Weckx, Wymeersch, Ylief.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Barbé, Brisart, Caudron, Cheron, Chevalier, Daems, Dallons, Damseaux, Decorte, Defeyt, Dejonckheere, Detienne, De Vlieghe, Dua, Geysels, Lauwers, Olaerts, Pierco, Sauwens, Standaert, Van Grembergen, Van Vaerenbergh, Viseur, Vogels, Winkel.

Vote nominatif n° 11

Naamstemming nr. 11

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brill, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, De Maght-Aelbrecht, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene,

Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dielens, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Standaert, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylieff.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Caubergs, De Man, Dewinter, Dillen, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Wymeersch.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Caudron, Daems, Lauwers, Namotte, Olaerts, Pierco, Sauwens, Van Grembergen, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 12

Naamstemming nr. 12

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Bertrand, Beysen, Bril, Caubergs, Caudron, Chevalier, Clerfayt, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoops, Kubla, Lauwers, Maingain, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Olaerts, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reynders, Sauwens, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé,

Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, Decorte, De Galan, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleeckx, Tant, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylieff.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Daems, Damseaux, Pierco, Standaert.

Vote nominatif n° 13

Naamstemming nr. 13

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertrand, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, De Man, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dewinter, Dielens, Dillen, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Namotte, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Poncelet.

Poty, Reynders, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hauthem, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Beysen, Bril, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, De Groot, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Gabriëls, Kempinaire, Matagne, Neyts-Uyttebroeck, Platteau, Ramoudt, Taelman, Van Mechelen, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Daems, Pierco, Standaard.

Vote nominatif n° 14
Naamstemming nr. 14

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Caudron, Chevalier, Clerfayt, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoops, Kubla, Lauwers, Maingain, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Olaerts, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reynders, Sauwens, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyné, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de

T'Serclaes, De Vlieghere, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Daems, Damseaux, Pierco, Standaard.

Vote nominatif n° 15
Naamstemming nr. 15

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Buisseret, Caubergs, Caudron, De Man, Dewinter, Dillen, Lauwers, Matagne, Olaerts, Sauwens, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertrand, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyné, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Batselier, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghere, Dielens, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Poncelet, Poty, Reynders, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans.

Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Stengers, Tant, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylief.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Beysen, Bril, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, De Groot, De Maght-Aelbrecht, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Gabriëls, Kempinaire, Neyts-Uyttebroeck, Pierco, Platteau, Ramoudt, Standaert, Taelman, Van Mechelen, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen.

Vote nominatif n° 16

Naamstemming nr. 16

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Caudron, Chevalier, Clerfayt, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoops, Kubla, Lauwers, Maingain, Matagne, Michel, Neyts-Uyttebroeck, Olaerts, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reynders, Sauwens, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaeerenbergh, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moraël, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Hecke, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van

dekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleeckx, Smet, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylief.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Daems, Damseaux, Pierco, Standaert.

Vote nominatif n° 17

Naamstemming nr. 17

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgeois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, De Maght-Aelbrecht, De Man, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dewinter, Dielens, Dillen, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moraël, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleeckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Hecke, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van

Vaerenbergh, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Wymeersch, Ylief.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Personne — Niemand

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Pierco, Standaert, Vankeirsbilck.

Vote nominatif n° 18
Naamstemming nr. 18

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Standaert, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylief.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Personne — Niemand

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Annemans, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Chevalier, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, Damseaux, de Clippele, De Decker, De Groot, De Man, Demeulenaere, Denys,

Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoop, Kubla, Matagne, Michel, Neyts-Uytbroeck, Pierard, Pierco, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reyniers, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Vote nominatif n° 19
Naamstemming nr. 19

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Caudron, Chevalier, Clerfayt, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Man, Demeulenaere, Denys, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoop, Kubla, Lauwers, Maingain, Michel, Neyts-Uytbroeck, Olaerts, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reyniers, Sauwens, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Coëme, Colla, Collart, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, De Mol, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathelet, Weckx, Winkel, Ylief.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Daems, Damseaux, Pierco, Standaert.

Vote nominatif n° 20

Naamstemming nr. 20

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Coveliers, Daems, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, De Man, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dewinter, Dielens, Dillen, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Neyts-Uyttebroeck, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandenriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Visseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Matagne.

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Pierco, Standaert.

Vote nominatif n° 21

Naamstemming nr. 21

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Buisseret, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caubergs, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, Dallons, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, De Man, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, De Mol, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dewinter, Dielens, Dillen, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Harmegnies Yvon, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Liénard, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simons, Sleenckx, Smet, Spinnewyn, Standaert, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandenriessche, Van den Eynde, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Grembergen, Van Hauthem, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verhofstadt, Verwilghen, Visseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Ont répondu non :

Tegen hebben gestemd :

Personne — Niemand

Se sont abstenus :

Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Damseaux, de Clippele, De Decker, Draps, Ducarme, Duquesne, Gol, Hazette, Knoops, Kubla, Matagne, Michel, Pierard, Pierco, Pivin, Reynders, Simonet, Stengers.

Vote nominatif n° 22

Naamstemming nr. 22

Ont répondu oui :

Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Ansoms, Baldewijns,

Barbé, Beaufays, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Dallons, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, Decorte, Defeyt, De Galan, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, Demeester-De Meyer, Demuyt, Derycke, Desmet, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Dielens, Dua, Dupré, Eyskens, Féaux, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Goutry, Grafé, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pinxten, Poncelet, Poty, Santkin, Sarens, Sauwens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Simons, Sleenckx, Smet, Standaert, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Yliff.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Bertrand, Beysen, Bril, Buisseret, Caubergs, Cordeel, Cortois, Coveliers, de Clippele, De Decker, De Groot, De Man, Demeulenaere, Denys, Deswaene, Devolder, Dewael, Dewinter, Dillen, Draps, Ducarme, Duquesne, Gabriëls, Gol, Hazette, Kempinaire, Knoops, Kubla, Matagne, Michel, Pierard, Pivin, Platteau, Ramoudt, Reynders, Severin, Simonet, Spinnewyn, Stengers, Taelman, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Mechelen, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Vautmans, Vergote, Verwilghen, Wymeersch.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Bertouille, Chevalier, Daems, Damseaux, Pierco.

Vote nominatif n° 23
Naamstemming nr. 23

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Annemans, Buisseret, Caubergs, Caudron, De Man, Dewinter, Dillen, Olaerts, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Van Vaerenbergh, Wymeersch.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Chevalier, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaecker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaecker, Delizée, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detremmerie, de T'Serclaes, Devolder, Dewael, Dielens, Draps, Ducarme, Dupré, Duquesne, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Sleenckx, Smet, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeuren, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verwilghen, Walry, Wathélet, Weckx, Yliff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Brisart, Cheron, Daems, Defeyt, Detienne, De Vlieghe, Dua, Geysels, Lauwers, Matagne, Morael, Pierco, Sauwens, Simons, Standaert, Van Dienderen, Viseur, Vogels, Winkel.

Vote nominatif n° 24
Naamstemming nr. 24

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Annemans, Buisseret, Caubergs, Dewinter, Dillen, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Les membres-De leden : Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt, Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cor-

deel, Cortois, Coveliers, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dehousse, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, Demuyt, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dielens, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nelis-Van Liedekerke, Nothomb, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simons, Sleenckx, Smet, Standaert, Stengers, Taelman, Tant, Taylor, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Poorten, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verwilghen, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Wymeersch, Ylieff.

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Anciaux, Caudron, Daems, De Man, Lauwers, Matagne, Olaerts, Pierco, Sauwens, Van Vaerenbergh.

Vote nominatif n° 25
Naamstemming nr. 25

Ont répondu oui :
Voor hebben gestemd :

Les membres-De leden : Anciaux, Ansoms, Baldewijns, Barbé, Beaufays, Bertouille, Bertrand, Beysen, Bossuyt,

Bourgeois, Bourgois, Breyne, Bril, Brisart, Brouns, Burgeon Colette, Burgeon Willy, Busquin, Canon, Caudron, Cauwenberghs, Charlier Guy, Charlier Philippe, Cheron, Chevalier, Claes, Clerfayt, Coëme, Colla, Corbisier-Hagon, Cordeel, Cortois, Coveliers, Daems, Dallons, Damseaux, De Batselier, De Bremaeker, De Clerck, de Clippele, Decorte, De Decker, Defeyt, De Galan, De Groot, Dehaene, Dejonckheere, De Keersmaeker, Delizée, Demeester-De Meyer, Demeulenaere, Demuyt, Denys, Derycke, Desmet, Deswaene, Detienne, Detremmerie, de T'Serclaes, De Vlieghe, Devolder, Dewael, Dielens, Draps, Dua, Ducarme, Dupré, Duquesne, Féaux, Gabriëls, Gehlen, Geysels, Ghesquière, Gilles, Gol, Goutry, Grimberghs, Hancké, Harmegnies Marc, Hazette, Henry, Hiance, Hollogne, Hostekint, Janssens, Kempinaire, Knoops, Kubla, Landuyt, Langendries, Lauwers, Lebrun, Léonard, Leysen, Lisabeth, Lizin, Logist, Maingain, Matagne, Mayeur, Merckx-Van Goey, Michel, Minet, Moors, Morael, Moureaux, Nothomb, Olaerts, Olivier, Peeters Jan, Peeters Leo, Perdieu, Pierard, Pinxten, Pivin, Platteau, Poncelet, Poty, Ramoudt, Reynders, Santkin, Sarens, Saulmont, Schellens, Schuermans, Sénéca, Severin, Simonet, Simons, Sleenckx, Smet, Standaert, Stengers, Taelman, Tant, Thissen, Tomas, Vande Lanotte, Van den Bossche, Vandenbroucke, Vandendriessche, Van der Maelen, Van der Sande, Vandeurzen, Van Dienderen, Van Eetvelt, Van Hecke, Vankeirsbilck, Vanleenhove, Van Looy, Van Mechelen, Van Parys, Van Peel, Van Rompuy, Van Vaerenbergh, Vanvelthoven, Vautmans, Vergote, Verwilghen, Viseur, Vogels, Walry, Wathélet, Weckx, Winkel, Ylieff.

Ont répondu non :
Tegen hebben gestemd :

Personne — Niemand

Se sont abstenus :
Hebben zich onthouden :

Les membres-De leden : Annemans, Buisseret, Cauwbergs, De Man, Dewinter, Dillen, Pierco, Spinnewyn, Van den Eynde, Van Hauthem, Van Nieuwenhuysen, Van Overmeire, Wymeersch.

ANNEXE 2

Interpellation

Demande

M. Spinnewyn au ministre de la Défense nationale sur
“l’achat de radios pour les véhicules blindés d’infanterie”

BIJLAGE 2

Interpellatie

Verzoek

de heer Spinnewyn tot de minister van Landsverdediging
over “de aankoop van radio's voor infanterie-pantserwa-
gens”

ANNEXE 3

Propositions

Prise en considération

1. Proposition de loi (MM. Goutry, Vandendriessche et Vandeurzen) fixant le statut social des soignants à domicile occasionnels, n° 1355/1.

Renvoi à la commission des Affaires sociales.

2. Proposition de résolution (M. Van Nieuwenhuysen) relative à l'adaptation des suppléments d'âge octroyés dans le régime des allocations familiales, n° 1356/1.

Renvoi à la commission des Affaires sociales.

3. Proposition de loi (M. Breyne) relative au recouvrement et au contentieux en matière de taxes provinciales et locales, n° 1357/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

4. Proposition de loi (M. Van der Poorten) modifiant la loi du 1er avril 1971 portant création d'une Régie des bâtiments, n° 1360/1.

Renvoi à la commission de l'Infrastructure.

5. Proposition de loi (M. Landuyt) complétant le code civil en ce qui concerne les règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur en vue d'instaurer un loyer maximum, n° 1362/1.

Renvoi à la commission de la Justice.

BIJLAGE 3

Voorstellen

Inoverwegingneming

1. Wetsvoorstel (de heren Goutry, Vandendriessche en Vandeurzen) houdende het sociaal statuut van de informele thuisverzorger, nr 1355/1.

Verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken.

2. Voorstel van resolutie (de heer Van Nieuwenhuysen) betreffende de aanpassing van de leeftijdsbijslagen van het kindergeld, nr 1356/1.

Verzonden naar de commissie voor de Sociale Zaken.

3. Wetsvoorstel (de heer Breyne) betreffende de invordering en de geschillen ter zake van provinciale en plaatselijke belastingen, nr 1357/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

4. Wetsvoorstel (de heer Van der Poorten) tot wijziging van de wet van 1 april 1971 houdende oprichting van een Regie der Gebouwen, nr 1360/1.

Verzonden naar de commissie voor de Infrastructuur.

5. Wetsvoorstel (de heer Landuyt) tot aanvulling van de regels van het burgerlijk wetboek betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder om een maximumhuurprijs in te stellen, nr 1362/1.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie.

6. Proposition de loi (MM. Marsoul, Desmet, Brouns, Goutry, Taylor, Van Looy et Olivier) relative aux loyers et à la durée des baux afférents à la résidence principale du preneur, n° 1363/1.

Renvoi à la commission de la Justice.

7. Proposition de déclaration (MM. Van der Maelen, Hostekint et Vande Lanotte) de révision des articles 31, 59, 74, 2°, 103, 104, 111, 120, 125, 126 et 147, deuxième alinéa de la Constitution, n° 1364/1.

Renvoi à la commission de Révision de la Constitution, des Réformes institutionnelles et du Règlement des Conflits.

8. Proposition de loi (M. Landuyt) relative à l'expiration et à la résiliation du bail afférent à un logement familial, n° 1366/1.

Renvoi à la commission de la Justice.

9. Proposition de résolution (MM. Jan Peeters et Lisabeth) relative au renforcement du contrôle démocratique sur les marchés publics importants de travaux, de fournitures et de services, n° 1367/1.

Renvoi à la commission des Finances.

10. Proposition de loi (Mme Burgeon) modifiant l'article 5 des règles particulières aux baux relatifs à la résidence principale du preneur, n° 1369/1.

Renvoi à la commission de la Justice.

11. Proposition de loi (M. Michel et consorts) visant à neutraliser les effets du vote en case de tête aux élections législatives et provinciales, n° 1370/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

12. Proposition de loi (M. Landuyt) de réforme du Comité supérieur de contrôle, n° 1371/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

13. Proposition de loi (M. Reynders) relative au report de l'entrée en vigueur des dispositions, relatives aux écotaxes, de la loi ordinaire du 16 juillet 1993 visant à achever la structure fédérale de l'État, n° 1372/1.

Renvoi à la commission des Finances.

14. Proposition de loi (MM. Cauwenberghs, Michel, Marc Harmegnies, Leo Peeters et Philippe Charlier) visant le contrôle des communications gouvernementales fédérales, n° 1384/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

15. Proposition de loi (M. Leo Peeters) modifiant le Code électoral en ce qui concerne le vote par procuration pour l'élection du Parlement européen, n° 1385/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

6. Wetsvoorstel (de heren Marsoul, Desmet, Brouns, Goutry, Taylor, Van Looy en Olivier) betreffende de duur en de prijs van huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder, nr 1363/1.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie.

7. Voorstel van verklaring (de heren Van der Maelen, Hostekint en Vande Lanotte) tot herziening van de artikelen 31, 59, 74, 2°, 103, 104, 111, 120, 125, 126 en 147, tweede lid, van de Grondwet, nr 1364/1.

Verzonden naar de commissie voor de Herziening van de Grondwet, voor de Institutionele Hervormingen en voor de Regeling van Conflicten.

8. Wetsvoorstel (de heer Landuyt) betreffende de beëindiging en de opzeg van de huur van gezinswoningen, nr 1366/1.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie.

9. Voorstel van resolutie (de heren Jan Peeters en Lisabeth) betreffende de versterking van de democratische controle op belangrijke overheidsopdrachten voor aannemingen van werken, leveringen en diensten, nr 1367/1.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën.

10. Wetsvoorstel (mevrouw Burgeon) tot wijziging van artikel 5 van de regels betreffende de huurovereenkomsten met betrekking tot de hoofdverblijfplaats van de huurder in het bijzonder, nr 1369/1.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie.

11. Wetsvoorstel (de heer Michel c.s.) tot neutralisering van de gevolgen van de stem bovenaan op een lijst bij de parlements- en de provincieraadsverkiezingen, nr 1370/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

12. Wetsvoorstel (de heer Landuyt) tot hervorming van het Hoog comité van toezicht, nr 1371/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

13. Wetsvoorstel (de heer Reynders) betreffende het uitstellen van de inwerkingtreding van de bepalingen, wat de milieutaksen betreft, van de gewone wet van 16 juli 1993 tot vervollediging van de federale Staatsstructuur, nr 1372/1.

Verzonden naar de commissie voor de Financiën.

14. Wetsvoorstel (de heren Cauwenberghs, Michel, Marc Harmegnies, Leo Peeters en Philippe Charlier) betreffende het toezicht op de mededelingen van de federale regering, nr 1384/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

15. Wetsvoorstel (de heer Leo Peeters) tot wijziging van het Kieswetboek met betrekking tot het stemmen bij volmacht voor de verkiezing van het Europese Parlement, nr 1385/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

16. Proposition de loi (MM. Michel, Marc Harmegnies, Philippe Charlier, Leo Peeters et Cauwenberghs) relative à la limitation et au contrôle des dépenses électorales engagées pour les élections des conseils provinciaux et communaux, n° 1386/1.

Renvoi à la commission de l'Intérieur, des Affaires générales et de la Fonction publique.

17. Proposition de loi (M. Vande Lanotte et consorts) de répression de la traite des êtres humains, n° 1381/1.

Renvoi à la commission de la Justice.

16. Wetsvoorstel (de heren Michel, Marc Harmegnies, Philippe Charlier, Leo Peeters en Cauwenberghs) betreffende de beperking en de controle van de verkiezingsuitgaven voor de verkiezing van de provincieraden en de gemeenteraden, nr 1386/1.

Verzonden naar de commissie voor de Binnenlandse Zaken, de Algemene Zaken en het Openbaar Ambt.

17. Wetsvoorstel (de heer Vande Lanotte c.s.) tot bestrijding van de mensenhandel, nr 1381/1.

Verzonden naar de commissie voor de Justitie.

Annales

Les annales sont le compte rendu intégral des séances plénières, des réunions de la commission centrale ainsi que des réunions publiques de commission où sont développées des interpellations.

Elles sont publiées sous forme de trois fascicules hebdomadaires :

- le premier, de couverture blanche et portant les lettres PLEN en bas de page, regroupe les annales des séances plénières ;
- le second, de couverture beige et portant les lettres COM en bas de page, regroupe les annales des réunions publiques de commission où sont développées les interpellations ;
- le troisième, de couverture grise et portant les lettres CEN en bas de page, regroupe les annales des réunions de la commission centrale.

Les séances plénières ont une numérotation et une pagination continues par session. Ce numéro se retrouve sur chaque page avant la pagination.

Handelingen

De handelingen zijn het woordelijk verslag van de plenaire vergaderingen, van de vergaderingen van de centrale commissie en van de in openbare commissie-vergaderingen gehouden interpellaties.

Ze worden in drie wekelijkse edities uitgegeven :

- de eerste, met witte kaft en met de letters PLEN in de voettekst, bevat de handelingen van de plenaire vergaderingen ;
- de tweede, met beige kaft en met de letters COM in de voettekst, bevat de handelingen van de in openbare commissievergaderingen gehouden interpellaties ;
- de derde, met grijze kaft en met de letters CEN in de voettekst, bevat de handelingen van de vergaderingen van de centrale commissie.

Plenaire vergaderingen worden per zitting doorlopend genummerd en gepagineerd. Het vergaderingsnummer staat op elke bladzijde vóór de paginering afgedrukt.

EXPLICATION DES SIGLES – TOELICHTING BIJ DE AFKORTINGEN

CVP	: Christelijke Volkspartij
ECOLO-AGALEV	: Ecologistes confédérés pour l'organisation de luttes originales/Anders Gaan Leven
FDF-PPW	: Front démocratique francophone/Pari pour la Wallonie
FN/NF	: Front National — Nationaal Front
PRL	: Parti réformateur libéral
PS	: Parti socialiste
PSC	: Parti social-chrétien
ROSSEM	: Radikale Omvormers en Sociale Strijders voor een Eerlijker Maatschappij
SP	: Socialistische Partij
VL.BLOK	: Vlaams Blok
VLD	: Vlaamse Liberalen en Democraten
VU	: Volksunie

Le résultat des votes ainsi que les explications de vote sont repris dans le corps des annales. La liste des membres qui ont participé aux différents votes nominatifs est reprise en annexe sous le numéro indiqué après chaque vote.

Het resultaat van de stemmingen en de stemverklaringen zijn in het corpus van de handelingen opgenomen. Voor de lijst van de leden die aan de verschillende naamstemmingen hebben deelgenomen, wordt verwezen naar de bijlage.